

# Conseils de Révision

Actualités de novembre 2002

-----oooOOO§§§OOOooo-----

## LES GRANDES PANURGIES LYONNAISES (suite)

### POSTLÉNINISTES

On parle bien des "postfascistes" à propos du parti de l'Alliance nationale italienne de Fini, on pourrait à bon droit parler de "postléninistes" pour qualifier les socialistes et autres salonnards de gauche de la région lyonnaise, engagés dans la purification idéologique des universités, et principalement de Lyon 3. Pour nous, ici, le sort de Lyon 3 n'offre aucun intérêt particulier. Ce qui nous "interpelle quelque part", comme ils disent, ce sont les agissements de ceux qui sont attachés à supprimer la liberté de pensée et d'expression, qui sont singulièrement actifs à Lyon, capitale, non pas de la résistance ou du révisionnisme, comme certains voudraient le faire croire, mais du saucisson, ou encore mieux de la rosette et du jésus, ce qui pour nous a une valeur autrement suprême.

Dans la capitale du saucisson, donc, un sous-lénine de banlieue a pris le pouvoir aux dernières municipales, après que la droite ait tout fait pour se désunir. Ce Collomb est de la race des loyolas: il veut exterminer les ennemis. Il est donc l'agent qui a fait fabriquer un "Rapport sur le négationnisme et le racisme à l'université Lyon 3" qui est sorti en juin 2002, pour couper l'herbe sous le pied de la commission nommée par l'ineffable Lang de Blois, rapport que l'on trouve sur Internet:

<<http://www.respect-des-droits.org/index.php?page=27x4x2>> Le rapport est en pdf, avec une particularité: il est verrouillé par un cryptage qui empêche qu'on le transfère, qu'on le recopie, mais on peut l'imprimer et se boyauter énormément.

D'abord, il n'est pas signé. Les auteurs, membre de l'orwellien "conseil lyonnais pour le respect des droits", doivent avoir les chocottes. Qui sont les membres de cet étrange conseil ? Ce sont d'abord des "associations": AC! Rhône (Agir ensemble contre le chômage), ADH, Agir ensemble pour les droits de l'homme, AIDES - Délégation départementale du Rhône, ALPIL (association lyonnaise qui s'occupe de logement), ANVP (les visiteurs de prison), ARTAG (Association Régionale -- lyonnaise -- des Tsiganes et Amis Gadjé), la Chaire lyonnaise des droits de l'homme (encore un truc bidon, voyez leur voyage Lyon-Auschwitz en trois heures ! Plus con tu meurs: <<http://chaire.ish-lyon.cnrs.fr/Auschwitz.htm>>, CLAUDA, COSI, Diversité, Enfance et partage, Fédération des centres sociaux du Rhône, Forum réfugiés, France Algérie Rhône Alpes. Ensuite viennent les "membres élus": l'Adjointe au maire de Lyon pour les affaires sociales et solidarité, l'Adjointe au maire de Lyon pour intégration et droits des citoyens, l'Adjointe au maire de Lyon pour les personnes âgées, vie associative et anciens combattants, le Groupe communistes et intervention citoyenne, le Groupe GAEC, le Groupe Les Verts, le Groupe radical, le Groupe RPR-UDF, le Groupe socialiste et apparentés, le Groupe Unir pour Lyon, les mairies du 1er, 2e, 3e, 4e et 5e arrondissements. Ensuite viennent les "membres extérieurs": ADMD (association pour le droit de mourir dans la dignité), Hippocampe, cellule des jeunes bourgeois de la gauche caviar. Ensuite viennent les "autres membres": Chanon Jean-Marie président de la Commission d'enquête sur la spoliation des familles juives, à Lyon, durant la seconde guerre mondiale, qui est par ailleurs "avocat d'affaires" des dites familles et qui sait donc de quel côté les tartines sont beurrées, Jakubowicz Alain, le roi des juifs lyonnais, le sous-tsar de la région Rhône-Alpes. Il est partout. Voir sa consternante bobine à:

<[http://www.matisson-consultants.com/affaire-papon/pho\\_fleu\\_jaku.htm](http://www.matisson-consultants.com/affaire-papon/pho_fleu_jaku.htm)>, Pidoux Chantal. Ensuite les "membres associés au groupe de travail": CLLAJ Lyon (Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes), le Foyer Notre Dame des sans abris, etc.

On voit qu'on affaire à des gens particulièrement qualifiés et compétents pour trancher des questions de savoir historique. La présence d'*Hippocampe* et celle de Jakubowicz nous assurent que les travaux sortent du même petit sac policier que les exploits prodigieux des ligues lyonnaises, d'Amnistia, de *Golias*, du Marc Bloch Pressure Group et autres spécialistes que nous connaissons très bien. Ils reprennent et touillent les mêmes ingrédients, déjà mijotés dans leur *Livre rouge*, paru sous le titre de "Contre-Rapport" en décembre 1999. Il y a même des phrases qui sont directement copiées-collées, **sans indication de source**. Ils ont maintenant la sanction du pouvoir postléniniste de la Mairie de Lyon, ce qui leur manquait depuis les acrobaties d'un pitre irrésistible qui s'appelait Michel Noir.

Pour bien saisir l'humour involontaire de la chose, il suffit de relever la déclaration suivante (p. 3): "Pour mener à bien sa mission le Conseil ne s'est appuyé que sur des documents référencés, dans le souci de conserver la plus totale neutralité". Or les "documents référencés" (rien que l'expression prête à rire) sont, à 95%, des articles de la presse, surtout locale: *Lyon Libération*, *Lyon Figaro*, *Le Progrès*, et *Le Monde*, *Le Nouvel Observateur*, etc. On voit la "neutralité" de cette meute de chiens hurlants, réclamant sur tous les tons l'expulsion ou l'exécution de ses ennemis politiques ! Avec des sources pareilles (les dossiers de presse des officines locales des ligues de vertu, ni plus ni moins) le résultat est prévisible. C'est un réquisitoire tout du long, sans jamais la moindre nuance.

Or il y a comme une question préjudicielle que les postléninistes ne voudraient surtout pas se poser: il est incontestable que l'université Lyon 3, née d'une scission intervenue dans les années qui ont suivi 1968, a regroupé des enseignants de droite et d'extrême droite. Lyon 3 n'est pas la seule et personne ne semble trouver à redire au fait qu'il se soit formé, toujours en conséquence de mai 68, des universités regroupant des enseignants de gauche et d'extrême gauche. On a même vu, sans que cela soulève l'émotion populaire, des trotskystes infiltrer jusqu'au gouvernement de la République. **La question préjudicielle est donc la suivante: dans ce pays, la droite ou l'extrême droite ont-elles le droit d'exister**, ou de se manifester sur le plan intellectuel ? C'est bien le procès qu'intente cette brochure postléniniste: elle criminalise l'existence des enseignants appartenant à une mouvance intellectuelle à l'opposé de la sienne. La nomination des enseignants, qui n'a jamais soulevé de problème administratif, devient "une dérive raciste et négationniste". Ce rapport prétend hypocritement ne pas "s'attarder sur les appartenances politiques de chacun" mais s'intéresser "surtout à l'utilisation de l'université Lyon 3 pour diffuser des idées **contraires aux Droits de l'Homme**". Mais où diantre est-il écrit que l'on doit diffuser des idées qui vont dans le sens des droits de l'homme ? Est-ce que la politique de la France, avec ses guerres coloniales, sa répression des classes dangereuses, son soutien à la politique génocidaire du sionisme en Palestine, son inféodation à l'hégémonie américaine, son militarisme, sa politique pénitentiaire, que sais-je, respecte les "droits de l'Homme" ? ou elle se protège derrière un baratin menteur et répugnant? Donner l'arme nucléaire aux criminels sionistes, comme l'ont fait les socialistes français, est-ce une bonne pédagogie des Droits de l'Homme ? Crachons sur ces hypocrites.

La plus grande partie de ce rapport explique la présence de la droite aux commandes de cette université, ce qui n'a qu'un rapport lointain avec la question du prétendu "négationnisme". Les enseignants sont dénoncés en fonction de leurs attaches (réelles ou non, peu importe ici) à des groupement politiques. Si on faisait le compte, parmi les membres de ce conseil, de ceux qui sont communistes, socialistes, sionistes, etc... on verrait que leur manichéisme est fondé sur une vraie dichotomie. Il est bien possible que les enseignants incriminés aient écrit des livres "absurdes" (sous-entendus: "absurde parce que reflétant des idées d'extrême droite") mais que dire des livres écrits par des enseignants d'extrême gauche ? Il ne fallait pas les nommer enseignants, voilà tout. Et si le système de recrutement est mauvais, il l'est à l'échelle nationale.

Pour le reste, on n'a que des résumés succincts et passablement tronqués des affaires connues qui ont défrayé la chronique des bords du Rhône. Le rapport est une paraphrase de la couverture de presse. N'entrons pas dans les détails sauf à se demander ce que pouvait bien être le sujet d'un colloque organisé en novembre 1987 sur "Dumézil et l'Iliade" (p. 19). L'Iliade ? L'Hellade ? Encore des ânes savants qui prennent le Pirée pour un homme ! On rappelle les pressions incroyables exercées par le maire de l'époque, Michel Noir, sans rappeler que cet escroc voleur a été lourdement condamné par la justice et que comme exemple moral, on peut trouver mieux. Mais le postléninisme blanchit même les escrocs de droite s'ils sont du bon côté du manche sionisto-gauchard. Une seule ironie admirable et involontaire: on apprend que Plantin a soutenu son mémoire le jour du vote de la loi Gayssot, par cinq ou six députés présents, qui ont voté à la diable des dizaines de lois avant la fin des travaux parlementaires (p. 28).

La nature politique de tout ce déballage est avouée: "Ces informations (sur ce qui s'est passé, publiquement, dans les années 80) émergent (retenez le mot "émergent") quand SOS Racisme, la L.I.C.R.A. et le B'nai B'rith citent à comparaître Jean Plantin au tribunal, pour sa revue négationniste *Akribeia* en avril 1999." Document référencé ici: *L'Humanité*, du 21 avril 1999, article modestement titré: "Filière noire pour revue brune". Les Ligues attachées au char Merkava d'Israël ! Quand on vous disait qu'on était dans le postléninisme !

A la fin, des "recommandations" tracent la ligne à suivre: L'honneur et la réputation de toute la ville de Lyon, **capitale de la Résistance**, et au-delà de l'agglomération, sont en cause. "Les enseignants jetant par ces dérives et/ou pratiques l'opprobre sur toute l'université doivent en répondre devant les sections disciplinaires dont ils relèvent. Ce rappel à la loi peut, **quand les circonstances l'imposent**, relever de la responsabilité **du Premier des Lyonnais**." Qui est ce mystérieux "Premier des Lyonnais"? Le primat des Gaules ? Le primate de la Mairie ?

Et maintenant, on attend en se léchant les babines, le rapport de la commission Rouso, mise en place par l'ineffable Lang de Blois, avant qu'il se carapate à Boulogne sur mer. Si elle ne sombre pas avant.

PAS SOYEUX

### M. Gollnisch proteste contre la "persécution" des enseignants de Lyon III

Le délégué général du Front National Bruno Gollnisch a protesté jeudi contre la "persécution" d'enseignants de Lyon III échappant "à la dictature de la pensée unique", après la publication d'un rapport dénonçant les liens de certains professeurs avec des mouvements d'extrême droite et **des thèses négationnistes**.

Selon lui, le maire PS de Lyon Gérard Collomb, qui a demandé le rapport, s'appuie sur un comité "dont les tendances partisans sont bien connues, pour alimenter la persécution de quelques enseignants qui échappent encore, dans l'université française, à la dictature de la pensée unique", estime-t-il dans un communiqué.

"Le vrai scandale, au sein de l'université de Lyon, c'est que l'on n'y retrouve que quelques-uns de ces enseignants, alors que si le corps professoral était représentatif de la société, ils devraient être plus d'une centaine", ajoute M. Gollnisch.

Selon le rapport remis en juin à M. Collomb, "les responsables de Lyon III en recrutant, en promouvant et en finançant, en connaissance de cause, un réseau concentré de militants d'extrême droite ayant une volonté de diffuser son idéologie à travers l'université, portent une lourde responsabilité".

M. Gollnisch est lui-même professeur à Lyon III où il enseigne l'"histoire politique de l'Asie", "la civilisation japonaise", "la terminologie juridique japonaise" et "une introduction au droit international".

AFP, 3 oct 2002.

-----oooOOO§§OOOooo-----

### CENSURE

La censure, telle que nous la connaissons, suit de peu la naissance de l'imprimerie. Charles Quint décida, en 1550, que la liste de l'index établi par les bons prêtres de l'Université de Louvain devait être affichée dans toutes les librairies. Imprudence fatale, en ces temps d'hérésies galopantes. Il visait tout particulièrement les bibles en langages vernaculaires qui se multiplièrent inéluctablement avec le développement des imprimeries. Cette liste s'appelait *Librorum prohibitorum index ex mandato regiae catholicae maiesta et illustriss. Ducis Albani*. Mais Charles Quint avait un imprimeur officiel, établi à Anvers, un tourangeau qui s'appelait Plantin, Christophe Plantin.

### VOILE NOIR

Maintenant, dès qu'il y a un accident, un attentat, une mort brutale plus ou moins accidentelle, on voit les familles refuser de "faire leur deuil" tant que des coupables n'ont pas été désignés, jugés et condamnés. "Alors", nous dit-on, le deuil peut se faire. C'est, du moins ce que nous racontent les journalistes, cette race de réprouvés. Qu'il s'agisse d'un de ces clichés dont cette profession dénuée de plume est friande n'est pas douteux. Mais ces clichés perfusent. Ils sont repris par toutes sortes de gens

qui laissent la porte de leur esprit ouverte à ces vents merdiques. Pourtant, on sait que le deuil est tout autre chose. Dans toutes les sociétés, il existe des rituels et des comportements qui permettent de faire passer, graduellement, les personnes qui décèdent dans le monde des morts, conçu comme parallèle à celui des vivants, mais séparé par un seuil matérialisé de différentes façons. La vengeance n'a rien à voir là-dedans.

La culture chrétienne qui a imbibé nos sociétés pendant tant de siècles est une culture du pardon et de la résignation devant les drames inévitables de l'existence. Cette culture est évidemment fort appauvrie et ne fournit peut-être plus de modèles forts. C'est pourquoi cette apparition du concept de vengeance comme préalable au deuil apparaît comme une nouveauté. On ne peut qu'être frappé par le fait que la culture juive, telle qu'elle apparaît de nos jours, quant à elle, ignore le pardon et réclame la désignation et la condamnation des coupables (toujours des "gentils") avant d'envisager de commencer à faire le deuil. Elle s'accommode facilement de l'absence de deuil, au profit d'une déploration éternelle. On ne s'étonnera pas de voir des modèles culturels de ce genre véhiculés par la presse, pour qui ils sont déjà la culture dominante. La perfusion des "valeurs juives" par l'intermédiaire d'un monde médiatique profondément acculturé, n'est pas sans inquiéter.

TRIPOTAGES

## Enseigner la mémoire ?

La mémoire de Vichy et de la Shoah...

La véracité et la singularité de la Shoah

**Contrairement à ce que tentent de faire croire les négationnistes** et les pseudo-révisionnistes qui nient le génocide ou cherchent à le banaliser, les nazis ont bien exterminé Juifs, Tziganes et Slaves. Le génocide a bien eu lieu et il n'est pas le fruit du hasard ou des circonstances liées à la 2ème guerre mondiale. La « solution finale de la question juive » procède d'une volonté systématique d'extermination, inscrite dans l'idéologie nazie, ouvertement exprimée dans *Mein Kampf* dès avant l'arrivée au pouvoir de Hitler, mise en oeuvre avec obstination à partir de 1933 et conduisant tout droit au génocide désigné aujourd'hui par les Juifs sous le nom de Shoah, « la catastrophe ».

### **Les pseudo-révisionnistes français, négateurs du génocide**

En France dès le lendemain de la 2ème guerre mondiale, les négationnistes, les négateurs du génocide, ceux qui nient la réalité du génocide et l'existence des chambres à gaz en affirmant qu'il n'existe pas de preuves de leur existence, **se sont avancés masqués, en s'abritant derrière le vocable de «révisionnistes»**, d'«école révisionniste» afin de couvrir leur démarche d'un label scientifique respectable.

S'il est vrai que **le révisionnisme relève bien de la démarche historique** de l'historien qui s'interroge en permanence sur la compréhension du passé et qui jette un regard critique sur les interprétations des historiens qui l'ont précédé, les négationnistes sont en réalité des pseudo-révisionnistes, des falsificateurs de l'histoire et des «assassins de la mémoire».

A l'origine de cette prétendue école révisionniste française, il y a la publication en 1948 par un intellectuel d'extrême-droite, Maurice Bardèche, d'un livre intitulé *Nuremberg ou la terre promise*, dans lequel il dénonçait la justice des vainqueurs et les accusait d'avoir inventé le génocide pour masquer leurs propres crimes.

Maurice Bardèche fut bientôt rejoint par Paul Rassinier, ancien déporté résistant, venu de l'extrême gauche. Exclu du Parti communiste en 1932, devenu socialiste libertaire, puis membre de l'aile gauche du parti socialiste et candidat malheureux aux élections de l'immédiat après-guerre, exclu de la SFIO, Paul Rassinier s'est retiré de la vie politique et a publié en 1950 un ouvrage intitulé *Le Mensonge d'Ulysse*. Dans cet ouvrage, Rassinier conteste la véracité des témoignages d'anciens déportés, prétend que les brutalités dans les camps étaient davantage le fait des kapos que des SS, et dénonce le génocide comme une imposture fabriquée par le complot juif international. [**Mensonge absolu: il n'y a pas UN mot sur les juifs dans ce livre** ]

Les thèses de Rassinier sont relayées par le journal d'extrême-droite *Rivarol*, où s'expriment les anciens collaborateurs et les nostalgiques du régime de Vichy.

Après la mort de Rassinier en 1967, les thèses «révisionnistes» ont été défendues par un professeur de littérature lyonnais, Robert Faurisson, qui comme Rassinier nie l'existence du génocide et des chambres à gaz, présentés comme des mythes forgés par les pays vainqueurs.

A partir des années 1970, Faurisson a reçu le soutien de "La Vieille Taupe", une librairie parisienne dirigée par Pierre Guillaume, représentant d'une ultra-gauche qui confond dans une même réprobation teintée d'anticommunisme viscéral et d'antisémitisme, le stalinisme soviétique, le capitalisme occidental et le sionisme.

En 1981, Faurisson a été condamné par la 17ème Chambre du Tribunal de grande instance de Paris pour diffamation publique, condamnation confirmée par la Cour d'Appel. [*Faux; d'ailleurs ce délit n'existe pas* ]

En 1985, Henri Roques, un ingénieur en retraite, a soutenu devant l'université de Nantes une thèse de doctorat (annulée en 1986 par le ministre Alain Devaquet ) aboutissant à nier indirectement l'existence des chambres à gaz à partir de l'analyse du témoignage de Kurt Gerstein, un officier nazi qui s'était rendu en avril 1945 à l'armée française et avait été interrogé par des officiers français. [*A propos de Devaquet, chien fidèle, il est à noter qu'il sévit toujours puisqu'il est encore aujourd'hui, employé à l'Elysée en tant que commis aux écritures. On voit par là que la valetaille est un métier d'avenir.* ]

En 1989, un professeur d'économie lyonnais, Bernard Notin, a publié dans la revue *Economies et Sociétés* un article sur «Le rôle des médias dans la vassalisation nationale» qui reprenait les thèmes de la pseudo école révisionniste française.

Il a été sanctionné conformément à une loi présentée par le député communiste Jean-Claude Gayssot [*encore faux, ce type ne sait pas de quoi il parle* ] et votée en 1990, qui qualifie de délit et réprime par des sanctions pénales toute «négation des crimes contre l'humanité».

La plupart des historiens ont exprimé leur désaccord avec la loi Gayssot parce que, selon eux, le droit n'est pas la meilleure arme contre les négationnistes et le juge ne doit pas se substituer à l'historien pour dire la vérité historique .

En 1995, la librairie-maison d'édition "La Vieille Taupe" a publié dans une revue du même nom *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*, un ouvrage de Roger Garaudy, philosophe converti successivement au protestantisme, au communisme, au catholicisme et à l'islam, qui sous couvert d'antisémitisme rejoignait le discours des pseudo révisionnistes français.

En février 2002, Jack Lang, ministre de l'Education nationale, a installé la Commission sur le racisme et le négationnisme au sein de l'université Jean Moulin, Lyon III. Présidée par Henry Rousso, directeur de l'Institut d'histoire du temps présent, cette commission, composée d'historiens chercheurs, est chargée de faire toute la lumière sur le racisme et le négationnisme qui ont pu trouver leur expression à l'université Lyon III depuis plusieurs années.

### **Historiens intentionnalistes et historiens fonctionnalistes**

Les historiens intentionnalistes et les historiens fonctionnalistes contrairement aux **pseudo-révisionnistes** qui sont en réalité des négateurs du génocide, ne contestent pas la véracité du génocide, mais divergent quant à l'interprétation, à l'explication de la politique d'extermination mise en oeuvre dans le cadre de la «solution finale».

Dès les années 1950, les historiens intentionnalistes tels que Léon Poliakov et Raül Hilberg considèrent que la «solution finale» procède d'une volonté systématique d'extermination des «sous-hommes», inhérente à l'idéologie nazie, inscrite dans *Mein Kampf* et exprimée ouvertement dès avant l'arrivée au pouvoir d'Hitler en Allemagne, mise en oeuvre avec obstination à partir de 1933 à travers les mesures antisémites des nazis, et conduisant tout droit au génocide symbolisé par Auschwitz-Birkenau. Les historiens intentionnalistes privilégient la responsabilité d'Hitler et des nazis, définissent le génocide comme un mal absolu programmé par Hitler et les nazis.

Dans les années 1980, les historiens fonctionnalistes allemands tels que Ernst Nolte et Klaus Hildebrand, sans nier la réalité du génocide, ont tenté d'en donner une interprétation différente et double. Tout d'abord, les historiens fonctionnalistes avancent l'idée que le système nazi n'était pas aussi monolithique qu'on le croyait jusqu'alors, qu'il était traversé de rivalités, de divisions, de contradictions, qu'il n'y avait pas qu'un seul centre de décision entièrement entre les mains d'Hitler, mais plusieurs centres de décision, impliquant un fonctionnement complexe.

Les historiens fonctionnalistes mettent aussi en avant le poids des circonstances, insistent sur le fait qu'avec l'invasion de l'Union soviétique en juin 1941, la guerre a changé de nature, et placé l'Allemagne hitlérienne dans une spirale de radicalisation, dans une sorte d'engrenage qui aurait conduit à la mise en

oeuvre de la «solution finale». Les thèses fonctionnalistes aboutissent à élargir le cercle des responsabilités trop facilement limité à Hitler et à son entourage immédiat, à l'ensemble des nazis, à la Wehrmacht, au peuple allemand, à ses alliés, avec le risque de minimiser la responsabilité spécifique des nazis et finalement le risque de banaliser le génocide des Juifs [...]

L'effondrement du communisme en Europe de l'Est, la disparition de l'Union soviétique et la réunification de l'Allemagne ont contribué à **raviver les thèses des «révisionnistes» allemands** qui veulent effacer ce qu'ils appellent «le mythe négatif du mal absolu» symbolisé par Auschwitz, cherchent à banaliser le nazisme et le génocide des Juifs, voire à le justifier, à le légitimer, en renversant les termes du débat et en présentant la «solution finale» comme un acte d'autodéfense face au véritable «mal absolu» qui, selon eux, est le communisme bolchevique stalinien symbolisé par le Goulag.

Cette pseudo historicisation ou mise en perspective historique du génocide pose en postulat «l'antériorité du goulag, seul véritable mal absolu», tandis que le nazisme et le génocide ne seraient finalement que des «accidents de parcours» dans la riposte légitime au totalitarisme communiste présenté comme plus dangereux que le totalitarisme nazi ou fasciste

**La singularité de la Shoah: une «déchirure de l'humanité», une «régression de la modernité», sans focalisation exclusive**

L'historien des pratiques totalitaires, Enzo Traverso, montre les limites des analyses du nazisme qu'ont développées :

-- L'historien conservateur allemand, Ernst Nolte, qui définit le nazisme comme une réaction radicale à la terreur bolchevique ;

-- L'historien français, François Furet, qui voit dans le nazisme une réaction anti-libérale, symétrique du communisme aboutissant à faire l'amalgame entre les deux totalitarismes ;

-- L'historien américain, Daniel J. Goldhagen, qui fait du nazisme une pathologie allemande, et du peuple allemand, une «nation de pogromistes».

Pour lui, le nazisme qui plonge ses racines dans l'histoire de l'Europe, est «une synthèse unique d'un vaste ensemble de modes de domination et d'extermination déjà expérimentés séparément au cours de l'histoire occidentale moderne» à l'époque des révolutions, de la colonisation et des guerres de la fin du XIXème et des débuts du XXème siècle, synthèse fondée sur le racisme biologique, l'expansion spatiale et vitale, la gestion banalisée de la mort technique, la guerre d'extermination des «sous-hommes». Enzo Traverso s'interroge sur «la singularité d'Auschwitz» par rapport aux autres horreurs du XXème siècle qu'ont été le goulag et Hiroshima. Il définit le génocide perpétré par les nazis comme un «génocide racial», «une extermination conçue sur des bases idéologiques, planifiée, gérée bureaucratiquement et mise en oeuvre par des méthodes industrielles», dont les victimes étaient désignées «selon leur appartenance à un groupe qualifié de "races inférieures", dans le cadre d'un projet de remodelage biologique de l'humanité». [...]

La Shoah, qui s'inscrivait dans «un projet d'épuration biologique et raciale» échappe à «tout critère de rationalité économique ou militaire». Elle constitue une «déchirure de l'humanité», «une régression de la modernité». [...]

CRDP de Champagne-Ardenne, 2000.

<[http://crdp.ac-reims.fr/memoire/enseigner/memoire\\_vichy/12shoah.htm](http://crdp.ac-reims.fr/memoire/enseigner/memoire_vichy/12shoah.htm)>

CENTRE DE DÉLATION MONDIALE

September 13, 2002

**Wiesenthal Center Urges Italy to Ban International Neo-Nazi Conference**

Mr. Silvio Berlusconi, Prime Minister  
Presidency of the Council of Ministers  
Palazzo Chigi, Rome, Italy

Dear Mr. Prime Minister:

The Simon Wiesenthal Center has informed the Italian authorities that an international conference is called for October 12, 2002 in Verona, Italy by the neo-Fascist movement Nuovo Ordine Europeo of Trieste.

In a letter to Italian Prime Minister Silvio Berlusconi, the Center's Associate Dean, Rabbi Abraham Cooper, and its Director for International Liaison, Dr. Shimon Samuels, noted that the organizers of this meeting, entitled "In Memory of the Millions of Civilian Victims of the Democracies and Their Lies", have invited such speakers as:

- Ahmed Rami, who fled from Morocco to Sweden after his assassination attempt on the late King Hassan. He has been convicted in Stockholm for incitement on his Radio Islam, and is currently again under investigation.
  - Ahmad Soroush Nejad of the Neda Institute in Iran.
  - the Swiss organizers of a Holocaust denial conference scheduled for last Spring in Beirut, but cancelled by President Rafiq Hariri. These are Rene-Louis Berclaz of "Verite et Justice" and veteran neo-Nazi activist Gaston-Armand Amaudruz.
- Other Nuovo Ordine Europeo international supporters include:
- the revisionist Jurgen Graf, who fled a Swiss court and now resides in Teheran.
  - Frederick Toben of Adelaide, Australia, released on bail from a German court. A notorious apologist for Osama Bin-Laden.
  - Russ Granata, an American who insults the memory of 9/11 victims in claiming the attacks were organized by the United States and Israeli intelligence services.

On this anniversary of the mass murder of innocents in New York and Washington, D.C., we appeal to you to take all necessary measures **to ban a gathering** that is an abuse of Italian hospitality, and can only encourage the forces of hate, violence and terror.

We also urge your authorities **to arrest those fugitives from justice** who might enter Italy for this hatefest and to hold them for extradition to those countries where they are sought for trial.

Mr. Prime Minister, by such measures, **Italy can take the lead for Europe in the war against terrorism.**

Most respectfully, Rabbi Abraham Cooper, Associate Dean Simon Wiesenthal Center, Los Angeles  
Dr. Shimon Samuels, Director for International Liaison, Simon Wiesenthal Center, Paris

<[http://www.wiesenthal.com/social/press/pr\\_item.cfm?ItemId=6404](http://www.wiesenthal.com/social/press/pr_item.cfm?ItemId=6404)>

LE FIASCO DE VERONE

### **Report On Verona Revisionist Conference**

Here is a brief report on what happened in Verona last Saturday, 12 October 2002, that is, three days after the Hotel Leopardi cancelled our reservation of its Sala Manzoni for 'technical reasons: faulty electric circuits'. Vincent Reynouard was unwell and thus unable to make the journey; Mr Amaudruz, 82, informed of the cancellation and feeling a bit frail, decided not to risk travelling, and so he and Mr Berclaz stayed at home. Hotel management permitted us only a small press conference in the Hotel Leopardi; they then turned people away at the entrance, saying that the room in which we were could hold ten people only. No indication as to what was going on was posted on the outside, and thus some people had made a long journey for nothing. If we had been able to assemble our friends, then there would have been a modest conference in a restaurant in the town centre that afternoon. A hostile though small demonstration of communists etc. took place just outside our room. These people had been notified of our presence via mobile telephone by a female communist journalist who was in attendance at our conference. Dr Carlo Terraciano of Florence gave a brief talk on the geopolitical situation, focusing on the impending American aggression and plans for imperial conquest in central Asia.

*Nous croyons que ce genre de conférence n'a aucune utilité et que ses résultats sont strictement égaux à zéro.*

October 4, 2002

**Wiesenthal Center: Holocaust Denier a Worthy Recipient of Qaddafi 'Human Rights' Prize**

The Simon Wiesenthal Center said that **Roger Garaudy**, a Frenchman convicted for denying the Holocaust "was a worthy recipient of the so-called Qaddafi International Human Rights Prize." Rabbi Abraham Cooper, the Center's associate dean, added that "this is yet another proof that Qaddafi's recent charm campaign, to convince the international community that his regime has turned over a new leaf, is a sham." He added that "Qaddafi and Roger Garaudy are members in a brotherhood of hate that knowingly spreads the big lie of Holocaust denial as part of a worldwide effort to demonize the Jewish people."

The prize, named for Libyan strongman Muammar Qaddafi, is granted to what the Libyans describe as " a plethora of human rights defenders, freedom advocates, and intellectuals."

October 4, 2002

### **Wife of European Central Bank president sued for anti-Semitic remarks**

Amsterdam, Netherlands (AP) - The wife of European Central Bank President Wim Duisenberg is being sued by a prominent Dutch lawyer for alleged anti-Semitic comments, prosecutors said Friday.

The legal action filed against Gretta Duisenberg-Bedier de Prairie arose from remarks she made on Dutch radio last weekend during a pro-Palestinian rally in Amsterdam.

Duisenberg-Bedier de Prairie, who openly supports the Palestinian cause, recently began a petition against Israeli military action against the Palestinians. The radio reporter asked her how many signatures she hoped to collect.

After a brief pause, she replied, "**Six million**," and laughed.

In the claim filed with Amsterdam prosecutors on behalf of anonymous clients, attorney Abraham Moszkowicz alleges that the comment referred to the number of Jewish victims of the Holocaust and constitutes discrimination under Dutch law.

Prosecutors in the Dutch capital said Friday they are investigating the complaint and considering charges of their own. Reached by telephone, Duisenberg-Bedier de Prairie declined to comment. Moszkowicz wasn't immediately available.

"She thought before she spoke, and therefore intentionally insulted people," Moszkowicz was quoted Friday as telling the national daily newspaper *De Volkskrant*. According to the paper, the radio reporter had assumed Duisenberg-Bedier de Prairie had laughed about the high number of signatures she hoped to collect. "Even if that were the case, that's just too bad because she didn't say 16 (million), she said six," Moszkowicz said.

### **ROUGE-BRUN**

Jean-Edern Hallier est mort le 12 janvier 1997 à Deauville. Ses obsèques ont été célébrées par l'abbé Alain Maillard de la Morandais, ancien directeur du Secrétariat d'études politiques du cardinal-archevêque de Paris. De nombreuses personnalités y assistaient telles que Philippe Bouvard, Michou, Patrick Poivre d'Arvor, Bernard Pons, Jacques Seguéla, Xavière et Jean Tibéri, ou Karl Zéro.

[Né le 1er mars 1936 à Saint-Germain-en-Laye, Jean-Edern Hallier était le fils du général André Hallier, attaché militaire en Hongrie de l'État français de Pétain. Il fonda en 1960 la revue littéraire *Tel Quel* avec son camarade d'études Philippe Sollers dont il se sépara en 1963. Il créa en 1969 de *L'Idiot international* (69-72/84/89/90-91). En 1973, il détourna les fonds d'une collecte de soutien aux résistants chiliens. Ultérieurement, il se rendit au Chili soutenir le régime du général Pinochet. En 1979, il conduisit la liste Régions-Europe et publia un pamphlet anti-Giscard, *Lettre ouverte au colin froid*. En 1980, il créa les éditions Hallier où il publia l'imman Khomeiny, **les négationnistes Eric Delcroix et Serge Thion**, etc. Le 25 avril 1982, il mit lui-même en scène son propre enlèvement à la Closerie des Lilas. En juillet 1982, il organisa avec Cyril Platov un attentat à la bombe contre Régis Debray, alors conseiller de François Mitterrand, pour lequel il ne fut pas poursuivi dans les délais légaux. A la même époque, il commença à faire chanter le président de la République menaçant de révéler son passé de collaborateur et l'existence de sa fille adultérine. Aussi le 20 février 1984 obtint-il l'annulation d'un rappel d'impôt de 300.000 F, Jacques Delors étant ministre des Finances. François Mitterrand, détournant à des fins privées l'appareil d'Etat, le fit désormais espionner en permanence par la " cellule élyséenne ". Il lança alors la seconde période de *L'Idiot international* avec des responsables du Grece.

En 1989, il tenta de relancer une troisième fois son journal avec les capitaux de François Bierre, représentant du POE de Lyndon LaRouche. En 1991, il publia un texte violemment antisémite, *Sur le Sentier de la guerre*, pour lequel il fut condamné à 110.000 F d'amende. Le 15 mai 1991, il prit la tête d'une manifestation de l'Action française en hommage à Jeanne d'Arc, place des Pyramides. Bien qu'il se présentât avant tout comme un monarchiste, il reconstitua autour de lui la filière rouge-brun avec l'avocat Jacques Vergès, le journaliste de *Libération* Jean-Paul Cruse, et le capitaine Paul Barril.]

<[www.sources-ouvertes.net/article1419.html](http://www.sources-ouvertes.net/article1419.html)>

L'AINSI-NOMMÉ MENSONGE

## Zur Gestalt des Revisionismus

Gerold Aregger

»In gewisser Weise ist das Phänomen so unfassbar wie der Holocaust selbst, und obwohl die Lügen, welche die Holocaust-Leugner vorbringen, niemandes Tod zur Folge gehabt haben, stellen sie doch eine grobe Missachtung der Überlebenden dar.« --- Deborah Lipstadt (1)

Aber sind es denn Lügen? Soll nicht erlaubt sein, die Geschichte zu befragen? Gibt es nicht viele Ungereimtheiten? Es ist doch immer so, dass Geschichte von den Siegern geschrieben wird! Langsam! Als **Revisionismus** wird hier und heute üblicherweise die Auffassung bezeichnet, welche den Zweiten Weltkrieg als deutschen Verteidigungskrieg versteht und insbesondere die massenhaften Vergasungen von jüdischen und anderen Menschen bestreitet. **Die sogenannte Auschwitz-Lüge** steht im Zentrum der Auseinandersetzung. Das sind nicht irgendwelche Sachverhalte, es sind die grauenvollsten Geschehnisse. Gewiss kann und darf alles bezweifelt werden. Um aber als Gesprächspartner ernstgenommen zu werden, müssen die Dinge geprüft werden. Wer dies unvoreingenommen tut -- natürlich nicht nur anhand revisionistischer Literatur -- wird feststellen, dass für beide der erwähnten Punkte erdrückende Gegenbeweise vorhanden sind: Zeugnisse von Tätern, Opfern und Zeitgenossen, Dokumente.

Und so ist die Ausgangssituation eben nicht die, dass es da zu einer fraglichen Angelegenheit zwei Auffassungen gibt, die mit Recht in einen Meinungsstreit treten sollen. Genau das aber streben die Revisionisten an. Was das Normale ist bei einer offenen Frage, nämlich sich darüber auseinanderzusetzen, beanspruchen sie für etwas, was auf der Faktenebene gesichert beantwortet ist. Dies ist bei Unbefangenheit ohne weiteres nachprüfbar, wobei es dem Neuling allerdings einige Arbeit kosten wird, glaubwürdige Quellen von zweifelhaften zu unterscheiden.

### Die Methode der Revisionisten

Wie gehen nun die Revisionisten vor? Dies kann an einem Bericht im akademischen Bereich verdeutlicht werden.

»Professor X macht eine Theorie publik, und zwar ungeachtet der Tatsache, daß ein Übermass dokumentierter Fakten seinen Schlüssen widerspricht. In den höchsten moralischen Tönen drückt er seine Mißachtung für alles Beweismaterial aus, das Zweifel an seinen Erkenntnissen weckt. Seine persönlichen Angriffe gelten den Verfassern (relevanter) Werke auf dem bewussten Gebiet sowie den Leuten, die dumm genug sind, ihnen Glauben zu schenken. Die Wissenschaftler, welche die Zielscheibe jenes Professors bilden, können nicht umhin zu reagieren. Ehe man sich's versieht, ist aus ihm der 'kontroverse Professor X' geworden, dessen Theorie auch von Nicht-Profis, d.h. von Journalisten, ernsthaft diskutiert wird. Über kurz oder lang hat er sich zu einer vertrauten Erscheinung auf den Fernsehschirmen und im Rundfunk gemausert, wo er seine Idee Gesprächspartnern 'auseinandersetzt', die keine Herausforderung für ihn darstellen oder die Unwahrheit seiner Argumentation nicht entlarven können.«

Obwohl es erstaunlich klingt, muss die Methode der Revisionisten in Kürze folgendermaßen charakterisiert werden: Alle Indizien-Dokumente werden als Fälschung hingestellt, alle Zeugenbereiche als befangen abgelehnt, alle Geständnisse von Tätern als erzwungen erklärt. Dafür wird als Erklärung eine grosse Weltverschwörung angeboten -- der herrschenden Kreise, des Weltjudentums, des Kommunismus, oder alles zusammen. (In jüngster Zeit wird von revisionistischer Seite teils beteuert, man sei überhaupt nicht judenfeindlich eingestellt.) Gewaltig gross müsste diese Verschwörung allerdings sein, um all die behaupteten Fälschungen zustande zu bringen!

### **Revisionisten und Neonazis**

Aber welches Interesse können denn Menschen haben, den Holocaust in Frage zu stellen? Ist es nicht doch unpopuläre Wahrheitsliebe (wie immer wieder behauptet)? Ist nicht doch etwas dran? – Es ist etwas dran -- aber etwas ganz anderes. Die Holocaust-Leugner stützen sich auf Quellen, die direkt in die rechtsextreme Neonazi-Szene weisen. Ja, wer der Sache nachgeht, wird finden, dass der Ursprung der Auschwitz-Lügen-Theorie von Nationalsozialisten und ihnen Nahestehenden selber aufgebracht worden ist.

Damit sei nicht behauptet, alle Auschwitz-Leugner seien Neonazis. Es kann welche geben, die das zurecht von sich weisen. Es kann auch sein, dass Revisionisten sich teils nicht bewußt sind, wem sie Glauben schenken -- und wen sie damit unterstützen. Deutlich muss aber hier gesagt werden: Revisionisten wie deren Kronzeugen Robert Faurisson, David Irving, Ernst Zündel, Fred Leuchter und Thies Christophersen und viele weitere wissen, was sie tun. Sie verkehren alle aktiv in Neonazi-Kreisen.

(3)

Vielleicht meint ein Leser: Nun gut, aber können Neonazis nicht auch einmal etwas Richtiges sagen? Das soll nicht generell bestritten werden. Aber solche Aussagen müssten dann mit doppelter Vorsicht überprüft werden.

Natürlich haben Revisionisten kein Interesse, ihre oft intimen Verbindungen zur rechtsextremistischen Szene an die große Glocke zu hängen. Und -- nochmals sei es erwähnt -- nicht alle Anhänger werden von solchen Beziehungen wissen. Es sei denn, sie hätten ihr Gedankengut bis an seine Quellen geprüft.

### **Irreführende Überzeugungskraft**

Wer die revisionistische Argumentationsweise erlebt, wird wohl zuerst verblüfft sein von der Überzeugungskraft, die da auf ihn zutritt. Auf alles gibt es gleich eine Antwort, nichts vermag den Revisionisten in Zweifel zu setzen. Das kann einen Unvorbereiteten sehr verunsichern. Denn wir sind gewohnt, Sicherheit des Ausdruckes mit Wahrheit zu identifizieren. Revisionisten scheinen felsenfest von ihrer Anschauung der »Geschichtslüge« Inhaltlich erscheinen die Argumente von Revisionisten neuerdings mit Vorliebe in naturwissenschaftlichem Gewand. Es wird »Naturwissenschaftangebliche Zeugen Vergasungsfragen Menschen (selten Wissenschaftlern) revisionistischer Prägung.

Mit auffällender Gelassenheit wird über die Gaskammern diskutiert. Für Robert Faurisson ist der Revisionismus das »grosse intellektuelle Abenteuer des Jahrhundertendes« Man könnte sogar sagen: der Revisionismus ist möglich, weil das emanzipierte Ich heute seine Urteile tatsächlich 'jenseits von Gut und Böse', d.h. frei von überkommenen Normen, Gewissens- und Gefühlsgründen fällen kann. So ungeheuerlich die Verbrechen des Nationalsozialismus seelisch auch wirken -- der wissenschaftliche Verstand kann sich völlig unbeeindruckt davon fragen: war das alles wirklich so? In der Tat wird jeder, der in diesen Fragen ein individuell gegründetes Urteil bilden will, über die bloße (ohnehin kurzlebige) moralische Empörung hinaus sich ein vorurteilsloses Bild verschaffen müssen. Genau in dieser moralischen Einsamkeit lauert aber einer der größten Gegner der Wahrheit: der Selbstbetrug. Nietzsche hat dessen Einflüsterungen so charakterisiert: 'Dies habe ich getan, sagt mein Gedächtnis; dies kann ich nicht getan haben, sagt unerbittlich mein Stolz; endlich gibt das Gedächtnis nach'

Wer sich die Mühe macht, den revisionistischen Argumenten nachzugehen, wird merken, wieviel schneller eine Behauptung aufgestellt ist als widerlegt (siehe dazu: Lipstadt). Der oder die Prüfende wird auf ein Gemenge von Halbwahrheiten, Verdrehungen und Lügen stossen, das ein Revisionist dem anderen abschreibt oder nachsagt. Man wird auch viele Stellen finden, wo sich Revisionisten untereinander widersprechen (wobei anzunehmen ist, daß sie im Zuge internationaler Kontakte rasch voneinander lernen werden). Kennzeichnend für Revisionisten ist jedoch, dass sich kaum je einer von einem nachgewiesenen Widerspruch hat ins Bockshorn jagen lassen.

### **Verföhrend**

Wenn der Revisionismus bei einiger Erforschung der entsetzlichen Geschehnisse relativ leicht durchschaut werden kann, weshalb findet er überhaupt Anhänger? Einiges dazu wurde bereits angeführt. Manche nationalistischen Emotionen oder auch persönliche Unzufriedenheiten (Arbeitslosigkeit) mögen da hineinfunkeln. Anderes ist weniger leicht fassbar. Der moderne Mensch merkt, dass er für die geschichtlichen Ereignisse eine Mitverantwortung trägt. Wenn er diese ernst nimmt, geht ihm auf, dass in der Zeitgeschichte verschiedene Kräfte am Werk sind. Längst nicht alle durchschaut er gleich. Tatsächlich wirken ja in der Geschichte Hintergründkräfte, einerseits in der äusseren Welt, aber auch im seelisch-geistigen Bereich. Es kostet viel Arbeit, darin ein Unterscheidungsvermögen zu entwickeln. So

sind gerade Menschen, denen aufgegangen ist, dass die wahre Geschichte oft nicht in den Zeitungen steht, anfällig für Verschwörungstheorien aller Art, die durchaus Teilwahrheiten enthalten. Diese zeichnen sich dadurch aus, dass eine einfache und äussere Erklärung für Schuldige bereitsteht. Das ist bequem, da so die eigene innere Auseinandersetzung wegfällt, der eigene Anteil. Wo aber Eigenaktivität nicht egriffen wird, entsteht Raum für fremde Besetzung.

Der Nationalsozialismus kann insgesamt als Realisierung einer gigantischen Verschwörungstheorie verstanden werden, mit dem »bolschewistischen Judentum.

### **Kernangriff**

Die erkenntnismässige Vorgehensweise des Revisionismus lässt sich folgendermassen charakterisieren: Einerseits wird der Forschungsblick eingeschränkt auf die physische Ebene und ganz bestimmte Orte. Sogenannte Fakten sollen allein zählen (zum Beispiel das Funktionieren der Gaskammern). Dass jemand sich nur an äussere Tatsachen halten will, kann zwar als einseitig bezeichnet werden -- Geschichtereignisse können nur in ihrem Zusammenhang erfaßt werden, und dieser wird nicht auf der Ebene der äusseren Wirklichkeit gestiftet. Wir werden ihm trotzdem folgen können. Nun erweist sich aber, dass sich der Revisionismus nur den Anschein akribischer Fakten-Treue gibt. Die aufwendige Überprüfung der vorgestellten Tatsachen enthüllt diese als blinde Behauptungen. Und da, wo Tatsachen sind, werden sie weggeleugnet. So wird die eine Basis des Erkenntnisprozesses untergraben: die Sinneswahrnehmung der Welt.

Andererseits wird dem Denken eine hochabstrakte Verschwörungstheorie angeboten, die inneren Neigungen mancher Zeitgenossen entgegenkommt (zum Beispiel die Juden als Schuldige statt als Opfer). Es ist ein Denken, das sich wiederum in Behauptungen erschöpft. In sich mögen sie teils durchaus logisch erscheinen. Es ist die unangreifbare Logik des geschlossenen Systems. »Wer an dieser Vorstellung zweifelt, bestätigt dem von ihr Besessenen nur die Perfektion der vermeintlichen Manipulation. Ein geschlossenes System, das an den Zustand paranoider Patienten denken lässt, die sich meist auch als Träger besonderer Enthüllungs-Missionen fühlen.« Zusammengenommen ergibt sich ein explosives Gemisch. Denn wenn ein geschichtliches Ereignis von solcher Bedeutung wie die Massenvergasungen von Menschen massiv und ernsthaft -- so erscheint es manchen -- angezweifelt werden kann, wem und was kann dann noch geglaubt werden? Sind wir überhaupt imstande, geschichtliche Wahrheit zu überprüfen? Kann nicht alles und jedes manipuliert werden (Verschwörungstheorie)? -- Der Revisionismus sät tiefe Verunsicherung im menschlichen Erkenntnisbereich (Destabilisierung heisst das im Geheimdienst-Jargon). Die Sinnvolle Verknüpfung von Wahrnehmung und Gedanken wird zerrüttet. Seine Tendenz kann nicht anders bezeichnet werden als ein zentraler Angriff auf die Erkenntnisfähigkeit des Menschen.

[...]

### **Der Blick des Revisionismus**

Neben der Art, wie er auftritt und was er bewirkt, kann der Geist des Revisionismus an einer Stelle besonders deutlich werden: Er verrät sich durch seinen Blick. Er schaut in die Gaskammern. Gerade dorthin schaut er, wo der Vernichtungswille sich am meisten gezeigt hat. Genauer: Tut so, als ob er dorthin schaue. Denn dort sieht er nichts. Weshalb? Weil er in Wirklichkeit gar nicht hinschaut (so werden -- zum Beispiel -- alle Zeugenaussagen für nichtig erklärt). Wer wirklich auf das furchtbare Geschehen in den Gaskammern schaut, blickt dem Bösen ins Auge. Der Revisionismus sieht dort nichts, weil durch den Revisionismus dieses Auge des Bösen uns anschaut. Es ist der Geist des Nationalsozialismus selber. So enthüllt sich -- bei genügender Aufmerksamkeit -- was verschleiert werden soll.

Es gehört zum gewaltigen Ablenkungsmanöver des Bösen, dass gerade diejenigen revisionistischen Kämpfer seine begehrtesten und wertvollsten sind, die nicht mit dem Nationalsozialismus zu identifizieren sind, ja, die einen möglichst guten wissenschaftlichen oder moralischen Ruf haben.

Die revisionistische Operation hat drei Stufen: Erstens wird das Böse ins Zentrum gerückt (Auschwitz stellvertretend -- wie ein Verbrecher, den es zum Tatort zieht). Zweitens wird beteuert: Da ist nichts (Auschwitz-Lüge). Drittens wird das Böse anderen, gar den Opfern, in die Schuhe geschoben (Verschwörungstheorie). Es ist eine unermesslich freche Geste.

Warum funktioniert der Bluff bei manchen Zeitgenossen? Weil der zur Enthüllung geforderte Blick in die Gaskammern dermassen Grauerregendes zeigt, dass es niemandem leicht fällt, da hinzuschauen (es wäre erleichternd, wenn alles nicht wahr wäre). Dazu ist dem Revisionismus jedes Mittel recht, diesen

Blick abzulenken, zu verwirren, zu hypnotisieren. Und: der Bluff wird mit verblüffender Sicherheit ausgespielt. Das alles erweist die mächtige Hand des inspirierenden Geistes. (Man lasse sich nicht täuschen von dem kleinen Häufchen publizierender Revisionisten, sondern versuche, sein Potential zu erfassen).

Nach dem physischen Vernichten unzähliger Menschen in den Konzentrationslagern -- ausgerechnet mit diesem entsetzlichen Gas Zyklon B (5) -- soll nun auch die Erinnerung an diese Toten vernichtet werden.

Man kann sich zusätzlich fragen, was diese Leugnung für die Täter bedeutet, im weiteren für die Völker der Täter und der Opfer.

Fassen wir zusammen: Dort, wo vom Menschen tiefstes Mitgefühl und wärmste Anteilnahme durch das Geschehen gefordert wird, operiert der Revisionismus mit eiskaltem Verstand. Dieser will die schlimmsten Massenmorde (Vergasungen) bestreiten. Die Todessphäre wird vernebelt und verfinstert. Die Erinnerung wird gelöscht.

Eine Gestalt erscheint, die den Kern des Menschen, sein Ich, vernichten will: Das dem Sonnen-Ich, welches sich in Wärme, Leben, Licht, Zeit manifestiert, absolut entgegengesetzte dämonische Prinzip. Vermögen wir, dieses mit Hilfe des Sonnen-Ichs zu durchschauen?

Gerold Aregger ist Redakteur der Schweizer anthroposophischen Zeitschrift Gegenwart.

Aus: Zeitschrift Gegenwart. »Fortwirkender Nationalsozialismus«. Mit zahlreichen Artikeln und Literaturhinweisen. Beziehbar unter: Bärenplatz 2, CH-3011 Bern

#### Anmerkungen:

- (1) Deborah E. Lipstadt: Leugnung des Holocaust. Rio Verlag Zürich, 1994, S. 11
- (2) Lipstadt, S. 41
- (3) Michael Schmidt, Heute gehört uns die Straße, München 1993
- (4) Jens Heisterkamp. Aus einem Entwurf
- (5) Siehe den Aufsatz von Herbert Flieger u.a. zu Zyankali in: Das Goetheanum Nr. 37, 9. September 1990

*Info3* – das Monatsmagazin für Spiritualität und Zeitfragen

<<http://www.info3.de/projekte/ns/ns-gerold.html>>

TOUJOURS CHARMANT

David Irving rencontre quelques amis qui viennent du Canada:

«We all chat for a while about mutual acquaintances. The talk turns to Ernst Zündel, now more mute and living in effect in asylum in Tennessee, having sold off his house in Carlton Street, Toronto, quite lucratively and married well. I remark that he had based his career on the policy of *Vorwärts über Leichen* ("forwards over corpses!"), a strategy which was always rather unfortunate for the corpses concerned.»

<<http://www.fpp.co.uk/docs/Irving/RadDi/2002/240602.html>>

POIGNANT POGNON (suite)

#### Swiss reject foundation

Swiss voters turned down a plan to create a foundation to help victims of the Holocaust. Right-wing politician Christoph Blocher hailed the result of Sunday's referendum, saying, "The Swiss people cannot be blackmailed." In March 1997, then-President Arnold Koller proposed the foundation, saying it should be used to help the "victims of poverty and catastrophes," including the Holocaust.

The foundation was proposed as a face-saving gesture at a time when Switzerland was confronting charges of financial complicity with Nazi Germany and of hoarding the deposits of Holocaust survivors.

JTA, September 23, 2002.

-----oooOOO\$\$\$OOOooo-----

## LES PETITES AVENTURES DU MOT "RÉVISIONNISME" (I)

1/ "The restatement of the United States' fundamental defense doctrine issued by the Bush administration last week -- substituting preemption of potential threats for containment of aggression -- is probably the most dramatic and far-reaching change in national security policy in a half-century. But it is also part of a **pattern of radical revisionism** in basic governmental philosophy and structure engineered by President Bush, who is quietly rewriting the classic definition of conservatism."  
*Washington Post*, 25 sept., article de David S. Broder.

2/ "For many an early community to survive it needed the strength and courage of its warrior culture - of the kind related in the saga of Beowulf, the Celtic myths and the Maori legends of bravery and endurance. It is only shrinkingly sentimental, **politically correct revisionism** that sees a Viking warrior in a much worse light than his Maori counterpart."  
*Hawkes Bay*, NZ, 28 sept. 2002.

3/ "«We are just beginning to get the hang of one-day cricket,» he said, in a phrase that will send shivers down the spine of Australians, South Africans and Bangladeshis the world over. Stewie was pumped up now and even indulged in **some hard-nosed Stalinist revisionism** to keep the juices flowing."  
*The Guardian*, 24 septembre 2002.

4/ "[Atom] Egoyan characterized the Institute with the following words: «The Zoryan Institute has played an active and critical role **in fighting historical revisionism and genocide denial** by academics, through its publications, which have become classics in their fields and have earned it a solid reputation for credibility, along with the respect of academic institutions and scholars throughout the world.»"  
*Armenian Daily*, Erivan, 11 septembre 2002.

5/ " Pour nous l'idée de communauté religieuse est tout le contraire d'une approche fantasmagique du réel, c'est au contraire la prise en compte de pesanteurs séculaires et incontournables que d'aucuns, pour des raisons qui sont les leurs, croient dans leur intérêt de nier ou de considérer comme un détail. **Il y a aussi un négationnisme juif !** Le XXème siècle aura déraciné des populations entières et les juifs en particulier mais il ne s'agit pas, pour autant, de créer une société de déracinés mais d'engager un processus de ré-enracinement autour de ceux qui ont échappé à cette malédiction.[...]

N'est-ce pas ce que trop souvent nous avons reproché aux Chrétiens, que de s'être approprié un héritage en ignorant les héritiers légitimes ? Et apparemment, la grande tentation des juifs issus de l'immigration, en France, **c'est de nier l'existence de juifs de souche française** ou de déclarer qu'ils ont démerité, qu'ils n'étaient plus vraiment juifs. Il est terrible de voir comment un tel discours «judéophobe», longtemps prégnant en milieu chrétien, peut être **repris par des juifs contre d'autres juifs** et que ces derniers, à leur tour, **traitent de judéophobes** ceux qui le leur rappellent ! Au bout du compte, on peut se demander s'il est sain d'employer un tel concept que chacun utilise à sa guise et d'abord pour empêcher l'autre de s'exprimer!"

Centre d'étude et de recherche de l'identité juive

<[http://64.4.14.250/cgi-](http://64.4.14.250/cgi-bin/linkrd?lang=EN&lah=d3c29e4cd8fc5624098ef5d8435216b5&lat=1034146830&hm_action=http%3a%2f%2fwww%2ecerij%2eorg%2f)

[bin/linkrd? lang=EN&lah=d3c29e4cd8fc5624098ef5d8435216b5&lat=1034146830&hm\\_action=http%3a%2f%2fwww%2ecerij%2eorg%2f](http://64.4.14.250/cgi-bin/linkrd?lang=EN&lah=d3c29e4cd8fc5624098ef5d8435216b5&lat=1034146830&hm_action=http%3a%2f%2fwww%2ecerij%2eorg%2f)>

-----oooOOO\$\$\$OOOooo-----

## LIBÉREZ LIMONOV



### L'affaire Limonov

Edouard Limonov n'est certes pas un ange, et de loin, et quand on le considère, il est difficile de le trouver sympathique. Et lui-même, et les militants du NBP, et le journal *Limonka* sont depuis longtemps aux frontières de l'illégalité. Il n'aurait pas été dommageable de les punir pour certaines déclarations [*sympa, ce type !*] et certains appels, ainsi que pour certains actes répréhensibles, sans pour autant les mettre en prison pour longtemps et sans même (dans la mesure du possible) interdire leur publication.

Mais en fin de compte, les militants du NBP n'ont encore poignardé, mitraillé, ni mutilé personne. Ça n'est pas leur style. Leur style, c'est plutôt le "terrorisme" à coups de tomates, d'oeufs et même de fleurs: frapper le prince héritier anglais avec un bouquet de roses en signe de protestation contre l'élargissement de l'OTAN, jeter des tomates sur Evguéni Zouganov (dirigeant du Parti communiste) en scandant «Guénia, il serait temps de rougir un peu», salir le costume de Nikita Mikhalkov avec des oeufs de poule parce qu'ils n'apprécient pas les liens d'amitié unissant le metteur en scène avec Brezovski et Nazarbav.

Pas de quoi applaudir, bien sûr. Il faut régulièrement prendre des mesures de représailles contre ces actes, mesures connues sous le nom de "15 jours". Et leur infliger des amendes plus souvent, histoire d'assécher leurs ressources et de les empêcher ainsi d'acheter tomates, fleurs et oeufs.

Mais chez nous ce n'est pas comme ça que ça se passe. Pendant des années on n'a pas mis d'amende à *Limonka*, ni adressé d'avertissement pour violation de l'article 282, ou les appels à peine déguisés à la révolution, c'est-à-dire au renversement de la constitution par la violence. Il est manifeste qu'aucun ordre n'avait été donné à leur encontre. Et tout à coup on a mis Limonov en prison, l'accusant de complot et de création de bande armée, et on a essayé d'interdire le journal *Limonka* en trouvant à redire à deux articles qu'on peut considérer comme "extrémistes" seulement en en ayant vraiment envie. Manifestement, cette fois, on avait donné des instructions.

L'affaire Limonov elle-même, comme nous l'avons déjà écrit, a été fabriquée au moins pour moitié. Des partisans de Limonov à Saratov et à Vladimir ont acheté à des partisans de Barkachov 5 ou 6 kalachnikovs, séduits par un prix défiant toute concurrence... et c'est pour ça qu'ils sont détenus au départ, ainsi que Limonov (qui aurait paraît-il sanctionné cette acquisition). Les vendeurs de ces armes n'ont quant à eux pas été mis en prison, **ce qui provoque les soupçons à juste titre.**

"Le complot Limonov" est une farce. Quel complot peut-il exister, si l'on en discute dans les pages d'un journal et dans les livres du chef du parti ? De l'esbroufe, sans aucun doute. Un complot, jamais de la vie.

Limonov et cinq de ses compagnons entament leur deuxième année de détention préventive (le procès a été reporté jusqu'en septembre à Saratov). Alors que des truands soupçonnés de ce genre de délit sortent au bout d'une semaine. Et on libérait systématiquement les partisans de Barkachov, lorsqu'on trouvait chez eux des armes, sauf lorsque des assassinats sur contrat d'hommes d'affaires menaient les militants du RNE sur les bancs du tribunal.

L'affaire Limonov est une parodie de "lutte contre l'extrémisme" telle qu'elle a été conçue dans la loi du président adoptée par le parlement. Et à en juger par tous ses éléments cette parodie est spécialement destinée à l'Occident, peut-être pour satisfaire en particulier le président Bush, furieux des passages à tabac de Noirs américains dans les rues de Moscou. Et la nouvelle loi est un danger pour le droit et la

liberté des citoyens, de même que l'affaire Limonov crée un précédent dangereux: si on peut mettre en prison un écrivain mondialement connu sous une accusation douteuse, alors personne n'est à l'abri de rien.

Vladimir Pribylovski, Moscou.  
Article paru dans le No 4418 de *La Pensée russe* ("Rousskaïa Misl")

<<http://www.legraindesable.com/html/limonov.htm>>

## ÉCHANCRÉS

«Rassurons tout de suite les émules de l'enculé-flic Daeninckx : CANCER ! n'est pas le boulon mesquin d'un improbable complot métapolitique. Nous nous foutons royalement des nouvelles convergences panachées, type bleu-blanc ou rouge-brun, et nous laissons aux Immédiatementistes ou à des gros cons comme Luc Michel le soin d'incarner ces indigestes tartes à la crème.»

*Cancer!*

<<http://frkc.free.fr/revuec/miseaupoinc.htm>>

## IDIOT INUTILE

[Communiqué]

"Le procès en diffamation intenté par l'écrivain Gérard Delteil à l'idiot Daeninckx aura lieu le vendredi 18 octobre à 13 H 30 à la 17ème chambre correctionnelle de Paris. Ici, maintenant, toujours et partout, fustigeons l'imbécile Dédé, néo-stalinien, auxiliaire de police et falsificateur malhabile ! J'ai dit. "

### **Communiqué de Gérard Delteil à l'occasion de son procès en diffamation contre Didier Daeninckx**

Un lecteur m'écrit pour me dire qu'il a lu sur "un forum consacré au polar" (Rompol ?) des infos selon lesquelles j'attaquerais en justice un ex-membre des Brigades Rouges qui ne pourrait pas se présenter au procès de crainte d'être arrêté et expulsé.

Je tiens donc à apporter un certain nombre de précisions :

-- J'attaque en diffamation Daeninckx pour un article publié sur son site Amnistia dans lequel il m'accuse d'avoir triché pour le prix du Quai des Orfèvres.

-- Il se trouve que le directeur de publication de ce site est Enrico Porsia, à l'encontre de qui je n'ai aucun grief. Mais, dans un procès en diffamation, le directeur de publication est inévitablement cité.

**[Delteil se gourre: Porsia est "directeur de la rédaction" ce qui n'est juridiquement rien. Le directeur de la publication, juridiquement responsable est un autre brigadiste non repent: Corrado Balocco ]**

Il n'est nullement tenu de se présenter et, en général, ne le fait pas: c'est le journaliste incriminé responsable de l'article qui vient défendre sa cause. J'en ai fait moi même l'expérience. Enrico Porsia n'a donc rien à redouter. (De plus, à ma connaissance, il ne figure nullement sur la liste des expulsables.) Néanmoins, sa situation de réfugié politique ne l'autorise pas à publier les délires de Daeninckx... Dans la vie, il faut tout de même assumer ses choix. -- Le procès aura lieu le vendredi 18 octobre à 13 h 30 à la 17ème chambre correctionnelle. Chacun pourra constater les méthodes d'un personnage qui se prétend "enquêteur et journaliste" (sic) mais ne respecte pas le BA-BA de la déontologie journalistique qui consiste à faire une enquête **contradictoire**, c'est à dire à au moins demander l'avis de toutes les personnes concernées avant de se lancer dans des dénonciations publiques.

-- Je n'ignore pas le côté dérisoire de cette polémique, au moment où tant d'événements graves se déroulent, mais l'initiative de la diffamation n'émane pas de moi. Ceux qui, après les incidents de la Bastille, nous avaient expliqué qu'il fallait régler nos différends devant un tribunal seraient mal venus de me reprocher ce procès en diffamation aujourd'hui...

-- Pour terminer, inutile de préciser que je suis solidaire de **tous** les exilés politiques italiens menacés d'expulsion, y compris de Porsia s'il était menacé. J'ai d'ailleurs participé à la manif en leur faveur samedi dernier, place de l'Opéra, où je n'ai vu que trois autres auteurs de polar.

Gérard Delteil, le 26 septembre 2002"

<<http://www.homme-moderne.org/journal/index.html>>

Idem: <<http://site.voila.fr/Delteil>>

où l'on trouve l'article de Delteil sur "Daeninckx en un combat douteux --Lettre ouverte à celui qui assassine ses anciens amis de l'ultra-gauche" paru dans *Libération*.

Quelques heures plus tard, la bande à l'ahuri publie sur le site amnistia:

### **Extraditions: la "solidarité" assassine**

Paris, mardi 1er octobre 2002

Le 18 octobre prochain, la 17e chambre correctionnelle aura à juger d'un article publié sur le site amnistia.net, à la requête de l'écrivain Gérard Delteil. Ce dernier attaque en justice le directeur de publication du site, Corrado Balocco, l'auteur de l'article Didier Daeninckx, ainsi que notre société de presse amnistia.net.

Le texte en cause, "Le préfet de police préside, à son insu, un prix littéraire truqué", avait été publié dans notre édition du 5 novembre 2001.

S'estimant diffamé, Gérard Delteil réclame à chacune des personnes qu'il traîne en justice la somme de 50.000 euros (plus de 327.000 francs).

S'il était suivi par le tribunal, cela signifierait l'arrêt de mort d'un espace de liberté et d'information qui n'existe que par l'engagement de toute une rédaction. [*C'est surtout un espace de mensonge et de calomnie dont personne ne regretterait la disparition...* ]

Le 26 septembre 2002, Gérard Delteil a rendu public un communiqué dans lequel il affirme que le directeur de publication d'amnistia.net ne se présenterait pas lors du procès, de peur d'être arrêté et expulsé en raison de son engagement politique en Italie, dans les Brigades Rouges, il y a un quart de siècle! Delteil écrit précisément:

"Un lecteur m'écrit pour me dire qu'il a lu sur 'un forum consacré au polar' (Rompol?) des infos selon lesquelles j'attaquerais en justice un ex-membre des Brigades Rouges qui ne pourrait se présenter au procès de crainte d'être arrêté et expulsé".

Ceci est une invention pure qui ne repose sur rien. Mais il y a plus grave:

Alors qu'il attaque notre directeur de publication Corrado Balocco devant les tribunaux et qu'il le menace d'une punition de 50.000 euros, Gérard Delteil dans son communiqué parle d'une autre personne, et dénonce publiquement un ancien membre des Brigades Rouges, le journaliste Enrico Porsia. Il le fait en ces termes :

"J'attaque en diffamation Didier Daeninckx pour un article publié sur son site amnistia dans lequel il m'accuse d'avoir triché pour le prix du Quai des Orfèvres. Il se trouve que le directeur de la rédaction de ce site est Enrico Porsia, à l'encontre de qui je n'ai aucun grief. Mais, dans un procès en diffamation, le directeur de la rédaction est inévitablement cité. Il n'est nullement tenu de se présenter et, en général, ne le fait pas : c'est le journaliste incriminé responsable de l'article qui vient défendre sa cause. J'en ai fait moi-même l'expérience. Enrico Porsia n'a donc rien à redouter. (De plus, à ma connaissance, il ne figure nullement sur la liste des expulsables). Néanmoins, sa situation de réfugié politique ne l'autorise pas à publier les délires de Daeninckx.... Dans la vie, il faut tout de même assumer ses choix".

Ceci appelle de notre part plusieurs remarques. Passons sur le fait que Gérard Delteil dit tranquillement n'avoir pas de grief envers quelqu'un à qui il réclamerait 327.000 francs par voie de justice, et qu'il choisit, de surcroît, d'attaquer au pénal... [*DD délire complètement, Porsia, n'étant pas le responsable de publication ni l'auteur du texte incriminé, n'est pas attiré en justice et ne se voit RIEN réclamer par le plaignant. On voit que malgré son propre usage immodéré des accusations de diffamation le pauvre ahuri ne comprend rien aux affaires de justice, à moins qu'il ne fasse l'âne pour avoir du son.* ]

Première remarque: il est tout à fait possible, en matière de diffamation de n'attaquer que l'auteur de l'article, et il s'agit là d'un choix assumé, de la part de Delteil, pour doubler la mise. [*C'est faux. Le directeur de publication est toujours le responsable principal, selon la loi de 1881 sur la presse, qui est en vigueur. L'ahuri déraile.* ]

Deuxième remarque, beaucoup plus grave: à aucun moment le journaliste Enrico Porsia n'est en cause dans cette affaire: les deux personnes attaquées en justice par Delteil sont Corrado Balocco et Didier

Daeninckx. Personne d'autre. Par le moyen de ce communiqué, Gérard Delteil livre en pâture, de manière totalement diffamatoire, le nom d'un réfugié italien, puis grand seigneur, Gérard Delteil rassure la personne dont il vient d'inventer la faute: "Viens, fais-moi confiance, tu n'as rien à craindre, j'y suis déjà passé". [*Le nom de Porsia s'étale à toutes les pages du site amnistia, il écrit dans Le Monde, et parle à France Inter. Comme clandestinité, on fait mieux.* ]

Ce serait comique si la situation des exilés politiques italiens n'était actuellement aussi tragique, du fait du reniement, par la France, de ses engagements d'accueil. [*On fera remarquer à ces connards que Mitterrand, ce n'était pas la France.* ]

Le plus dérangeant, dans ce communiqué de l'écrivain titulaire du Prix Moncey (attribué par la gendarmerie nationale) et du Prix du Quai des Orfèvres (baptisé ainsi en référence à l'adresse mythique du siège de la police judiciaire), c'est "qu'à [sa] connaissance, il [Enrico Porsia] ne figure nullement sur la liste des expulsables".

A l'heure où ces lignes sont écrites, le gouvernement français a toujours déclaré n'avoir négocié aucune liste, et personne n'est en mesure de savoir qui sont les personnes menacées d'extradition. Tous les réfugiés italiens présents en France, leurs familles, vivent dans l'angoisse d'une rafle. Si Gérard Delteil, comme il l'affirme dans son communiqué, possède des informations précises sur l'avenir immédiat de gens traqués, qu'il s'exprime!

En conclusion de son communiqué, Gérard Delteil tient à souligner qu'il est "solidaire de TOUS les exilés politiques italiens menacés d'expulsion".

Et c'est lui qui tient à mettre TOUS en capitales.

Une solidarité que Gérard Delteil tient à proclamer jusque devant les tribunaux...

La rédaction

<<http://www.amnistia.net/news/articles/multdoss/rdelteil/rdelteil.htm>>

*Ajoutons que le sire Porsia a été condamné, pour complicité de meurtre, à seulement 14 ans et six mois de prison, peine qu'il n'a pas commencée, et qu'il refuse parce qu'il trouve cette peine "injuste" (sur France Inter). Il refuse aussi de critiquer le brigadisme sanglant et meurtrier.*

#### DANS LE YAOURT

Knobel et consorts seraient-ils dans la merde ? Cette bande de branleurs a créé un site et une association en 2001 pour jouer à Zorro et interdire toutes les expressions qui ne leur plaisaient pas. Ils ont dénoncé à tour de bras aux procureurs, fait des communiqués fulminants dans tous les journaux... le dernier étant daté du 12 septembre 2001, pour dénoncer des sites genre taliban. Depuis ? Plus rien. Silence radio sur Internet. Plus un mot, plus un couic. Les grands guerriers sont rentrés dans leur pot de yaourt. Seulement cette phrase énigmatique au milieu de la home page:

"Ce site a été mis en ligne, le 30 mai 2001, par Antoine Peillon, membre fondateur et secrétaire général de J'Accuse...! - AIPJ. Il reste accessible à titre d'archive dans l'état où il se trouvait à la date de sa dernière mise à jour."

Probablement les Amerloques ont cessé de raquer, le foudroyant Knobel a dû s'inscrire à l'ANPE et dans sa spécialité, traque des dissidents, il n'y a peut-être pas tellement d'embauche. Sit transit, quelques emmerdeurs de moins, mais il en reste... Patience.

<<http://www.chez.com/aipj/>>

#### PAS BEAU LE BOBO BOVÉ

Petit article vachard dans *Le Monde* de Dominique Dhombres, le 2 octobre 2002, On y lit:

"Retour de Ramallah, où il avait embrassé Arafat sur les quatre joues. José Bové a affirmé le 2 avril que c'étaient les services secrets israéliens qui avaient organisé les attentats des semaines précédentes contre les synagogues françaises. Un mensonge aussi énorme qu'effarant. [*Car Dhombres, lui, sait exactement qui s'attaque aux synagogues, mais il ne veut pas nous le dire.* ] Une vidéo, apparemment inédite, de sa conférence de presse est accablante. Il s'est rétracté, depuis, sans vraiment convaincre. Un véritable cassage d'image."

Bové devrait savoir que plus on se rétracte, plus on vous frappe. L'exemple de cette bouche d'ombre le montre une fois de plus. Les services israéliens sont **connus** pour leurs attentats faussement antisémites, cela a été démontré au parlement israélien, il y a longtemps déjà. Nous ne savons pas ici qui a commis

ces actes, mais on **ne peut pas** qualifier l'affirmation de Bové comme un mensonge a priori. Il y a ce que les Anglo-Saxons appellent "the record" et le passé dit que les Israéliens l'ont déjà fait. Alors qui est le menteur professionnel dans cette mince affaire ?

HONGROIS HONGRÉS

**Le ministre des affaires étrangères a affirmé lundi que la Hongrie prévoyait de faire du négationnisme un délit.**

Ce projet fait partie d'une action plus ample entreprise par le gouvernement pour réviser le code pénal afin de rendre plus efficaces les lois concernant les incitations à la haine ou le racisme.

"L'objectif de ce changement est de fermer toute porte de sortie à ceux qui tiennent des propos antisémites", a dit le ministre des affaires étrangères Laszlo Kovacs lors d'une conférence de presse.

[...] M. Kovacs a déclaré que c'était lors d'une réunion, la semaine dernière à New York, avec les organisations juives internationales qu'il avait fait connaître pour la première fois les intentions du gouvernement.

M. Kovacs a déclaré que l'Allemagne et l'Autriche **possédaient des lois faisant du négationnisme un délit.**

"Alors ce n'est peut-être pas une coïncidence si la Hongrie fait partie de ces pays où encore aujourd'hui se fait sentir le besoin" d'une telle loi, a dit M. Kovacs.

*Haaretz*, 1 er octobre <<http://www.haaretzdaily.com/>>

UN AUTRE RÉVISIONNISME ?

**Faut-il juger pénalement les ministres ?**

*Le Professeur Olivier Beaud, auteur d'un livre sur le procès du Sang contaminé, expose ses points de vues sur le traitement juridique des infractions commises par les ministres.*

Invité par le Centre de Recherche en Droit Public et Economique de l'Université de Dijon, Olivier Beaud, Professeur de Droit Public à l'Université de Paris II, est l'auteur de l'ouvrage *Le Sang Contaminé* [Presses Universitaires Françaises, PUF 1999, 99Frs ]. Le thème de la conférence était : «Faut-il juger pénalement les ministres ?»

Le Pr Beaud a énoncé au cours de cette conférence les thèmes et thèses majeurs développés dans son ouvrage paru au début de l'année.

I - la Thèse « **Révisionniste** » du Scandale du Sang Contaminé.

**Le terme de révisionniste est comme l'a indiqué Olivier Beaud à mettre entre beaucoup de guillemets.** En fait, il s'agit plutôt d'une thèse de très forte contestation des vérités qui ont cru être établies. Dans son ouvrage, il a voulu donner la parole aux deux parties en présence, c'est à dire aussi bien aux procureurs à savoir notamment les journalistes et victimes, mais également aux accusés à savoir les ministres, les hauts-fonctionnaires et leurs avocats.

Deux exemples ont été pris pour illustrer cette thèse qu'il appelle « révisionniste ».

En effet, il considère qu'il y a eu une véritable méconnaissance de la réalité de cette affaire. Lorsque l'on se demande ce que c'est que l'affaire du sang contaminé, il est coutume de dire que c'est un scandale car, on a donné volontairement du sang contaminé, pourri et mortel à des personnes qui étaient venues se faire soigner et qu'ainsi, il s'agirait d'un empoisonnement. Selon le Professeur Beaud, cette explication est totalement fautive. Selon lui, la vérité est que les médecins ont décidé de Janvier à Juin 1985 de distribuer des produits sanguins contaminant à des personnes déjà contaminées et ont réservé les produits sains à des personnes non contaminées. Cette attitude des médecins pouvait s'expliquer par le fait qu'il y avait une pénurie du sang mais également qu'une fois une personne contaminée, celle-ci ne craignait pas de se faire à nouveau contaminer et que lui donner du sang contaminé ne pouvait aggraver son cas. Cette méthode a conduit à ce que quelques hémophiles qui avaient besoin de sang pour vivre, ont été contaminés par des poches de produit contaminant alors que ces personnes n'étaient pas

auparavant contaminées. Il y aurait entre 30 et 40 personnes ainsi contaminées par erreur entre les mois de Janvier et Mars.

Ainsi, l'affaire du sang contaminé n'est pas selon Olivier Beaud une tragédie, mais un drame concernant qu'une quarantaine de personnes et non des milliers. [...]

<[http://www.rajf.org/article.php3?id\\_article=5](http://www.rajf.org/article.php3?id_article=5)>

DÉGOULINANT

### Révisionnisme: Avertissement

Je tiens à signaler, essentiellement à l'attention des censeurs d'AOL, car il semblerait que la censure dont je fut victime était liés aux propos tenus dans cette page, que je ne fait que citer des faits , trouvés notamment dans le Quid, et que je me garde de prendre parti pour qui que ce soit. [...]

#### Deuxième partie: Révisionnisme conseillé

Si la négation, ou même la simple sous estimation des crimes nazis est sévèrement condamnée (le terme "détail" est à éviter), le révisionnisme concernant les pires atrocités qu'aient connues nos cinq continents et qui firent 100.000.000 de morts et 3 fois plus de victimes (mutilés, emprisonnés, torturés...) est parfaitement autorisé, et même politiquement correct. Le communisme tue encore aujourd'hui, en Chine, en Corée du Nord (où les fours crématoires des camps de la mort fonctionnent encore...) et à Cuba, pourtant présenté frauduleusement comme un Paradis terrestre.

L'attitude des communistes français, aidés par leurs camarades socialistes et par la couardise de la droite molle consiste à minimiser les faits, à nier la participation active du PCF à toutes ces barbaries (voir ma page consacre ce grand parti démocratique qui fit la fierté du gouvernement Jospin ),et à présenter les choses comme le fit le massacreur soviétique Ordjonikidze qui répondait devant le comité central du PCUS en 1924, "Peut être avons nous un peu exagéré,mais on n'y peut plus rien!"

Je vous invite à lire, si vous ne l'avez encore fait, le "livre noir du communisme", ouvrage collectif sous la direction de Stephane Courtois. Ames sensibles, s'abstenir, le sang dégouline pendant près de mille pages...

<<http://pageperso.aol.fr/empereurval/Rev.html>>

DU FRIC SUR NOTRE DOS

Des petits malins vendent deux CD d'émissions de radio consacrées à nous rouler dans la boue:

#### Le négationnisme 2 CD(s)

Direction Jean-Marc Turine, Entretiens diffusés sur France Culture sous la direction de Jean-Marc Turine. Livret (ils appellent ça "livret" ! ) par Valérie Igounet et Jean-Marc Turine, Préfacé par Simone Veil.

Voilà le baratin de vente:

«D'ici quelques années, les générations de la Shoah auront disparu, l'histoire sera alors livrée aux historiens : elle sera ce qu'ils en feront. C'est pourquoi même si les «négationnistes» n'ont pas eu jusqu'ici l'écho qu'ils espèrent, il est important que leurs thèses mensongères soient dénoncées et privées de toute crédibilité, non seulement par les historiens les plus reconnus dans ce domaine, mais également par les témoignages directs des derniers survivants des camps d'extermination.

La série d'entretiens diffusés par France-Culture et regroupés dans le présent coffret répond à ces préoccupations: sous le direction de Jean-Marc Turine, les historiens Valérie Igounet, Pierre Vidal-Crochet et Jacques Tarnero [*Une pseudo-historienne "made in Sciences-Po", un helléniste et un chercheur-bidon qui s'incruste en parasite à droite et à gauche* ] répondent, point par point, à chacune des assertions mensongères des négationnistes. Outre un historique très précis du "mouvement négationniste", les entretiens présentent une analyse approfondie des motivations d'ordre personnel ou idéologiques de ses porte-parole les plus significatifs. [*On ne parlera pas des "motivations d'ordre personnel" des anti-révisionnistes.* ] L'édition de ces compacts participe de l'éducation nécessaire à cette prise de conscience.»

Simone Veil

Que peut-on attendre d'autre de cette rombière ? Mais y'a une suite:

«Ce coffret de deux compact disques peut être considéré comme un complément aux coffrets La Déportation et Crimes contre l'humanité, puisqu'il a pour objectif de **dénoncer un crime contemporain, le négationnisme**. La thèse de ceux qui défendent cette relecture de l'histoire se résume aisément: les chambres à gaz n'ont pas existé, la Shoah n'a pas existé. Les Juifs ont inventé leurs morts durant la seconde guerre mondiale afin de pouvoir posséder une terre qu'ils n'avaient pas: l'Etat d'Israël. *[C'est une erreur, aucune terre ne porte ce nom. La seule connue depuis l'antiquité s'appelle "Palestine" . ]* Pour les négationnistes, le plus souvent en intime connivence avec l'extrême-droite *[c'est la calomnie la plus classique ]*, le slogan n'est pas seulement Mort aux Juifs *[les seuls à utiliser ce slogan absurdes sont les provocateurs du Bétar. Nous les avons vus en action. ]* mais pire Les Juifs ne sont pas morts. L'objectif de ce coffret est double: mettre en garde contre la littérature nauséabonde *[Vous remarquerez l'usage systématique du terme "nauséabond" de la part de gens qui ne se demandent jamais comment eux-mêmes pourraient répondre à la question de Zazie: doukipudonctant ? ]* qui assassine la mémoire *[la mémoire est une connerie fabriquée par des tocards de la politique ]* et condamner sans détour ceux qui insultent les morts *[il veut dire "nos morts", toujours meilleurs que "leurs morts" ]*, les survivants et leurs enfants.» *[Et même leurs petits-enfants et tous leurs descendants... ]*

Jean-Marc Turine *[Le mec qui parle de "nauséabond" s'appelle Turine ! On y est pour rien; ]*

«Révision et révisionnisme. Le terme révisionniste couramment utilisé dans cet ouvrage est employé pour ceux qui entendent réviser l'Histoire dans un sens prédéterminé susceptible de justifier leur a priori négationniste. Pourtant la Révision en tant que telle est la base de toute recherche historique d'une part et de son contrôle historiographique d'autre part. *[On sent que le type qui a écrit ça n'y connaît que pouic et qu'il utilise des mots dont il ne connaît pas le sens ]* En effet, réviser c'est contribuer à la lumière de nouveaux faits découverts ou connus, à ne pas sacraliser l'Histoire, mais à la reconsidérer dans un seul but: la recherche de la vérité. Serge Klarsfeld, en exploitant les archives et en retraçant le parcours de nombreux déportés, est par définition même acteur de révision puisqu'il arrêta le nombre de déportés juifs à un chiffre bien inférieur à celui qui était déterminé par d'autres historiens moins...» [...]

<[http://www.audio-archives.com/catalogue/fiches/e\\_Enreg-historiques\\_405.htm](http://www.audio-archives.com/catalogue/fiches/e_Enreg-historiques_405.htm)>

*On voit le monceau d'âneries avancées par ces prétentieux qui jargonnent comme les Précieuses ridicules.*

CRIME DORÉ

#### Struthof: Des visiteurs indéliçats

Samedi après-midi, deux jeunes gens d'une vingtaine d'années, originaires de la région parisienne, avaient entrepris de visiter l'ex-camp de concentration du Struthof. Une fois la visite terminée, ils se sont longuement attardés devant le livre d'or dans la baraque-musée. Ce qui a éveillé l'attention de l'un des surveillants du site. Après leur départ, le surveillant a eu la désagréable surprise de découvrir sur le livre d'or **des remarques qui ne cadraient pas du tout avec les souffrances endurées par les déportés**. Les gendarmes de Schirmeck ont rapidement intercepté les deux individus qui ont été entendus dans les locaux de la brigade. Ils seront convoqués prochainement au tribunal de grande instance de Saverne et poursuivis pour apologie de crime contre l'humanité.

*Dernières Nouvelles d'Alsace*, 24 septembre 2002, <<http://www.dna.fr/>>

*Ces crimes de la pensée seront pourchassés "jusque dans les chiottes" comme le dit l'élégant Poutine.*

TOUT LE POIDS DU POITOU

M. Raffarin-et-Danube, songez à Pierre Laval !

par François Brigneau

(F. Brigneau est un ancien milicien, patati, patala, nous le savons, merci. Avant de râler, lisez-le)

M. Raffarin, dit Mouton futé, cache son jeu. Il donne toujours l'impression de se hâter lentement sur ses charentaises. A la vérité c'est un homme pressé. Avant de partir en vacances réfléchir aux moyens d'économiser en dépensant plus, il a tenu à présenter le bilan de ses cent jours de gouvernement avec deux semaines d'avance. Fin juillet la presse assermentée s'est donc retrouvée au ministère des Relations avec le Parlement pour entendre le message du Premier ministre, l'inventeur de la publicité modeste, et, le cas échéant, manifester une curiosité de bon aloi. Je n'étais pas invité. C'est normal. Je ne suis qu'un journaliste honoraire, à défaut d'être honoré. C'est normal, mais c'est dommage. J'avais beaucoup de choses à dire à M. Raffarin; des remarques à lui faire qu'on lui fait rarement; des questions à lui poser qu'on ne lui pose pas. En commençant par celle-ci :

«Savez-vous dans quel pétrin vous êtes en train de vous fourrer ? Vous avez l'air d'un brave homme. On vous dit d'une prudence poitevine, circonspect et matois. Mais en revenant, après M. Chirac et pour lui plaire, sans doute, sur les responsabilités de la France dans la déportation des juifs durant l'occupation allemande, savez-vous à qui, et à quoi, vous vous attaquez, en réalité ? Honnêtement, historiquement, en bonne logique, vos accusations, quelle France visent-elles ? La France qui essaya, en 1940, de sauver la France de l'effondrement politique et militaire, cause de l'occupation allemande, ou la France qui l'avait provoqué ? La France du maréchal Pétain, ou la France de Léon Blum ?

Je ne lance pas le nom de Léon Blum par goût de la polémique. Je le choisis parce qu'il incarne une idéologie et une politique. Parce qu'il fut l'homme qui, après avoir écrit dans *Le Populaire* : "Relativement à l'Allemagne nous pouvons dès à présent entamer le désarmement" (25 août 1930), poussa, de toutes ses forces, toujours par idéologie et politique, la France qu'il avait désarmée à déclarer la guerre à l'Allemagne qu'il avait laissée se réarmer et même se surarmer. C'était le 3 novembre 1939. J'avais vingt ans. J'allais être soldat. Il est normal que je me souvienne mieux que vous. Vous n'étiez pas né. Mais vous avez dû en entendre parler. Vous avez bien entendu parler de Drancy...

Tout se tient. Réfléchissez. S'il n'y avait pas eu, de 1918 à 1933, un effort quasi systématique de désarmement (un exemple: la ligne Maginot, arrêtée dans les Ardennes, alors qu'elle aurait dû finir sur la mer du Nord), suivi en 1939 de la déclaration de guerre à l'Allemagne, maîtresse du ciel par ses Stukas et de la terre par ses Panzers, il n'y aurait pas eu Drancy.

Ce n'est pas la France du Maréchal qui est responsable de Drancy. C'est la France de Léon Blum. Ce ne furent pas l'idéologie et la politique du maréchal Pétain qui provoquèrent la débâcle, deux millions de soldats français, entre vingt et quarante ans, la force vive de la nation, prisonniers de l'armée allemande, c'est-à-dire otages jusqu'à la paix, ses mines, ses ports, ses usines, ses terres à blé contrôlés par les Allemands également jusqu'à la paix, sans parler de toutes les catastrophes en chaîne que cette situation ne pouvait manquer de provoquer. La responsable du plus grand désastre de notre histoire, ce fut la France de Léon Blum. Prenez garde, M. Raff-- c'est la France de Léon Blum que vous dénoncez. La France dont les 44 gouvernements qui se succédèrent, au pas de charge, en vingt ans, transformèrent les vainqueurs de 18 en vaincus de 40.

Mesurez-vous bien, maintenant, les risques que vous prenez ? Malgré le tour de passe-passe du plébiscite de Chirac, réussi à la barbe et au nez de Jospin, Hollande, Fabius, Strauss-Kahn, Lang et consorts, malgré la majorité de pères peinards dont vous jouissez à l'Assemblée, malgré les sondages favorables, votre gouvernement est fragile. Certes, vous plaisez. Votre côté province enchante tous les provinciaux, même les provinciaux de Paris, ville dont la population est aux trois quarts provinciale. Les plus âgés des électeurs vous tiennent soit pour le fils spirituel de Pinay, soit pour l'enfant naturel du président Coty. Tout cela n'est pas négligeable, mais ne compte guère quand les forces obscures et les ténébreuses alliances décident de la renverse. Tenez-vous la télévision ? A l'évidence, non. Alors "Achtung, Achtung !", comme on disait en européen pendant les années noires. Vous savez comme les Français sont versatiles et volatiles. Il suffit d'une campagne de bouche à oreille, mise en musique par les chefs d'orchestre clandestins et ils prennent le détail pour l'essentiel. La France du regretté Léon Blum y est experte. Elle n'a jamais été plus redoutable. Si vous continuez à parler de la France responsable de crimes contre l'humanité, elle va finir par se sentir visée. Méfiez-vous. Vous finirez par avoir des bricoles, à force de jouer Raffarin-et-Danube. Ce n'est pas votre emploi. »

Pour livrer le fond de ma pensée, je crains que M. Raffarin ne soit mal informé de ces problèmes, ce qui conduit le Premier ministre à commettre des bévues. Ainsi, dans cette fâcheuse déclaration sur la France responsable, il n'hésite pas à affirmer, avec toute l'autorité que lui confère sa fonction: «Oui, le Vél' d'Hiv', Drancy, Compiègne et tous les camps de la mort ont été organisés, gérés et gardés par des Français.» De la part des nombreux olibrius qui font l'histoire et disent la loi, à l'image de Bernard-Henri Lévy, le célèbre cinéaste, de pareilles assertions n'auraient aucune importance. Venant d'un homme

aussi mesuré que M. Raffarin, Premier ministre de surcroît, elles ne peuvent que surprendre, et choquer. On y trouve une erreur par ligne, au moins. C'est quand même beaucoup. Par exemple, à notre connaissance, ni le Vél' d'Hiv', ni Drancy, ni Compiègne ne furent jamais considérés comme des «camps de la mort». Ni au Vél' d'Hiv', ni à Drancy et Compiègne, **on n'a trouvé de chambres à gaz**. Vous me direz: ailleurs non plus. C'est d'accord. Mais attention: ailleurs, il y a la rumeur, des témoignages différents, contradictoires, mais accumulés. Il y a surtout la décision du Tribunal de Nuremberg qui fait jurisprudence: il n'est pas indispensable d'apporter la preuve d'un fait, si l'existence de ce fait est admise par le Tribunal. Dans ces conditions, M. Raffarin aurait tort de continuer à confondre Auschwitz et le Vél' d'Hiv', l'ancien vélodrome d'hiver de la rue Nélaton, avec sa piste en bois d'érable où, avant et après les horreurs de la guerre, tournaient les «écureuils» lors des Six Jours (et six nuits) de bonheur (1)... M. Lanzmann pourrait en prendre ombrage. Il suspecterait le Premier ministre d'apporter de l'eau au moulin du professeur Faurisson. Pour nourrir sa suspicion, il chercherait. Naturellement il trouverait. Dans ces cas-là, quand on cherche, on trouve toujours. M. Lanzmann découvrirait que M. Raffarin et le professeur Faurisson sont tous deux charentais. Ces coïncidences ne pardonnent pas. A Matignon les beaux jours seraient comptés...

Sur le camp de Compiègne, M. Raffarin n'a pas été plus heureux. Celui-ci n'était pas «organisé, géré et gardé par des Français» mais par des Allemands. Issu d'un camp de prisonniers de guerre, il s'appelait le *Frontstalag 122e Polizeihafslager*; il était organisé, géré et gardé par les militaires allemands, la plupart SS, sous le contrôle du *Sicherheitsdienst* (SD) installé au 74 avenue Foch, à Paris. C'est M. François Callais, de Compiègne, qui nous l'apprend dans le courrier du *Figaro* (29 juillet), ce havre de moindre conformisme qu'avait créé et défendu le regretté Max Clos. M. Callais cite ses sources: une étude d'Adam Rutkowski, parue dans deux numéros du *Monde juif* (N° 104 et 105, octobre 1981, janvier 1982). Quand je vous disais que M. Raffarin n'était pas bien informé : il ne lit même pas *Le Monde juif*.

L'exemple de Drancy ne me fera pas changer d'avis. En 1939, la cité de la Muette, à Drancy, est en cours de construction. Des gendarmes et leurs familles devaient s'y installer. En 40, ce sont des fascistes belges qui y sont parqués. Pendant l'exode, le gouvernement belge de M. Pierlot les a livrés au gouvernement Daladier. Léon Degrelle s'y trouve. Il l'a raconté (2). Un an après ce sont les juifs. La roue tourne. Après l'attaque à l'Est (23 juin 1941), les autorités d'occupation redoutent des attentats contre les soldats allemands. Parmi la MOI (main-d'oeuvre immigrée), des groupes terroristes existent. Leurs coups faits, ils auraient pu se fondre dans la communauté juive. En août 1941, une première grande rafle est ordonnée à Paris. 4.000 juifs sont arrêtés. Ce sont en grande majorité des juifs étrangers. La convention d'armistice protège les juifs français, en principe tout au moins. Ainsi les Français juifs, prisonniers de guerre, connaîtront le même sort que les Français non juifs prisonniers de guerre.

Ces 4.000 Juifs sont internés à Drancy. Les soupçons des Allemands ne devraient pas être totalement sans fondements: 44 d'entre eux seront fusillés en décembre. Si le camp est gardé à l'extérieur par des gendarmes français, très vite l'organisation intérieure du camp est assurée par des juifs. C'est un juif qui l'écrit: Maurice Rajsfus, dans *Drancy, un camp de concentration ordinaire, 1941-1944* (Manya, 1991 - Le Cherche-midi, 1996). Je n'ai trouvé nulle part trace de démentis à ses affirmations. Jusqu'au départ des Allemands, huit commandants juifs vont se succéder à la tête de Drancy. Citons leurs noms, M. Raffarin pourra vérifier: Asken, Max Blanor, François Montel, Georges Kohn, Robert Félix Blum, Georges Schmidt, Oscar Reich et Emmanuel Langberg. Ce qui suit est à peine croyable. Mis en place par les juifs internés à Drancy, une trentaine de services fonctionnent, tous dirigés par des juifs et seuls des juifs y travaillent. Contrairement aux assertions de M. Raffarin, l'organisation de Drancy est juive. Sa gestion est juive. Le Bureau des effectifs est juif. C'est lui qui établit les listes de déportations et trie donc les déportés. Un tribunal a été mis en place. Comme ailleurs, qui dit justice dit police et prison. Une police et une prison juives sont créées. Leurs pouvoirs sont importants. Le chef juif de la police juive décide des permissions, voire des libérations qui pourraient être accordées à tels ou tels prisonniers juifs et pas à tels autres. Des équipes spéciales sont chargées d'opérations de racolage et de repérage. Elles sortent du camp pour détecter les juifs clandestins et pour convaincre des familles juives qu'elles seraient plus tranquilles à l'intérieur du camp qu'à l'extérieur.

Comme le gouvernement français de Vichy, le gouvernement juif de Drancy traite directement avec le pouvoir allemand. En 1943, celui-ci est représenté à Drancy par le *SS Hauptsturmführer* Aloïs Brunner qui appartient à la section antijuive de la SD. C'est avec lui que le gouvernement juif de Drancy négocie les détails et le tout de la vie du camp, comme le gouvernement de Vichy doit négocier, avec le pouvoir allemand d'occupation, les détails et le tout de la vie de la France.

On retrouve donc à Drancy, en condensé, les mêmes phénomènes, engendrés par l'occupation, auxquels le gouvernement de Vichy s'est trouvé confronté. Au premier de ceux-ci se place la collaboration de fait, imposée par la cohabitation. Avec des différences, c'est évident. En voici une souvent subtile : tous ces problèmes ont pour cause l'effondrement politique et militaire, provoqué par la guerre et la défaite; ni dans la guerre, ni dans la défaite, le maréchal Pétain n'a de responsabilités; on n'en dira pas autant de certaines organisations juives ou philosémites, nationales et internationales, qui prônèrent le désarmement universel avant de nous lancer dans la guerre.

Entre Vichy et Drancy existent cependant des similitudes significatives. Le professeur Faurisson l'avait bien compris. En 1992, dans un article consacré aux derniers grands procès de l'Épuration, il écrivait : « ...les avocats de Bousquet, de Papon, de Touvier n'auraient nul besoin de forger de savantes plaidoiries pour leurs clients respectifs: ces plaidoiries se trouvent toutes écrites dans les ouvrages où des auteurs juifs, rappelant l'histoire de l'UGIF (3), du Consistoire ou de Drancy, sont conduits à énumérer les arguments qui peuvent justifier la collaboration ou la coopération des juifs eux-mêmes avec l'ennemi. Il fallait, nous disent-ils, composer. Il fallait donner pour recevoir. Il fallait "sauver les meubles". On n'était "pas comptable de l'honneur juif mais du sang juif". Et, par-dessus tout, on ignorait que l'internement puis la déportation conduisaient à l'extermination en chambres à gaz (4).»

A une exception près (l'ennemi n'était plus tout à fait l'ennemi puisque nous avons signé l'armistice), personne ne niera la pertinence ni l'importance de ce texte. Il pose une série de questions embarrassantes. Bousquet fut abattu par un «justicier» avant d'être jugé. Seuls Touvier et Papon eurent cet honneur. Tous deux étaient accusés d'avoir participé à la déportation ou à la mort d'otages juifs. Cinquante ans après les faits, Touvier fut condamné en 1994 aux Travaux forcés à perpétuité. Il mourut à la prison de Fresnes. Il avait plus de 80 ans. Papon est toujours enfermé à la Santé. Il a 92 ans. Comment expliquer que leurs avocats ne se soient pas servis, dans leurs plaidoiries, des exemples de collaboration donnés par les juifs et justifiés par eux ? Comment expliquer que sur les huit commandants juifs, un seul ait été inquiété, et pour des faits étrangers à la «collaboration» du camp ? (5). Dès la Libération, la justice de l'Épuration pourchassa les Français suspects de collaboration. Les Cours de justice furent créées à cet effet. Les articles 75 et suivants permettaient de punir de mort le crime de collaboration. Comment expliquer que les juifs collaborateurs de Drancy et de l'UGIF ne furent jamais poursuivis ? Ils avaient pourtant doublement collaboré: avec les Allemands, d'une part, et avec le gouvernement collaborationniste de Vichy, de l'autre ! Les associations représentatives de la communauté juive poussèrent à l'épuration dans tous les domaines: politique, religieux, artistique, littéraire, journalistique, financier, etc. Comment expliquer qu'on ne parla jamais de l'épuration des juifs collaborateurs par les Juifs non collaborateurs ? Cela me ramène à mon premier propos. Avant de prendre la position que l'on sait sur les responsabilités de la France et des Français durant l'occupation allemande, M. Raffarin était-il bien informé ? Avait-il une connaissance suffisante de la complexité des problèmes terribles que les gouvernements du maréchal Pétain durent résoudre, sans moyens, sans marges de manoeuvre, parfois le dos au mur, entre les exigences allemandes, les attentats gaullo-communistes et les bombardements anglo-saxons ? S'il n'avait pas cette connaissance, à la fois globale et particulière, politique et humaine, ce serait grave mais ne constituerait qu'une injustice de plus. S'il avait cette connaissance, en revanche, ce serait infiniment plus grave. Ce serait la preuve que le Premier ministre, par souci de coller à son président, et par intérêt politicien, s'est mis du côté de l'internationale des profiteurs de la victoire, afin de ne pas les trouver devant lui, contre lui.

Ô dérision ! Ce serait la preuve que Raffarin-et-Danube, tout pourfendeur de la collaboration qu'il se veuille, a choisi de collaborer avec les nouveaux occupants. Car nous y sommes. La France connaît une autre occupation, que nous appellerons israélo-américaine. Celle-ci n'est pas de même nature que l'occupation antijuive allemande. Elle est moins violente, pour l'instant. Elle se veut moins visible, moins sensible, moins physique. Mais elle est plus insidieuse, perfide, tentaculaire. Surtout elle dure. L'occupation antijuive allemande dura quatre ans. Celle-ci perdure. De jour en jour elle se fait plus présente. Au goutte à goutte elle pénètre en profondeur dans la substance française. Elle anesthésie. Elle empêche les sursauts. On ne meurt pas pour l'apathie...

De temps à autre, pourtant, des flashes zèbrent notre nuit. Nous découvrons que la Bourse de Paris est le yoyo de celle de New York. Nous réalisons que les Etats-Unis peuvent faire la guerre et la paix à volonté (la guerre, en tout cas; la paix, c'est moins sûr). Ils peuvent enrichir tel pays, ruiner tel autre, armer celui-ci, désarmer celui-là, tout en ne cessant de se réarmer à outrance, condamner la terre à la pollution, imposer leur commerce, leurs méthodes, leurs systèmes, leurs tribunaux, etc. Ils peuvent prétendre faire la guerre au terrorisme en étant la première nation terroriste du monde (devant Israël),

comme ils peuvent prétendre défendre partout le Droit en imposant partout leurs forces. La raison du plus fort est toujours la meilleure, nous l'allons montrer tout à l'heure. Tel est le nouvel occupant. Tel est le fantastique pouvoir d'occupation mondialiste auquel le Premier ministre Raffarin donne des gages, au mépris de la vérité, pour pouvoir mieux négocier, coopérer, collaborer avec lui. Dans ce rôle il a eu un devancier célèbre. N'ayant pu se défendre en justice, il tenta de se suicider en prison. Un vigoureux lavage d'estomac le sauva de la mort. Pour le réveiller tout à fait on lui cisailla la plante des pieds. De la première division de Fresnes il fut transporté dans une courette de la troisième. Une chaise l'attendait. Il la refusa, et mourut, flageolant mais debout, face au peloton. Il s'appelait Pierre Laval. De temps à autre, M. Raffarin devrait y songer.

**Notes :**

- (1) En 1939, après la déclaration de guerre au Reich, le gouvernement d'Edouard Daladier (qui avait créé le Front populaire avec Léon Blum, dont il fut le vice-président du conseil) enferma au Vél' d'Hiv' 12.000 Allemandes et Autrichiennes. Ainsi le permettaient les lois de la guerre, établies par la convention de Genève et la convention de La Haye. En août 1944, ce furent des milliers de «collabos» parisiens que le général de Gaulle fit interner au Vél' d'Hiv'.
- (2) Voir Degrelle, *La Guerre en prison*, Ignès, Bruxelles, 1943. Cité par Jean-Claude Valla, *Les Juifs de France qui ont collaboré*, Les Cahiers libres d'histoire, Librairie nationale, 12 rue de la Sourdière, 75001 Paris. [Voir aussi, *La Cohue de 40.*]
- (3) UGIF, Union générale des Israélites de France, «établissement public autonome doté d'une personnalité civile», créé le 20 novembre 1941 par Xavier Vallat, commissaire général aux Questions juives de l'Etat français. Il était administré par deux conseils, l'un pour la zone libre, l'autre pour la zone occupée, composé de neuf éminentes personnalités juives: André Baur, Fernand Musnik, Lucienne Stern, Benjamin Weill-Hallé, Marcel Stora, Alfred Morali, Lucienne Scheid-Haas, Albert Weill.
- (4) Robert Faurisson, «A propos de l'arrêt Touvier. L'affaire des "juifs bruns"», *Revue d'histoire révisionniste*, N° 6, mai 1992.
- (5) Oscar Reich, Juif autrichien, ancien international de football (avant la guerre, Vienne était une des Mecque internationales du ballon rond en Europe). Chargé par Alois Brunner de repérer les juifs clandestins à Paris et sur la Côte d'Azur, Reich eut le tort de travailler à son compte et pour son seul profit. Condamné à mort après la Libération, il fut exécuté.

*Le Libre Journal* de Serge de Beketch (4 place Franz-List, 75010 Paris), N° 272 du 18 septembre 2002, p. 4-7

**A QUI QU'INCOMBE**

Dans sa livraison numéro 7/8.02, *Il Popolo d'Italia* (via Bellavista 24, I-34134 Trieste) avait fait paraître un article d'Ibrahim Alloush, organisateur de la Conférence révisionniste d'Amman (Jordanie). Le "Courrier du Continent" (Caseville 2428, CH-Lausanne), du Suisse Gaston-Armand Amaudruz, nous en offre les extraits suivants dans sa livraison du mois de septembre:

Ibrahim Alloush (...) nous livre d'importantes réflexions. "L'usage général veut que la preuve d'une affirmation incombe à celui qui l'a énoncée." Puisqu'on veut rendre obligatoire la croyance aux chambres à gaz, Alloush propose de créer "un comité indépendant pour enquêter sur Auschwitz et les autres camps". "Je tiens d'abord à dire que, l'année dernière encore, l'Institut Simon Wiesenthal et certains mass-médias ont amèrement déploré que la FAV (Free Arab Voice) ait affirmé qu'Anne Frank et des membres de sa famille n'étaient pas mortes dans les 'chambres à gaz'. (...) Si, durant la seconde guerre mondiale, les choses s'étaient passées comme le prétendent les sionistes, le monde entier aurait eu toutes les raisons d'embrasser les juifs, d'embrasser le pouvoir sioniste, comme il le fait depuis longtemps. (...) Mais ce n'est pas le cas, vu que l'Holocauste n'a jamais existé. (...) Mettant en lumière l'escroquerie politique et financière de l'"Holocauste", les révisionnistes ébranlent les fondements idéologiques mêmes du pouvoir judéo-sioniste dans le monde et la justification de l'occupation juive de la Palestine. (...) Alors, encore une fois, je lance un défi à ceux qui en soutiennent l'existence (des chambres à gaz): Apportez-nous les preuves!"

Ibrahim Alloush, che ha partecipato all'organizzazione della Conferenza revisionista di Amman in Giordania, ha scritto la lettera che segue a certi suoi corrispondenti, che gli hanno rimproverato il suo revisionismo.

Il contenuto della lettera è estremamente chiaro: unico neo è l'attribuzione ad altre persone delle ricerche fisico-chimiche, che hanno provato l'impossibilità dell'esistenza delle camere a gas omicide, ricerche che sono state promosse e divulgate, per primo, dal Prof. Robert Faurisson.

Cari amici e cari corrispondenti,

vorrei esprimervi per prima cosa la mia delusione nei riguardi di persone che si qualificano come “storici” ma che, senza la minima indagine e senza fornire essi stessi alcuna prova, vogliono ad ogni costo che noi accettiamo la versione ufficiale dello “Olocausto”.

Un certo numero di storici revisionisti (come Germar Rudolf) hanno effettuato degli esami chimici approfonditi in diversi ex campi di concentramento nazisti e non sono riusciti a trovare la minima prova dell’impiego di acido cianidrico (che lascia tracce persistenti e praticamente indelebili) là dove si sarebbero dovute trovare le pretese “camere a gas”. Altri revisionisti, come Arthur Butz, hanno effettuato delle ricerche che hanno consentito di arrivare alla conclusione che le “camere a gas”, così come sono state presentate dalla propaganda sionista, sono un’impossibilità tecnica.

È consuetudine generalizzata che la prova di certe affermazioni incomba a chi le sostiene. Ma, dal momento che ci sono persone che insistono perché noi si creda a queste mitiche “camere a gas”, senza che ci presentino la benché minima prova, con il prete-sto che è stato loro insegnato fin dall’infanzia che non è conveniente mettere in dubbio la questione dell’ “Olocausto”, voglio proporre una soluzione: sareste d’accordo di sostenere certi scrittori revisionisti che reclamano la creazione di un Comitato indipendente nell’ambito della Nazioni Unite, con il compito di fare un’inchiesta ad Auschwitz ed in altri campi di concentramento?

Contrariamente ai massacri compiuti dai sionisti a Deir Yassin ed in altri luoghi della Palestina, di cui non esiste più alcuna traccia, le pretese “camere a gas” dovrebbero essere sempre al loro posto; e allora perché non si potrebbe creare questo Comitato scientifico di storici e di scienziati per fare delle ricerche in completa indipendenza ?!

Vi domanderete forse che cosa tutto questo ha a che fare con la Palestina, ma prima di parlare di questa questione, vorrei dire che non c’è nulla di più spregevole che vedere un Palestinese che vuole imbrigliare la libertà di parola nella speranza di ingraziarsi gli invasori della sua Patria (...).

Veniamo adesso a trattare il significato politico delle “camere a gas”.

Per prima cosa, ci tengo a dire che, ancora l’anno scorso, l’Institut Simon Wiesenthal e certi mass-media ebraici hanno deplorato amaramente che la FAV (Free Arab Voice) abbia affermato che Anna Frank e membri della sua famiglia non erano morti nelle “camere a gas”.

Sul sito seguente è possibile trovare differenti interventi su questo argomento:

<<http://www.freearabvoice.org/responseToRabbiCooper.htm>> Leggete, per esempio, le dichiarazioni del rabbino Cooper nel paragrafo seguente e badate a come lascia intendere che Anne Frank è veramente morta in una “camera a gas”, contrariamente a quello che ormai sanno tutti:

«...Tuttavia, Jürgen Graf e l’IHR (Institut of Historical Review) non sono rimasti zitti per molto tempo (ci si riferisce alla Conferenza di Beyrouth). Ibrahim Alloush si è dato da fare per attirare una folla di scrittori e di intellettuali provenienti da Giordania, Siria e Libano, pronti a difendere la libertà di opinione nel mondo arabo e per ristabilire la verità sugli scrittori revisionisti. Il Congresso di Amman, secondo Alloush «non è che l’inizio di una serie di iniziative che, culminerà, come si spera, con una Conferenza per storici revisionisti in un paese arabo.» I mondi arabi e mussulmani, ci dicono, devono apprendere delle ‘verità’ provate scientificamente, come quella che consiste nell’affermare che ‘ le pretese “camere a gas” non sono state utilizzate per sterminare sistematicamente gli ebrei, ma per bruciare i cadaveri di persone di varie nazionalità, onde evitare la propagazione di malattie’. Fra le ‘pretese vittime’: Anne Frank. Nonostante questi progetti, la conferenza di Amman è stata annullata, almeno per il momento. Funzionari giordani hanno dichiarato agli organizzatori che la manifestazione rischiava di mettere in imbarazzo il giovane Re Abdullah, che si apprestava ad incontrare per la prima volta il Presidente George W. Bush alla Casa Bianca.»

Fra l’altro, nella dichiarazione sopra riportata, c’è una affermazione incredibile e delirante: per bruciare i corpi degli internati morti per malattia, si sarebbero usate le “camere a gas” al posto dei forni crematori! Comunque, altre dichiarazioni interessanti si possono trovare nel seguente sito:

<<http://www.freearabvoice.org/NewsBytes.htm>>

Sono ben d’accordo sul fatto che il rabbino Cooper sia rimasto nel vago per quanto riguarda Anne Frank ed a ragion veduta. Secondo lui, non si ha il diritto di discutere queste questioni, però i sionisti, lentamente ma sicuramente, creano, a partire da avvenimenti reali, dei miti che servono alla loro politica.

Per essere più precisi, se, durante la seconda guerra mondiale, le cose fossero successe come pretendono i sionisti, il mondo intero avrebbe tutte le ragioni di abbracciare gli ebrei, di abbracciare il potere sionista ed Israele, come sta facendo da tempo.

Se fosse vero che diversi milioni di ebrei sono stati realmente sacrificati, principalmente nelle “camere a gas”, così come pretende la storia ufficiale e come implica il termine stesso, questo, sì, sarebbe stato un avvenimento senza precedenti nella storia dell’umanità. Sarebbe stato anzi il culmine dell’antisemitismo, da cui sarebbe stato logico proteggere gli ebrei in uno Stato ebraico, situato in Palestina, come lo rivendicano i sionisti. Ma **non è il caso, in quanto l’ “olocausto” non è mai esistito.**

Se le “camere a gas” fossero davvero esistite e se il numero di quelli che vi sono morti non fosse immaginario, questa sarebbe stata indiscutibilmente la peggiore delle tragedie della storia umana, sia in rapporto al numero totale dei membri della comunità ebraica mondiale sia in termini assoluti. Il preteso “Olocausto” sarebbe stata una cosa veramente unica, data la sua enormità. E gli ebrei avrebbero meritato un trattamento speciale dal mondo intero.

Ma è proprio per questa ragione che è di estrema importanza denunciare tutti questi miti, non tanto perché gli ebrei traggono profitto dall’“Olocausto” (come afferma Finkelstein), ma perché non c’è stato alcun “Olocausto” e i sionisti ne hanno fabbricato uno per giustificare i loro eccessi politici, per giustificare l’occupazione della Palestina, per legittimare il potere giudeo-sionista, per ridurre al silenzio i loro avversari e per suscitare la pietà **unanime** del mondo (pietà, che avrebbero realmente meritato se questo “Olocausto” avesse avuto luogo).

Ma allora, se non c’è stato “Olocausto”, cosa mai c’è stato?

Alcune decine di migliaia di ebrei (forse qualche centinaio di migliaia) sono in realtà morti durante la II Guerra mondiale nei campi di concentramento (insieme a molti altri internati di molte nazioni), non certo nelle inesistenti “camere a gas”, ma in seguito a malattie (essenzialmente per tifo esentematico). E questi dati sono da mettere a raffronto con la morte di circa cinquanta milioni di persone durante la II Guerra mondiale. In altri termini, gli ebrei sono morti durante tale guerra per le stesse cause per cui sono morti tutti gli altri. Non sono morti in maniera diversa né, percentualmente, in maggior numero degli altri. È in questo senso che i revisionisti affermano che non c’è stato alcun “Olocausto”, ma che ci sono stati dei morti ebrei, che peraltro costituiscono una piccola percentuale rispetto al numero totale di morti di tale Guerra. Essi, ripetiamo, sono morti esattamente come sono morti gli altri (per bombardamenti terroristici, per malattie contratte nei campi di concentramento, per inedia ed anche in combattimento, nelle forze alleate o nelle formazioni partigiane).

I revisionisti sostengono anche che Hitler ha cercato di far partire gli ebrei dalla Germania insediandoli in altre parti del mondo e non certo che abbia voluto applicare, ufficialmente o meno, una politica di sterminio, di cui si è parlato, senza prove, solo dopo la guerra.

Questi sono i fondamenti delle posizioni revisioniste su tali questioni.

Ed è importante mettere in luce queste cose, non solo per ragioni d’interesse storico, ma a causa del significato che rivestono **oggi** questi miti per i Palestinesi.

Se ci tenete ad affermare che è esistito un “Olocausto”, quale è raccontato nella versione ufficiale (“camere a gas”, “sei milioni di morti”, politica deliberata di sterminio da parte dei nazisti), allora dovete ammettere conseguentemente che la sofferenza degli ebrei è unica nella storia del mondo, che gli ebrei hanno bisogno di un rifugio in Palestina dove trovare protezione dall’ “antisemitismo del mondo” e che bisogna ammettere in qualche modo un “potere ebraico”, in guisa di riparazione (ovviamente sulla pelle dei Palestinesi).

Ed è proprio a causa di queste considerazioni politiche che gli storici revisionisti oggi sono perseguitati, sono condannati a pesanti pene pecuniarie, sono imprigionati, privati del loro lavoro e si impedisce loro di fare e di proseguire le ricerche e, persino, sono assassinati.

Mettendo in luce la truffa politica e finanziaria dell’ “Olocausto”, i revisionisti fanno vacillare le fondamenta ideologiche stesse del potere giudeo-sionista nel mondo e la giustificazione dell’occupazione ebraica della Palestina. Essi sbarazzano i popoli dal loro complesso di colpa per qualcosa che non ha mai avuto luogo e per questo sono responsabili (colpa gravissima!) della diminuzione del sostegno apportato dal mondo al movimento sionista, allo Stato sionista ed alle loro azioni.

D’altra parte, se voi stimiate che ogni asserzione nei riguardi dell’ “Olocausto” dovrebbe dar luogo a ricerche libere ed indipendenti e che quelli che proclamano l’esistenza delle “camere a gas” dovrebbero presentare delle prove in appoggio, non potrete sfuggire ad uno scontro con i sionisti ed i loro paladini. Ed anche se non accettate di considerare l’ “Olocausto” come un avvenimento unico (seguendo

Finkelstein) vi trovare ad affrontare il potere sionista, persino se accettate tutti gli altri aspetti dell' "Olocausto". Infine, se avete fatto delle ricerche autonome ed avete scoperto che l' "Olocausto" è solo un'ideologia politica e non un insieme di fatti storici, allora sarete attaccati e sarete diffamati in una maniera o nell'altra, e sarete trattati da "antisemiti", da "razzisti", da "neo-nazisti" o da "Palestinesi che non sanno qual è il loro bene".

L' "Olocausto", in definitiva, è da tempo la gallina dalle uova d'oro e si può ben comprendere che i sionisti lo difendano a morte.

Le "camere a gas" sono ritenute i luoghi dove la maggior parte delle vittime dell'"Olocausto" sono morte.

Allora, ancora una volta, lancio una sfida a quelli che ne sostengono l'esistenza: **Portateci le prove !** Cordialmente.

Ibrahim Alloush

<<http://www.popoloditalia.it/Ibrahim%20Alloush.html>>

GRANDE PLEURNICHERIE

Sur le site juif <reinfo-israel>, on peut lire ceci:

Ce remarquable article, paru dans le *Weekly Standard*, mérite d'être lu intégralement, malgré sa longueur. Ses analyses sont d'une grande pertinence. Je profite de l'occasion pour exprimer mon appréciation et mes chauds remerciements à Liliane Messica qui traduit ce texte avec une grande maîtrise. J'espère que cet exemple sera suivi. [...] Menahem

Traduction française spécialement pour reinfo-Israel, par Liliane Messica. Pour l'original anglais, cliquer sur : Liberté, Egalité, Judeophobie: Why Le Pen is the least of France's problems.

Ce texte peut être diffusé sous réserve de la mention suivante (obligatoire) : "Traduction française de Liliane Messica pour <http://www.reinfo-israel.com>."

### **Liberté, égalité, judéophobie : Pourquoi Le Pen est loin d'être le plus grave problème de la France,**

par Christopher Caldwell

Le plus surprenant et le plus incompréhensible dans tout cela, c'est que ce nouvel antisémitisme en France est un phénomène issu de la gauche. Il n'a pratiquement rien à voir avec Le Pen. En fait, c'est dans les foules qui défilent dans les rues pour protester contre lui que l'on trouve ses acteurs les plus virulents.

#### **«A Paris comme à Gaza, Intifada ! »**

L'explosion a commencé en Septembre 2000, dans les jours qui suivirent le lancement de la 2ème Intifada palestinienne contre Israël. Les premières attaques virent des incendies de synagogues à Paris, Villepinte, Creil, Les Ullis (où la synagogue fut gravement endommagée), Lyon et Trappes (où elle brûla intégralement), et d'autres bâtiments juifs (restaurants kasher, écoles...) à travers toute la France. Des synagogues et des cimetières furent profanés, un nombre croissant de fidèles juifs sortant de la prière du vendredi soir furent attaqués à coup de pierres, on vit des menaces de mort, des alertes à la bombe, et des inscriptions nazies et islamistes en tous genres : swastikas, inscriptions diverses, comme «Hitler avait raison», «NTM les Juifs», «mort aux juifs» et «A Paris comme à Gaza, Intifada».

De tels slogans, et principalement le dernier, sont maintenant scandés régulièrement dans les manifestations pro-palestiniennes à Paris et ailleurs (comme des hymnes à Ousama Ben Laden, si l'on en juge par les compte rendus de la dernière manifestation pro-palestinienne du mois d'octobre à Paris). La violence anti-juive a sans aucun doute suivi la courbe de l'Intifada, augmentant pendant les périodes de violence au moyen Orient et décroissant pendant les trêves. Il y a eu un pic après le 11 septembre : au cours de la seule soirée du vendredi suivant, des fidèles furent agressés à coup de pierres à la sortie des synagogues de Clichy, Garges-les-Gonesse et Massy. Des gangs essayèrent de mettre à sac la synagogue

de Villepinte, et des coups de feu furent tirés devant les locaux d'une association juive à Paris. Si elle a ralenti par moments, cette cascade d'incidents ne s'est jamais interrompue, pas même durant une semaine, au cours de 19 derniers mois. Au début de cette année, l'UEJF et SOS-Racisme avaient établi une liste de 406 incidents de cet ordre.

Après l'attaque d'Israël contre les camps terroristes de Jénine et d'ailleurs, la violence explosa dans des proportions inouïes. Lors du week-end de Pâques, le mois dernier, une bombe fut trouvée dans le cimetière de Schiltigheim, près de Strasbourg et trois synagogues furent incendiées. Les autorités ont semblé se réveiller. Alors qu'il avait fallu 12 jours pour entendre ne serait-ce qu'un commentaire officiel sur les attaques d'Octobre 2000, cette fois-ci, le ministère de l'Intérieur publia une liste de 395 incidents antisémites pour les seuls premiers quinze jours d'Avril. Un peu moins des 2/3 ne concernaient que des graffiti, mais les autres étaient plus sérieux, incluant 16 attaques physiques contre des personnes et 14 incendies volontaires supplémentaires. Le Centre Simon Wiesenthal fit circuler un avis demandant aux Juifs étrangers qui se rendaient en France d'observer «la plus grande prudence».

[...]

Les Français manquent de l'imagination minimale nécessaire pour voir que les nouveaux antisémites (qui sont en priorité des musulmans radicaux) sont d'abord antisémites. «L'antisémitisme de papa est mort», dit le politologue Alexandre del Valle. «Il existe dans la tête de 3 ou 4 skinheads alcooliques». En d'autres termes, le nouvel antisémitisme n'est pas de droite.

«Le danger qui menace la communauté juive n'est pas celui qui nous menaçait auparavant», dit Gilles William Goldnadel, auteur d'une pénétrante étude sur le récent antisémitisme : «Le nouveau bréviaire de la haine». Goldnadel a averti un groupe du B'nai Brit, réuni dans le 6ème arrondissement de Paris, quelques jours avant les élections : «Avoir peur de la droite s'est avéré un leurre, au sens militaire du terme, afin de nous détourner du véritable danger. Les anti-racistes français ont passé leur temps à analyser la moindre citation de Le Pen, pendant que du sang juif était répandu par la gauche à Athènes, Istanbul, Rome, Vienne et Paris.» (Particulièrement par des terroristes palestiniens). Il y a des indices que le gouvernement, lui aussi, se trompe de cible. Selon un rapport préparé par Shimon Samuels, du Centre Simon Wiesenthal, au début de l'année, 60 personnes ont été interrogées dans le cadre de centaines d'actes d'intimidation. «Seules 5 d'entre elles sont poursuivies, et elles sont d'extrême droite». «Comme si les autres n'étaient pas vraiment antisémites et que leurs exactions n'étaient pas aussi graves.»

L'autre manière dont les hommes politiques français nient qu'ils ont affaire à une flambée d'antisémitisme, c'est -- pour reprendre la formule mémorable du philosophe Pierre-André Taguieff -- de «dissoudre les actes antisémites dans une vague croissante de délinquance».

[...]

### **Benlადisation des banlieues**

Les attaques contre les juifs, cela doit être clair maintenant, sont le fait d'une part de la minorité musulmane de France. Que nul n'en oublie l'aspect délinquance, pour autant. Ces quartiers sont en train de devenir des zones mono-ethniques peuplées d'immigrants d'Afrique du Nord et de leurs descendants de la seconde ou troisième génération. Ce sont des lieux caractérisés par le trafic de drogue, l'apathie politique, le chômage (qui dépasse 35% dans ces quartiers) et la violence. C'est pourquoi les agents de la force publique, les maires et les politiques les appellent «zones de non droit», où même la police n'ose pas pénétrer, si ce n'est en plein jour pour enlever un cadavre. On y résiste aux pouvoirs publics par la force, et pas seulement à la police, qui est spécialement visée par des «brigades anti-flics». Même les pompiers, qui ont longtemps été les «chouchous» des Français, ont été attaqués dans des cités autour de Paris.

Avec Londres, sa seule rivale sur ce point, Paris est la capitale intellectuelle et médiatique du monde arabe, comme Miami est celle du monde hispanique. Une des conséquences en est, outre le terrorisme, que le poids de l'Islam fondamentaliste – et l'antisémitisme qui va avec – se fait sentir dans la vie quotidienne. **Eric Marty, professeur de littérature de l'Université de Paris s'est vu empêcher d'enseigner les oeuvres de Primo Levi (notamment ses mémoires d'Auschwitz : «Si c'est un homme») parce que les étudiants arabes l'ont sorti de la classe sous les huées.** Kenza, une jeune beurette participant au reality show intitulé «Loft Story» (une sorte d'équivalent de l'émission «Survivor» de NC 17), s'est plainte d'avoir été sortie de l'émission parce que «la télé est contrôlée par les juifs». Un de mes amis qui s'entraînait dans un gymnase à côté de Strasbourg entama, avec un sympathique Beur, une conversation qui s'orienta sur le premier ministre britannique, Tony Blair. «Ne croyez pas un mot de ce que Blair raconte», dit l'homme à mon ami : «Vous ne saviez pas que son vrai nom était Bloch ?» (Bloch est un nom juif alsacien assez courant).

[...]

**Judéophobie**

C'est une vision que les Français -- eu égard, particulièrement, à l'obsession de la gauche française pour les races et à son attachement romantique pour les guérillas du tiers-monde -- risquent d'adopter. Le philosophe Alain Finkielkraut remarque que, en France, «le soutien à la cause palestinienne est renforcé, et non remis en question, par la violence sans discrimination dont font preuve les Palestiniens.» Le danger d'adopter une vision manichéenne du conflit israélo-arabe est plus grand chez ceux qui soutiennent le tiers-mondisme, le néo-communisme, le néo-gauchisme, tous ceux que Taguieff agrège dans le «mouvement anti-globalisation». Les adeptes de Noam Chomsky... les gens qui trouvent que «Empire» est un bon livre. Si vous leur demandez pourquoi, parmi les dizaines de conflits qui opposent le monde musulman aux civilisations voisines, c'est celui-ci qui les obsède (pourquoi pas la Tchétchénie ? pourquoi pas le Soudan ? pourquoi pas le Nigeria ?), ils vous donneront une réponse qui s'arrête à l'extrême limite de l'antisémitisme. Le conflit Israélo-Palestinien est le seul qui oppose le monde «capitaliste» occidental (et donc les juifs qui l'alimentent) aux pauvres peuples, victimes défavorisées du Sud. Ainsi, les juifs se trouvent payer le prix des pillages commis par les Occidentaux depuis le Moyen Âge, et dont, la plupart du temps, ils ont été eux-mêmes victimes.

Ce point de vue est, bien entendu, le grand obstacle à la réception de la version : juifs = bourreaux : [car il démontre que les Juifs] ont déjà subi plus que leur part. Et c'est pourquoi le négationnisme, ou, à tout le moins, la banalisation de l'Holocauste, est un élément indispensable à cette idéologie.

L'abbé Pierre, un prêtre extrêmement populaire, devenu un héros national s'est plaint, en 1991, de ce que «les juifs, qui étaient des victimes, soient devenus des bourreaux». **Il a même soutenu la cause de Roger Garaudy, un stalinien converti à l'Islam radical, quand il a été accusé de négationnisme.**

Lors d'une manifestation pro-palestinienne aux Halles, en mars dernier, les manifestants portaient une étoile de David barrée d'une swastika et défilaient en scandant «Jihad, Jihad, Jihad !». Si vous traversez le Pont des Invalides, vous verrez, imprimée en jaune sur fond noir, une affiche qui exige qu'Ariel Sharon soit déféré devant le TPI pour crimes de guerre.

Il est difficile de définir quelle imposture est la plus criante sur cette affiche : voir «sionisme» accolé à «extermination», dans la liste des crimes, ou voir Israël accusé de faire, dans les territoires palestiniens, ce que les nazis faisaient en France. («Déportation», quel que soit le sens qu'on lui donne dans les Territoires, est un mot qui résonne de façon terrible dans la mémoire des juifs de France.)

A une époque où la superposition de symboles nazis sur Israël prend la forme d'une vision religieuse, Claude Keiflin, journaliste politique du quotidien «Les dernières nouvelles d'Alsace», qui couvre le Moyen Orient pour son journal, m'a demandé, alors que je l'interviewais :

-- Comment après avoir subi l'Holocauste, le peuple juif peut-il mettre des numéros sur les bras de ses prisonniers ?

-- Quoi ? Vous voulez dire qu'ils sont tatoués ?

-- Oui ,

-- Comment ?

-- Bon, d'accord, pas gravés dans la peau, mais quand même...

**La France a des lois contre le négationnisme. Le climat actuel montre qu'elles sont mauvaises, non seulement parce qu'elles transforment des malades mentaux en héros de la liberté d'expression, mais aussi parce qu'elles peuvent être violées en toute impunité.** Une telle violation a été commise par José Bové, dans les premiers jours d'avril, quand il a été expulsé d'Israël, après une visite au QG de Yasser Arafat à Ramallah. Bové, qui est devenu célèbre en saccageant un Mac Donald dans le Sud de la France, pour protester contre l'influence américaine, n'est pas seulement le leader informel de la jeune gauche française, le « héros » des émeutes de Seattle et le gourou de nombre des manifestations anti-Le Pen qui fleurissent aujourd'hui à Paris ; il est aussi le plus charismatique leader du mouvement anti-globalisation dans le monde.

Il était donc très inquiétant de voir Bové, après une dénonciation de pure forme des violences anti-juives, informer les téléspectateurs de la chaîne Canal + que les attaques contre les synagogues françaises étaient organisées ou exécutées par le Mossad. «A qui profite le crime ?» a demandé Bové. «Le gouvernement israélien et ses services secrets ont intérêt à créer une certaine psychose, à faire croire qu'il y a un climat d'antisémitisme en France, pour détourner l'attention de ce qu'ils sont en train de faire».

Comme Bové n'a pas directement dit que les juifs n'ont pas été victimes de l'Holocauste, **il peut sembler excessif à certains lecteurs que le B'nai Brith l'ait accusé de négationnisme, ou de déni**

**de l'Holocauste.** Mais le B'nai Brith a raison. Ses membres ont simplement étudié plus à fond le raisonnement qui sous-tend le négationnisme. Pour quiconque vit dans la culture occidentale, l'Holocauste a fait de cette culture un lieu plus douloureux à habiter, et qui, pour tout être normal moralement constitué, a nettement réduit les limites de ce qu'est un comportement politique acceptable. Être humain, c'est souhaiter que cela n'ait jamais eu lieu. (Ceux qui nient que cela ait eu lieu sont peut-être ceux qui ne supportent pas d'admettre que cela a eu lieu). Mais cela a eu lieu. S'il y a une volonté d'antisémitisme dans la culture occidentale – et il y en a probablement une – alors le style de judéophobie arabe, qui est un anti-sémitisme sans les complexes de l'Occident, offre une véritable planche de salut pour ceux qui veulent l'adopter. Il peut libérer l'Occident coupable et décéder d'un horrible marasme moral. Et quel anti-dépresseur ! Dire que les chambres à gaz n'ont pas existé n'est, bien sûr, pas respectable. Mais on peut obtenir le même résultat en utilisant ce que Leo Strauss appelle le «*reductio ad Hitlerum*» (réduction au niveau de Hitler) pour accuser les juifs d'avoir commis des crimes identiques à ceux des nazis. Les crimes doivent être identiques, bien sûr, sinon l'auto-illusion ne fonctionne pas. Nous en avons commis un, les juifs en ont commis un : nous sommes à égalité.

Il est facile de voir la force attractive d'une telle idéologie. L'écrivain Alexandre del Valle craint que l'antisémitisme ne devienne une force astreignante qui mène à une «convergence des totalitarismes» de l'islamisme et de la gauche anti-mondialiste. Elisabeth Schemla, qui a longtemps écrit dans *le Nouvel Observateur*, un hebdomadaire de centre gauche, et qui anime désormais le site Proche-Orient.info <<http://www.proche-orient.info>> dit : «**L'antisémitisme de la gauche est plus dangereux que celui de la droite.** La gauche tient les rênes des médias, des universités, des associations, de la classe politique.» Schemla s'inquiète de ce qu'un tiers des candidats du premier tour des élections présidentielles ait été fortement motivé par le conflit du Moyen-Orient. C'est pourquoi la percée de Le Pen n'est pas l'événement le plus préoccupant de ce premier tour, c'est plutôt le bon score des trois candidats trotskystes de l'extrême gauche.

[...]

Le 6 avril, des manifestations pro-palestiniennes se tinrent dans tout le pays. Le 7 avril, le CRIF, organisation qui regroupe toutes les associations juives, organisa une marche en faveur d'Israël. Il décida de manifester aussi contre les attentats antisémites des jours précédents. Trois des 21 membres du bureau du CRIF décidèrent de ne participer qu'à la seconde partie de la manifestation. L'un des membres du bureau, Olivier Guland, de Tribune Juive, se plaignit : «C'est la première fois que les institutions juives de France ont donné l'impression que la défense de leurs propres intérêts était différente de celle des valeurs de la République». La pancarte la plus souvent exhibée : «Synagogues brûlées : la république est en danger», véhiculait le message que les intérêts de la France et ceux de sa communauté juive étaient pratiquement identiques. Mais il est loin d'être sûr que c'est ce message qui sera perçu par la France.

«Traditionnellement», écrivait Alain Finkielkraut dans le mensuel juif *L'Arche*, «les anti-sémites sont ces Français qui vénèrent leur identité et s'aiment sur le dos des juifs. L'antisémitisme contemporain inclut des gens qui ne s'aiment pas, qui ont une perspective post-nationale et qui appauvrissent leur «francitude» autant qu'ils peuvent pour s'identifier avec les déshérités du monde. Ils utilisent Israël pour placer les juifs dans le camp des oppresseurs. Vous avez une sorte de ligue qui rassemble l'islamisme antisémite et l'auto-dénigrement, la répudiation de l'autre et la haine de soi».

Pendant des années, Finkielkraut a mis en garde contre les dangers du "politiquement correct" dans un mouvement anti-raciste français affligé d'une grande paresse intellectuelle. Ses écrits sont souvent apparus comme un moyen nécessaire de constituer un rempart pour le mouvement politique contre le ramollissement de la pensée. Mais maintenant que ce mouvement «arme une machine de guerre contre les juifs au nom des exclus», ce travail semble encore plus important.

La gauche française a consciencieusement assimilé les leçons de la Seconde Guerre mondiale. Peut-être trop consciencieusement. Après avoir fantasmé pendant des années sur l'idée qu'ils auraient été bien plus braves que leurs parents, s'ils avaient vécu en 1938, après avoir attendu mollement, pendant des années, un antisémitisme nébuleux de type vichyssois, qu'ils auraient pu combattre en suivant les instructions de leur manuel d'antiracisme, les Français de gauche se sont soudain trouvés confrontés au fait qu'ils y a au moins des centaines de milliers de gens, dans leur pays, qui pensent, en gros, la même chose que les martyrs de la brigade El Aqsa, et des millions de plus qui pensent ce que vous pouvez imaginer. La gauche française a peut-être des raisons idéalistes de réserver sa sympathie aux Palestiniens, mais elle a

aussi de puissantes raisons matérielles. Il s'avère que son coeur penche du côté de ceux qui ont commis le plus de violences sur le sol français.

Ce qu'il y a de plus dangereux chez Jean-Marie Le Pen -- qui exècre la mondialisation, se méfie des juifs et pratique la gesticulation politique -- ce n'est pas qu'il risque d'être élu, mais qu'il serve de mauvais trait d'union entre les islamistes anti-occidentaux et les anti-mondialistes qui défilent contre lui, soir après soir, pour des différences idéologiques de plus en plus difficilement discernables.

Christopher Caldwell est rédacteur en chef du *Weekly Standard*  
*The Weekly Standard*, 05/06/2002, Volume 007, Issue 33.

<[http://www.cisonline.org/pble\\_lepen.html](http://www.cisonline.org/pble_lepen.html)>

LE MARTEAU JUIF

*Le marteau juif sur la tête des Eglises, asséné pour la 33ème fois:*

## The 33rd Annual Scholars Conference on the Holocaust and the Churches

March 1-4, 2003, Saint Joseph's University, Philadelphia, PA,  
ETHICS AFTER AUSCHWITZ: THE LEGACY OF THE HOLOCAUST, 1945-2003

After more than a half-century since the end of World War II, it seems appropriate to examine **the parallels between 1933 and 2003**. We want to assess the significant international developments that are considered a response to the Nazi attempt to annihilate European Jewry: the Nuremberg Trials, the U.N. Declaration on Human Rights, the U.N. Treaty on Genocide and, most recently, the International Criminal Court.

It is of special interest, in light of recent corporate events, to evaluate the moral and ethical implications for contemporary society. Our newly adapted format calls for odd number years **to serve as a "Think Tank."** The Annual Scholars Conference invites papers which focus on any of these topics, as well as papers that explore topics of relevance from the Holocaust and the response of the religious communities in Germany and throughout the Western world to the plight of European Jewry.

Additional areas for consideration include:

80 Years Since the Beer Hall Putsch

70 Years Since the Nazi Takeover and Hitler came to power

60 Years Since the Warsaw Ghetto Uprising

60 Years After Hans & Sophia Scholl of the White Rose were Executed in Munich

60 Years Since Stalingrad

and The Uprising at Treblinka and The Sobibor Uprising

55 Years Since the Nuremberg Trials

The deadline for submission is October 15, 2002.

Post Office Box 10, Regis Annex - Saint Joseph's University, Merion Station, PA 19066,  
<[asc@sju.edu](mailto:asc@sju.edu)>

LE TERRORISME BLEU-BLANC

## Une Journée pour commémorer la Shoah à l'école

Les ministres de l'éducation des pays membres du Conseil, de l'Europe, réunis à Strasbourg vendredi 18 octobre, ont adopté une déclaration instituant, dans les établissements scolaires, une Journée de la mémoire de la Shoah et de la prévention des crimes contre l'humanité. Cette décision fait suite aux propositions avancées lors du Forum international sur l'Holocauste, à Stockholm en janvier 2000. La *task force* internationale, organisatrice de cette manifestation, est présidée par la France, depuis le 20 février, pour un an. Rebaptisée Groupe d'action internationale pour la mémoire de la Shoah (GAIS), elle a organisé un colloque sur l'enseignement de la Shoah et la création artistique, du 15 au 17 octobre, en prélude à la rencontre de vendredi.

En France, cette journée devrait être instituée dès l'année prochaine, le 27 janvier, jour anniversaire de la libération du camp d'extermination d'Auschwitz. Le Conseil de l'Europe devrait fournir du matériel pédagogique aux Etats membres et contribuer à former les enseignants. *[On se demande bien ce que le Conseil de l'Europe, formation aussi virtuelle qu'ectoplasmique, possède comme "matériel pédagogique" et comme capacité à "former des enseignants", à moins d'y voir une façade, une de plus, des opérations de sionisation des esprits que promulgue depuis le procès Eichmann en 1961, l'entité mensongèrement appelée Israël. ]*

"Il nous faut d'abord éviter toute banalisation, a souligné Xavier Darcos, ministre délégué à l'enseignement scolaire. Car c'est là que gît le principal danger, **avant même celui du révisionnisme, totalement disqualifié**. Le mal absolu existe et nous savons qu'il est parfois difficile de le faire comprendre à une jeunesse que le «tout est relatif» entoure et peut séduire". *[Les ministres se suivent et se ressemblent. On dirait qu'ils sont moulés à la chaîne. Cette pauvre nouille feint de croire que "le mal absolu existe". C'est donc le retour au Diable. Il faut être bête comme ses pieds pour croire qu'on va convertir la jeunesse à une croyance au Diable, sans Bon Dieu. On va en faire des punks satanistes à croix gammée. Il faut dire qu'un ministre, c'est pas fin. ]*

### Eviter les "amalgames"

La délégation française s'est efforcée de circonscrire le champ de la journée de commémoration qui, à l'origine, s'étendait à tous les génocides. La formulation retenue inclut seulement, à côté de la Shoah, les autres crimes contre l'humanité. *[En fait, c'est parce qu'il n'y a pas de définition légale du "génocide". Celle de la convention de 1948 est un attrape-tout qui a d'ailleurs effrayé les grandes puissances pendant des dizaines d'années. Il est tacitement convenu, dans les affaires internationales, qu'on ne recourt pas à cet hybride néo-juridique, formulé par le juif polonais Lemkine. Si on parlait de génocide, les gamins des écoles monteraient sur les tables en gueulant: "Sharon, Bush, les génocidaires au frigidaire !" ]* Simone Veil, présidente de la Fondation pour la mémoire de la Shoah, a justifié ce choix en critiquant "la comparaison à tout va" et les "amalgames: "Saddam Hussein est-il un nouveau Hitler ? La politique israélienne est-elle comparable au nazisme ? *[Excellente question, Momone. C'est LA question qu'elle veut éviter, bien sûr... ]* Si tout le monde est victime, si tout le monde est coupable, plus personne ne l'est vraiment !" a insisté Mme Veil. "Il faut que la spécificité de la Shoah ne soit jamais banalisée". *[Pourtant, faire chier les mômes avec ces histoires qui, pour eux, remontent à Mathusalem, est la plus SÛRE façon de banaliser le toutim. Et les lardons vont se jeter sur Internet et trouver quoi ? L'AAARGH, qui va leur refiler quelques tuyaux que les profs, dûment stipendiés en heures sup, vont trouver saumâtres. Quelle rigolade !]* Pour l'ancienne président du Parlement européen, l'extermination des juifs "doit être enseignée telle qu'elle fut, ni plus ni moins".

Mme Veil a annoncé que sa fondation a signé un contrat avec le Mémorial de l'Holocauste, à Washington, pour réaliser le transfert sur microfilm des archives départementales françaises. *[Au nom de quoi cette vieille peau est autorisée à vendre le patrimoine français (et la "mémoire") que constituent nos archives à une institution de guerre idéologique systématiquement hostile à la France en raison de Vichy ? Cette attitude est exactement celle que définit le Code en matière de "trahison". Momone au poteau ? ]* Elle s'est également entendue avec les Archives de France afin que soient microfilmés tous les documents de l'ancien Commissariat aux affaires juives de Vichy.

Xavier Ternisien

*Le Monde*, 22 octobre 2002.

### CAMPAGNE DE RUSSIE

## Comment les juifs américains essaient d'imposer leur loi en Russie Démonstration

1/ Lettre du Centre Simon Wisenthal au Procureur général de Russie

Subject: Wiesenthal Centre to Russian Prosecutor General  
Date: Thu, 3 Oct 2002 12:01:25 -0400  
From: "Shimon T. Samuels" <101752.2126@compuserve.com>

CENTRE SIMON WIESENTHAL, 64, avenue Marceau - 75008 Paris - Tél.: 33 (0) 1 47 23 76 37 - Fax: 33 (0) 1 47 20 84 01, <csweurope@compuserve.com>

**Wiesenthal Centre to Russian Prosecutor General: "Close Down Hatemonger's Print and Internet Publications"**

Moscow, 3 October 2002

The extreme right, antisemitic, Moscow-based publication, *Duel*, has made three direct attacks on the Simon Wiesenthal Centre:

"In "Washington Censors of Russian Internet", *Duel*, in its print edition of 16 July 2002, fabricated an imaginary letter, ostensibly from the Simon Wiesenthal Centre, to explain the closure of *Duel's* website by its Internet host, "RTKOMM.ru" and, also, claiming pressures to follow suit on its new provider, "Caravan-Internet".

"In its electronic edition, www.duel.ru, of 23 July, *Duel's* founder, V.M. Smirnov, wrote lengthily on our Centre under the title, "Internet by the Rules of the Cabal". This is, in fact, an obscene revisionist essay on what the author mocks as "Holocaust arithmetic". [*Voir plus bas*] He also here defamed the Wiesenthal Centre as a "criminal mafia", with references to the notorious antisemitic forgery The Protocols of the Elders of Zion.

"*Duel's* 20 August print edition pursued its attack under "The Jewish Racists Continue Their Desperate Attempts to Crush *Duel* in the Internet", an article which also denied the Warsaw Ghetto uprising and presented the Jews in World War II as anti-British Nazi collaborators.

In a letter he presented to Russian Prosecutor General, Vladimir Ustinov, the Wiesenthal Centre's Director for International Liaison, Dr. Shimon Samuels, stated, "Though deeply involved in combating cyberhate, in this case we cannot accept such credit, but certainly encourage every Service Provider to take down hate sites from the World Wide Web, and, especially, applaud those wishing to protect Russian youth from such poison.

The letter continued, "*Duel* claims to have appealed to your Office to institute legal proceedings against the Wiesenthal Centre." The Wiesenthal Centre, in turn, urged the Prosecutor General "to promptly launch an official investigation, under the recently enacted legislation of the Russian Federation, into the incitement by *Duel*." The letter concluded, "A judgement to close down both the print and electronic outlets of this hatemonger would be a triumph for the rule of law in Russia."

For further information, **please contact Dr. Samuels in Moscow on his French mobile, +33.6.09.77.01.58.**

2/ Nous soutenons la rédaction de *Duel*, que l'aaragh connaît très bien. Nous considérons que la résistance manifestée par le journal *Duel*, et quelques autres, est essentielle pour l'avenir russe. D'ailleurs, le lobby wiesenthalien ne s'y trompe pas: il cherche à abattre toute résistance à une domination complète du monde russe par les intérêts juifs. Le cafard Samuels fait directement le siège des magistrats russes pour obtenir condamnations et interdictions. Il n'y a pas de pire ennemi de la liberté d'expression que les groupes d'intérêts juifs à l'heure actuelle. Nous demandons leur mise hors-la-loi pour atteinte aux droits fondamentaux des citoyens de tous les pays.

Voici, traduit du russe, l'article paru dans *Duel* qui a d'abord fait bondir les wiesenthalers:

3/ 16 juillet 2002

**Des censeurs de l'Internet russe à Washington**

Ces derniers temps, une action prétendument publique, dénommée "Internet sans haine raciale" s'est produite dans le secteur russe de l'internet. Elle a été entreprise officiellement par les éditions sur internet <Mail.ru> et <Hewush.ru>, ainsi que par la Fédération des communautés juives de Russie (FEOR), le fonds "Holocauste" dirigé par Mme Gerber, le groupe de jeunes "Pomme" et M. Alexandre Bovine, qui s'intitule "premier ambassadeur de Russie en Israël".

Cette brillante assemblée s'est donné comme but de déraciner du réseau russe les ressources documentaires "fascistes, nationalistes et chauvinistes" dont font partie avant tout, on le voit dès la

lecture des membres du groupe, les éditions patriotiques russes. Par exemple, au nombre des exploits des courageux défenseurs de l'holocauste, on compte la fermeture du site internet consacré à l'amiral russe P. S. Nahimov.

Le moyen employé pour cette "action publique" est simple comme un râteau et se réduit à la formule laconique "Cogne-moi, cogne encore". Ce qui est intéressant en soi, puisque la jeunesse de la Pomme verte peut ainsi en pratique parvenir aux particularités des traditions démocratiques de leurs collègues-précepteurs plus âgés. Pour cogner il n'y a pas besoin d'être très intelligent: il suffit d'aller à une page du site <Jewish.ru>, d'écrire le nom du site à abattre dans le champ prévu à cet effet et de cliquer sur le bouton. C'est tout: on n'a pas besoin de fournir la moindre explication, de donner une cause et une justification.

Il est bien évident que le site internet contre lequel on a cogné ne disparaît pas pour autant mais les meneurs attentifs de la campagne, à <Jewish.ru>, assurent à tous qu'ils "mettront en oeuvre tous les moyens légaux pour obtenir la fermeture du site".

C'est là le noeud de toute l'affaire. Quels sont donc les moyens légaux qui permettent aux vaillants totors de <Jewish.ru> de faire fermer les autres éditions internet ? Et sur quelles lois se fondent-ils ? D'après le contenu de leur site, on voit que <jewish.ru>, en agitant la lutte contre l'intolérance, compte les jours qui nous séparent de l'entrée en vigueur longtemps attendue de la loi sur l'extrémisme, qui contient un article odieux sur le contrôle d'internet (ce qui, au passage, montre à nouveau qui réclame cette loi et pour quoi faire).

Mais cette loi n'existe pas encore! Et lorsqu'elle entrera en vigueur, seul un ordre du procureur et une décision judiciaire pourront faire fermer un site en Russie. Comment fait-on donc, dès à présent, pour fermer des sites, puisque, affirment-ils, "l'internet russe est purgé à 71%" ? Les "purgeurs" gardent un silence prudent sur la question.

L'intrigue est encore plus amusante lorsqu'on découvre que le site même <jewish.ru>, dont le nom, signifie, d'ailleurs, dans la terminologie d'internet: juif, zone nationale Russie, se trouve en réalité dans la ville de Seattle, aux Etats-Unis. Amusant parce qu'aux Etats-Unis mêmes, toute tentative de faire supprimer quelque chose d'internet par voie judiciaire est vouée à l'échec, en vertu du premier amendement de la constitution des Etats-Unis, qui prohibe toute limitation à la liberté d'expression. En conséquence, si le site américain <Jewish.ru>, qui se fait passer pour russe, n'a pour lui ni la loi russe ni la loi américaine, de quels "moyens légaux" peut-il bien s'agir?

Un document très curieux, qui a atterri dans nos bureaux et qui concerne directement notre revue, l'explique très bien. Il s'agit d'un échange de correspondance concernant la fermeture de notre site, qui contient la version électronique de *Duel*, et que nous retranscrivons intégralement:

From: «Dimitry W. Owen» <wiesenthal-nohate@worldnet.att.net To: <noc@rtcomm.ru

Sent: Saturday, July 06, 2002 12:11 PM

Subject: A propos de la violation de la législation russe [lettre en russe]

A la direction de la société OAO "RTKomm.ru, Moscou, Russie

Bonjour,

Excusez-moi de vous déranger. Je m'appelle Dmitri Owen, je suis un collaborateur du Centre Simon Wiesenthal qui s'occupe, entre autre, de la défense des juifs contre la persécution pour des raisons nationales, et pour l'opposition à la propagande du fascisme et de l'antisémitisme ([sic]).

Il s'agit du site www.duel.ru (213.59.0.202), hébergé par votre honorable société. Le site www.duel.ru est un lieu de communication d'un public profasciste aux orientations antisémites. Les articles publiés dans ses pages sont ouvertement contraires aux lois internationales ainsi qu'à celles de la Fédération de Russie, ils prêchent l'extrémisme, l'antisémitisme, diffusent par voie de presse des extraits de livres fascistes, profèrent des menaces contre les juifs russes. On y publie aussi des lois relatives à l'assassinat du président de la Russie et on fait appel aux volontaires. Plusieurs fois déjà les sites de la revue *Duel* ont été fermés par les hébergeurs russes pour propagande de documents criminels. Il est évident qu'en ce moment, ses auteurs ont décidé d'utiliser à des fins analogues les services de l'honorable société OAO "RTKomm.RU"

Je suppose que l'honorable société OAO "RTKomm.RU" fournit ses services au site en question tout à fait par hasard et n'a aucun lien avec les fascistes et les antisémites.

Sur la base de la législation de la Fédération de Russie, je vous demande d'interrompre dans les plus brefs délais la diffusion du site www.duel.ru sous sa forme actuelle. En cas de refus, le Centre Simon Wiesenthal est décidé à intervenir auprès de l'ambassade d'Israël à Moscou, du ministère de l'intérieur russe, du ministère russe des communications et l'Association internationale des hébergeurs internet.

Avec respect et mes meilleurs vœux,

Dmitrij Owen, Washington.

Simon Wiesenthal Center <http://wiesenthal.org/> 50 East 42nd

Street, Suite #1600 New York, NY 10017

Tel: 212-370-0320 Fax: 212-883-0895

Cher Dmitri Owen,

Les collaborateurs de notre société sont aussi émus par de nombreux textes publiés par la revue *Duel*, dans lesquels s'exprime l'irrespect envers le peuple juif et se trouvent des appels au caractère douteux.

Néanmoins, notre société n'est pas une instance habilitée à examiner de tels litiges et à interrompre l'activité des moyens d'information de masse. Les exemples que vous citez démontrent parfaitement qu'il est possible de demander des comptes à ladite revue dans un cadre judiciaire. Je suppose que si vous vous adressez aux tribunaux, comme la législation russe le permet, alors la décision judiciaire interviendra sans délai.

Vous comprendrez certainement que cette question est politique et donc assez sensible. Notre société ne voudrait pas se mêler de politique et devancer dans ses actes les instances officielles, à plus forte raison quand il faut, pour cela, violer la législation et un contrat avec un client. En même temps, notre société est prête à vous fournir toute forme d'aide dans le cadre d'une enquête, de la réunion de preuves et d'exécution dans les plus brefs délais d'une décision judiciaire légale.

Par délégation de la direction de "RTKomm.RU",

Respectueusement,

Nikolaï Nikolaïevitch Fedotov,

Directeur du groupe de défense de l'information OAO "RTKomm.RU"

Ainsi, le coffre-fort ne résiste pas longtemps: derrière toute cette "action russe" avec un tas d'initiateurs-collaborateurs se cache en réalité le centre américain Simon Wiesenthal, qui tire toutes les ficelles. On comprend sans peine pourquoi le site "russe" <Jewish.ru>, principale courroie de transmission de l'opération, se trouve à Seattle, plus près de son maître. Et pourquoi, du même coup, le Centre Simon Wiesenthal n'agit pas à découvert, dans cette "affaire russe": cette association, depuis plusieurs dizaines d'années s'est fait connaître comme "couverture" dans **des actions illégales menées par les services secrets israéliens**. Il n'est donc pas étonnant qu'au nombre des instances dont le Centre Simon Wiesenthal menace la société russe d'hébergement, figure l'ambassade d'Israël en Russie.

Tout compte fait, l'envergure de l'opération en vue de censurer la partie russe du réseau internet se caractérise par son impudence étonnante et par son illégalité. Ce n'est pas seulement parce que les accusations portées par le Centre Simon Wiesenthal contre *Duel* sont fausses dans leur essence même: nos lecteurs sont à même d'apprécier par eux-mêmes les perles de la lettre "les lois relatives à l'assassinat du président de la Russie" ou bien l'affirmation qu'ils constituent "un public d'orientation profasciste". Finalement, si l'appréciation wiesenthaliennne fait de Nahimov un fasciste, il est évident que la "couverture secrète" israélienne a perdu la tête depuis longtemps.

Il est beaucoup plus grave de voir une association américaine privée, profitant du caractère international d'internet, non seulement s'arroger le droit de juger ce qui est légal et ce qui ne l'est pas, mais encore faire chanter des sociétés russes en exigeant qu'elles rompent, en dehors de toute procédure judiciaire, des contrats de service conclus avec des moyens d'information de masse russes. Ce qui constitue, au minimum, une incitation au refus d'exécution d'un contrat, incitation qui a déjà été faite à plusieurs reprises, comme en témoigne l'évocation, qui figure dans la lettre de M. Owen, des fermetures précédentes du site de notre revue, obtenues visiblement de la même façon.

Et cela constitue un crime, prévu par l'article 179, al. 2, du code pénal de la Fédération de Russie, accompli par un groupe criminel organisé, dont le Centre Simon Wiesenthal est membre.

Il n'est donc pas étonnant que M. Owen et ses acolytes, dans leurs actions tendant à "purger" le réseau internet russe, préfèrent agir à l'abri de l'océan. La peine de cinq à dix ans de privation de liberté, prévue par cet article du code pénal, même si elle est hypothétique, n'a rien pour séduire ses complices-associés russes. C'est pourquoi les Bovine, les Gerber et leurs semblables préfèrent être les invités d'honneur plutôt que les vice-présidents et le rôle de porteur de coup anonyme, considéré comme l'apothéose de l'exécution du devoir civique revient aux "pommes vertes" de l'estrade des jeunes.

Quoi qu'il en soit, le fait avéré d'un chantage international contre les hébergeurs russes d'internet et contre la presse russe (soulignons l'allusion délicate de M. Owen: "interrompre la diffusion du site [www.duel.ru](http://www.duel.ru) sous sa forme actuelle"), de même que l'ampleur nationale de l'action, obligent notre revue à nous adresser au procureur général de la Fédération de Russie pour qu'il entame une enquête pénale sur la base de l'article 179, al. 2 du code pénal, en raison de l'action dite "internet sans haine raciale" entreprise en Russie par l'association américaine privée Centre Simon Wiesenthal.

En outre, je tiens à rappeler à nos censeurs de Washington que *Duel* est la revue de la lutte des idées générales et qu'elle a été créée pour discuter publiquement ce qui préoccupe notre société. C'est pourquoi, peut-être, nous offrons à nos lecteurs, de façon plus complète et sans la censure intérieure habituelle aux Etats-Unis des opinions opposées, parfois extrêmes, afin que chacun puisse tirer ses propres conclusions sur la justesse de tel ou tel auteur. C'est justement pour cela que, conformément à notre autre mot

d'ordre, notre revue est destinée à ceux qui aiment réfléchir et non un macdo de l'information comme il en existe des tas et des tas.

A cet égard, j'aimerais faire aux messieurs du Centre Simon Wiesenthal une proposition simple: essayer de cesser d'agir par en-dessous, en essayant de nous faire taire par le chantage. Essayez de discuter honnêtement, si vous n'avez pas déjà complètement perdu cette faculté. Prenez dans notre revue un article, n'importe lequel, qui vous paraisse passible de vos poursuites, d'après vos critères, et prouvez qu'il se trompe. Je peux vous promettre que s'il respecte le cadre imposé par la publication dans un journal, l'ensemble sera publié intégralement, sans coupures, et que tous nos lecteurs prendront connaissance de votre opinion. Et alors nous saurons ce qui est le mieux fondé: vos accusations contre nous ou la façon dont nous avons présenté votre association et les actions qu'elle mène dans l'espace russe de l'internet. Evidemment, cela suppose que vous n'avez rien à redouter de cette mise en lumière.

V. M. Smirnov, directeur de la revue *Duel*.

<[www.duel.ru](http://www.duel.ru)>

*4/ On remarquera que les épais crétins incultes du centre Wisenthal n'ont pas pu ou pas voulu lire le mot "kahal", dans le titre de l'article russe, qui suit, mot qui sans doute ne leur disait rien; alors ils l'ont transformé en "cabbale". (Voir plus haut en I/ la lettre de Samuels aux Russes ) Dans leur bêtise proprement américaine, ils ignorent évidemment que le kahal était l'institution politico-judiciaire qui régissait la vie des communautés dont il s'agit. La falsification wiesenthalienne est amusante. Voici notre traduction de cet article:*

## Internet d'après la "Loi du milieu" établie par le Kahal

Dans *Duel* numéro 29 (274), 16 juillet 2002), nous avons déjà décrit l'entreprise de chantage, d'une impudence et d'une inégalité sans pareil, exercée sur les sociétés russes d'hébergement internet par l'association américaine privée "Centre Simon Wiesenthal" par l'intermédiaire de ses compères russes: le Centre "Holocauste", la Fédération des communautés juives de Russie (FEOR), la jeunesse de la "Pomme" [note: organisation de jeunes activistes juifs] etc. Ce groupe exigeait alors la fermeture, sans enquête ni jugement, des sites internet qui lui déplaisaient, en appelant à certaines "règles internationales de l'hébergement" et menaçant, en cas de refus, de glisser un mot à l'oreille de l'ambassade d'Israël en Russie elle-même, sans parler d'autres ministères et administrations russes.

Tous ces beaux discours d'après lesquels les honorables organisateurs de l'action "s'efforceraient, par tous les moyens légaux, de faire fermer" ces sites internet, n'étaient, comme nous l'avions suggéré, que du baratin. Tout est en fait beaucoup plus simple. Nous nous sommes de nouveau procuré une lettre du "Centre Simon Wiesenthal", qui est, pour ainsi dire, l'inspirateur et le principal exécutant de ce projet. C'est une réponse à une proposition tout à fait raisonnable de notre hébergeur russe, qui suggérait de régler le litige avec la revue *Duel* dans le cadre prévu par la loi. La lecture du texte wiesenthalien révèle quelles méthodes, concrètement, emploient les "antagonistes de la haine raciale" sur internet.

Adressé le 14 juillet 2002, à 7h52

Référence: Violation de la législation russe

A la direction de la société ZAO "Karavan-Internet", Moscou, Fédération de Russie

Bonjour

Votre position concernant la défense du site <[www.duel.ru](http://www.duel.ru)> est compréhensible. Il est dommage que pour défendre le droit du "client à la fourniture d'un hébergement virtuel", vous violiez les droits de millions de citoyens juifs de Russie, garantis par le code pénal russe, art. 282, al. 1. On est peiné que les offenses contre les juifs et les offenses dirigées contre le gouvernement de la Russie, la défense d'Adolf Hitler et la menace de se livrer à des actes terroristes, **la négation du génocide du peuple juif par les nazis**, qui figurent grâce à votre aide sur un réseau d'accès généralisé, n'éveille en vous que le désir de défendre votre "client". L'argent gagné au service d'individus douteux ne rendra pas "Karavan-Internet" plus riche. En cas de présentation de preuves, confirmées par le tribunal, vous "n'envisagerez pas d'exclure le client donné des services d'hébergement que nous fournissons, au cas où il continuerait à violer la législation internationale et/ou la législation russe": vous mettrez à exécution une décision du tribunal sous peine de perdre la licence délivrée par le ministère des communications de Russie. C'est ce

que prévoit la "Loi pour la lutte contre l'extrémisme" qui entrera bientôt en vigueur. Nous tiendrons la communauté juive de Russie au courant de ce qui se passera. Je vous annonce également que pour commencer, on vous fera ce que l'on a déjà fait à d'autres hébergeurs russes, qui pensaient comme vous. Ce qui s'est passé sera progressivement porté à la connaissance de vos autres clients et je vous assure qu'il s'en trouvera parmi (eux les juifs, pour commencer), sans tarder, qui ne supporteront pas la cohabitation sur le même serveur avec des antisémites. La perte de cinq ou six gros clients et de leur argent vous fera peut-être changer d'avis sans qu'il soit besoin de débats judiciaires, publicité pour les antisémites.

Et d'autant mieux.

Respectueusement,

Dmitrij Owen, Washington.

Simon Wiesenthal Center <<http://wiesenthal.org/>>

50 East 42nd Street, Suite #1600 New York, NY 10017

Tel: 212-370-0320 Fax: 212-883-0895

Le Centre Simon Wiesenthal s'est donc proclamé défenseur "des millions de citoyens juifs de Russie". Ne parlons même pas des statistiques officielles, d'après lesquelles il ne reste en Russie que deux ou trois cent mille de ces citoyens, dont on ne peut faire de ronflants "millions" que si l'on emploie la célèbre "arithmétique de l'holocauste", celle-là même qui permet au nombre des victimes juives des camps de concentration nazis de "fondre" tous les ans, alors que le nombre global -- 6 millions -- reste inchangé, et l'énumération pourrait même se faire nominativement. Si on prend les nombres séparément, à droite on enlève cinq cent mille, à gauche on enlève un million mais quand on fait le total, on aboutit toujours à six millions ! Ça, c'est d'la mathématique! Une fois qu'on la connaît, on peut sans effort et facilement, dans n'importe quelle situation, parler au nom de millions de personnes, ce qui est exactement ce que fait le Centre Simon Wiesenthal.

C'est avec la même désinvolture qu'il considère l'article 282 du code pénal, "incitation à l'inimitié nationale", une sorte de charte de défense offerte par la législation russe aux juifs exclusivement. <sup>1</sup> De plus, visiblement, dans l'esprit des wiesenthaliens, ce n'est pas de l'incitation à cette forme de haine que de répandre l'idée que l'appartenance au peuple juif est une forme de supériorité raciale. Autrement, il leur faudrait, pour extirper "la haine raciale" signaler leur filiale, le site <[jewish.ru](http://jewish.ru)>, qui joue dans leur action le rôle du cogneur. On y trouve, par exemple, le texte *Les cinquante juifs qui gouvernent l'Amérique*, qui est si odieux que même le site-internet de NTV [chaîne de télévision russe appartenant à l'un des grands mafieux russe-juifs] a cessé de lui faire de la publicité. Mais il s'agit bien de gouverner l'Amérique! Même les photos des visiteurs, sur le modèle des galeries que l'on rencontre partout, sont soumises sur ce site à une évaluation fondée sur un seul critère: qui a le plus l'air juif?

Et <[jewish.ru](http://jewish.ru)> n'est pas le seul. Sur <[sem40.ru](http://sem40.ru)>, par exemple, la spécialité du chef est la suivante: tous les noms de juifs cités sur le site sont affichés dans une couleur différente. <sup>2</sup> C'est toujours le même principe de division de l'humanité en deux catégories, les juifs et les non-juifs. Alors, le centre Simon Wiesenthal avec tous ses affidés, les Bovines, les Gerbers, les "Pommes" et autres co-auteurs, ne pourrait-il commencer son action "Internet sans haine raciale" par ses propres frères ?

Cependant, comme on peut le voir dans la lettre transcrite plus haut, le Centre Simon Wiesenthal vise d'autres buts quand il agit sur les richards juifs. Il assume la fonction d'une mafia financière, qui "presse" ceux qui osent penser autrement que ses chefs spirituels. De plus, le mépris envers la procédure prévue par la loi pour la résolution des litiges est tellement évident, que la comparaison avec le monde du crime cesse d'être une allégorie. Le Centre Simon Wiesenthal, ainsi que ses compères russes, s'efforce

---

<sup>1</sup>. Désormais figure à la page "Réseau sans racisme" du site <[jewish.ru](http://jewish.ru)> la phrase suivante, insérée par les wiesenthaliens, sans le dire, en caractères rouges mais sans mise en évidence particulière, sur une page qui ne manque pas d'artifices destinés à attirer l'attention du lecteur : "Nous répétons encore [note: nous ne savons pas où ils le disent déjà] n'importe quel site qui attaque les Russes, les Caucasiens ou les Arabes est considéré comme nationaliste. Nous ne nous contentons pas des sites antisémites. Si, d'après vous, tel ou tel site porte l'empreinte du racisme, signalez-le nous pour que nous le jugions. Nous ne pleurons pas, nous ne nous plaignons pas et nous n'essayons pas d'instaurer une censure d'internet, mais nous ne voulons pas que le libéralisme du réseau se transforme en permissivité et en propagande fasciste."

<sup>2</sup>. Authentique. Dans la partie "nouvelles", par exemple, on trouve un article sur un ministre américain qui est noir, son nom est de la même couleur que le texte, en revanche de tous les tartapans juifs dumême article sont en bleu vif. Et ces mecs-là nous racontent qu'ils redoutent l'antisémitisme!

en fait de remplacer, dans l'internet russe, les relations fondées sur la loi par le pouvoir de sa propre "loi du milieu".

Mais ce qui frappe surtout, c'est que les moyens de pression juive contre n'importe quelle manifestation de pensée indépendante, venus à la lumière dans toute leur répugnante brutalité, ont l'air de sortir tout droit des recettes de la *Catéchèse du juif en URSS*<sup>3</sup> ou encore du classique *Protocoles des Sages de Sion*. Il suffit pour s'en convaincre de les lire indépendamment. Et il me semble que cette comparaison sera plus éloquente que toutes les entreprises des sieurs Wiesenthal, Gerber, Bovine et de leurs semblables tendant à les mettre en doute.

Quoi qu'il en soit, et quelle que soit l'origine des recettes utilisées par ces messieurs dans leur démarche actuelle, elle est toujours purement criminelle. Et c'est un des devoirs du gouvernement que de protéger les citoyens des entreprises criminelles et les lois existent pour lui permettre de le remplir.

C'est pourquoi notre revue a demandé au procureur général de la Fédération de Russie d'ouvrir une action sur les faits criminels commis par les associés du chantage exercé sur l'espace internet russe.

A LA PROCURATURE GENERALE DE RUSSIE  
DEMANDE D'OUVERTURE D'UNE ENQUETE CRIMINELLE

Le 16 juillet 2002, à la une de la revue *Duel*, se trouvait un article intitulé "Des censeurs de l'internet russe à Washington", dans lequel on exposait l'immixtion d'une association privée américaine (le centre Simon Wiesenthal) et son représentant, M. D. Owen dans les relations commerciales entre notre revue et la société russe OAO RTKomm.Ru, immixtion destinée à contraindre RTKomm.Ru à refuser d'exécuter ses obligations contractuelles. A la suite de ces entremises, le service fourni à *Duel* sur le serveur RTKomm.Ru fut effectivement interrompu.

Lorsque la revue *Duel* conclut un nouveau contrat pour l'hébergement de sa version électronique avec une autre société russe, ZAO Karavan-Internet, cette dernière reçut une lettre analogue du même représentant du centre Simon Wiesenthal. Lorsque la société refusa de céder au chantage de l'association américaine et lui suggéra de régler ses litiges dans les règles prévues par la loi russe, le centre Simon Wiesenthal menaça notre partenaire de lui nuire financièrement s'il n'acceptait pas de rompre son contrat avec nous.

Il découle de la lettre adressée par M. Owen à la ZAO Karavan-Internet, le 14 juillet 2002, le centre Simon Wiesenthal a déjà souvent employé cette méthode de coercition à l'encontre des sociétés russe d'hébergement internet afin qu'elles rompent certains de leurs contrats et il continue à le faire à l'heure actuelle.

Ces actes constituent donc un délit au sens de l'article 179, al. 2, du code pénal de la Fédération de Russie, qui réprime "[les actes tendant à] contraindre à refuser d'exécuter un contrat sous la menace de la révélation de nouvelles qui pourraient nuire substantiellement aux droits et aux intérêts légitimes de la victime, actes commis plusieurs fois par un groupe de personnes organisées", ainsi que l'article 144, al. 1 du code pénal, qui vise "les obstacles à l'exercice professionnel légitime des journalistes en cherchant à les contraindre à refuser de diffuser des nouvelles".

Pour les motifs que l'on vint d'exposer et conformément aux articles 140 et 141 du code de procédure pénale, la revue *Duel* demande à la procureure générale de Russie d'ouvrir une enquête sur les délits prévus à l'article 179, al. 2, et à l'article 144, al. 1, du code pénal, commis par les coauteurs d'actes délictueux à l'encontre des sociétés russes d'hébergement sur internet.

Les conséquences montreront de quel côté se trouve l'appareil gouvernemental russe: du côté des sociétés russes ou de celui d'une association privée américaine qui les fait chanter. Quant à nous, nous tiendrons nos lecteurs au courant sans retard, tant dans la revue que notre site, qui continuera à exister, garantissant par la diffusion illimitée d'informations une authentique liberté d'expression à tous, et non seulement à ceux qui plaisent au centre Simon Wiesenthal.

Le directeur de la revue *Duel*,

V.M. Smirnov

---

<sup>3</sup>. Texte, présenté par les associations juives comme un faux, version contemporaine des *Protocoles des sages de Sion*. D'après un professeur de philologie de l'université de Tioumen, en Sibérie, il s'agit d'un texte publié à Tel-Aviv en 1957 et affirmant la supériorité des juifs sur le reste de l'humanité; il émanerait d'un groupe d'usuriers désireux d'inciter leurs semblables à la haine contre les Russes. Les actions judiciaires (sur la base de l'article 282) contre un journal qui l'avait publié en 2001 n'ont, d'après nos sources, rien donné, "faute de précédent en Russie"

Notes de l'aaargh:

<sup>1/</sup> Désormais figure à la page "Réseau sans racisme" du site <jewish.ru> la phrase suivante, insérée par les wiesenthaliens, sans le dire, en caractères rouges mais sans mise en évidence particulière, sur une page qui ne manque pas d'artifices destinés à attirer l'attention du lecteur : "Nous répétons encore [note: nous ne savons pas où ils le disent déjà] n'importe quel site qui attaque les Russes, les Caucasiens ou les Arabes est considéré comme nationaliste. **Nous ne nous contentons pas des sites antisémites.** Si, d'après vous, tel ou tel site porte l'empreinte du racisme, signalez-le nous pour que nous le jugions. Nous ne pleurons pas, nous ne nous plaignons pas et nous n'essayons pas d'instaurer une censure d'internet, mais nous ne voulons pas que le libéralisme du réseau se transforme en permissivité et en propagande fasciste."

<sup>2/</sup> Authentique. Dans la partie "nouvelles", par exemple, on trouve un article sur un ministre américain qui est noir, son nom est de la même couleur que le texte, en revanche de tous les tartampions juifs du même article sont en bleu vif. Et ces mecs-là nous racontent qu'ils redoutent l'antisémitisme!

<sup>3/</sup> Texte, présenté par les associations juives comme un faux, version contemporaine des *Protocoles des sages de Sion*. D'après un professeur de philologie de l'université de Tioumen, en Sibérie, il s'agit d'un texte publié à Tel-Aviv en 1957 et affirmant la supériorité des juifs sur le reste de l'humanité; il émanerait d'un groupe d'usuriers désireux d'inciter leurs semblables à la haine contre les Russes. Les actions judiciaires (sur la base de l'article 282) contre un journal qui l'avait publié en 2001 n'ont, d'après nos sources, rien donné, "faute de précédent en Russie"

Poure ceux qui lisent le russe à l'écran:

<[http://www.duel.ru/200230/?30\\_2\\_1](http://www.duel.ru/200230/?30_2_1)>

Numéro de *Duel* du 23 juillet 2002: <<http://www.duel.ru/200230/?anons>>

Sur le site actuel: <<http://www.duel.ru/>>, voir "Archive de la gazette" accessible en première page.

Pour le reste, le site annonce qu'il a été contraints de supprimer diverses rubriques, le livre d'or, le forum, la recherche et la bibliothèque. On peut néanmoins envoyer des messages à <[antinazism.com](mailto:antinazism.com)>, qui se révèle être une saloperie sioniste basée à Washington. En effet le déclarant est un employé du Centre Wiesenthal, Dzmitry Owen, 4000 Massachusetts Ave., N.W. #1632, Washington,DC,United States 20016, Tel.: 202-3633933 <[coldmarch@yahoo.com](mailto:coldmarch@yahoo.com)>

TENTATIVE D'INTIMIDATION EN GRÈCE

Subject: Wiesenthal Centre to Greek Minister of Interior: "Close Down Racist Politician's Television Mouthpiece for Hate"

Date: Tue, 15 Oct 2002 08:26:48 -0400

From: "Shimon T. Samuels" <[101752.2126@compuserve.com](mailto:101752.2126@compuserve.com)>

Paris, 15 October 2002. In a letter to Greek Minister of the Interior, Constantine Skandalidis, the Wiesenthal Centre's Director for International Liaison, Dr. Shimon Samuels, expressed concern at "the empowerment of the racist extreme right party Popular Orthodox Rally, by a nightly propaganda show on the Athens-Piraeus television station owned by its leader Giorgos Karatzaferis."

The letter continued, "Karatzaferis has attacked the current Greek Prime Minister and the former Deputy Foreign Minister (now Vice-President of the European Court of Human Rights) for their ostensible 'Jewish origins, as thus being unable to defend Greek interests'. He also propagates the calumny that 'the Jews were behind the 9/11 attacks and, for that reason, 4,000 Jews were warned not to go to work that morning at the World Trade Center.'" The Wiesenthal Centre urged the Greek authorities "to take the necessary measures to close down Katzaferis' television station -- a mouthpiece for hate -- which is operating in violation of Greece's obligations under uropean conventions against incitement to racism and violence."

Pour d'autres informations sur le fascisme et juif et la censure juive, appelez le Dr. Shimon Samuels au 06 09 77 01 58.

AU COURRIER

excelente trabajo

Date : Tue, 8 Oct 2002 22:05:03 -0400

Mi abuelo fue hijo de judíos , y fue piloto del káiser en la I guerra Mundial. Al final de esta trataron de hacer un juicio contra el Káiser, pero no resulto. Sólo lo desprestigiaron, si el Káiser no hubiese sido desprestigiado por Los aliados Hitler no habria llegado al poder.Este fue el primer error de los aliados. Otro error grandioso por el afán de botin de guerra, no haber ayudado nunca a la resistencia Alemana

(Beck, Stauffenberg, von Heften ect..) era muy grande pero nunca dieron una ayuda. Pues el botín les esperaba.

Saludos

Alfons Goldschmidt

Pour vous...

Date : Tue, 8 Oct 2002 17:21:37 -0700 (PDT)

Votre fausseté ne durera pas. Comment pourriez-vous guider les autres si vous êtes aveugles!? Que Dieu vous pardonne et vous bénisse...

Stephen Lombardo

#### LES ARMES DE LA CRITIQUE

Le journaux à prétentions littéraires nous ont abondamment baigné avec le dernier livre du romancier allemand Martin Walser, auteur de l'excellente expression qui décrit l'usage d'Auschwitz comme un "gourdin moral" pour assommer les Allemands. Le bruit et la fureur ont grondé pendant des semaines, **avant** la parution du livre. Depuis, c'est le silence. Il décrit la mort, ou plutôt la fausse disparition d'un célèbre critique littéraire d'Outre-Rhin, en qui tout le monde a voulu voir le personnage de Marcel Reich-Ranicki, souvent décrit comme le "pape" ou le "tsar" de la critique littéraire allemande, un personnage fort imbu de lui-même qui a fait régner sa terreur pendant plusieurs décennies sur la vie littéraire des Allemands. Craint et admiré, Reich-Ranicki est surtout détesté mais comme il est juif et qu'il s'exprime assez facilement "en tant que juif", il bénéficie d'une impunité totale et personne dans son bon sens n'ose l'attaquer. Imaginons, en France, un combiné de Poirot-Delpech, Bernard-Henri Lévy et de Michel Polac, faisant le pluie et le beau temps... Les Allemands sont de bonnes gens qui savent faire le Michel quand il le faut.

Il n'est donc pas inamusant de retrouver le nom de Marcel Reich-Ranicki dans des documents de l'immédiat après-guerre, en Pologne, son pays de naissance, On lit en effet dans la *Pommersche Zeitung*, une publication des Allemands qui ont dû quitter la Pologne après la guerre, du 24 mai 1997 la mention selon laquelle Marcel Reich-Ranicki, avant d'émigrer en Allemagne et de faire dans la littérature, était capitaine de l'UB, c'est-à-dire de la Sûreté polonaise, où les juifs communistes ou communistes étaient entrés en masse au lendemain de la guerre, facilitant ainsi la mainmise soviétique. Les services de l'UB, à cette époque-là, avaient surtout pour tâche d'arrêter le plus d'Allemands possible et de les mettre dans les camps de concentration, bâtis par les nazis eux-mêmes, et de les y torturer sans retenue. Des milliers ou des dizaines de milliers de détenus sont morts des mauvais traitements qui leur étaient infligés du simple fait qu'ils étaient allemands.

Ce renseignement se trouve dans le documents numéro 8 publié dans le numéro II, 3 du *Révisionniste, pour une vision historique objective*, du 21 août 2002, par l'équipe de VHO, BP 256, B-1050 Bruxelles 5, Belgique. Ce numéro est centré sur une étude de "Zgoda, un camp de la mort pour Allemands", épisode atroce d'une après-guerre qui commence à émerger dans les documents et les études de cette époque.

Le dictateur du goût littéraire sort des officines de la police politique stalinienne: c'est le rêve de Didier Daeninckxxx et de certains autres plumitifs démanchés par la manivelle de la gégène. Reich-Ranicki l'a fait parce qu'il a eu l'occasion de le faire.

# PUBLICATIONS

## §== Le vertige de la connerie post-moderne dans le fromage nommé holocauste

James E. Young, *At Memory's Edge: After-Images of the Holocaust in Contemporary Art and Architecture*, New Haven, Yale University Press, 2000, viii + 248 pp., Illustrations, notes, bibliography, and index. \$40.00 (cloth), ISBN 0-300-08032-8.

## Memories and Memorials

James Young established himself as a writer on the Holocaust with *Writing and Rewriting the Holocaust* (1988), a book that discussed Holocaust literature eloquently and analytically. Following on that success, in 1993 Young published *The Texture of Memory: Holocaust Memorials and Meaning*, his first book on Holocaust memorials. In this seminal work he discussed museums and monuments that had been constructed to memorialize the Holocaust in such countries as Germany, Austria, Poland, Israel, and the United States, **including memorials at the death camps, Majdanek and Auschwitz**; monuments such as Nathan Rapoport's for the Warsaw Ghetto; museums such as Yad Vashem and those in Washington, D.C., and Boston; and performative remembrances like the ones acted out in Israel on Yom Hashoah.

In *The Texture of Memory*, Young began reflecting on what he calls anti-redemptory monuments. "By themselves," he said, "monuments are of little value, mere stones in the landscape. But as part of a nation's rites or the objects of a people's national pilgrimage, they are invested with national soul and memory" (p. 2). Anti-redemptory monuments resist patriotism, national identity, and personal consolation to focus on the trauma of loss and the impossibility of either fully remembering or fully recovering. That remembering the Holocaust through visiting the U.S. Holocaust Memorial Museum involves a different relation to the past than going to the Washington Monument or the Lincoln Memorial formed the basis for Young's reflections. The result was a work that forced readers to reflect on why nations and other communities feel a need to memorialize disasters as well as patriotic successes.

In his most recent book, *At Memory's Edge: After-Images of the Holocaust in Contemporary Art and Architecture*, Young takes the question of the interrelationship of representation and memory in the direction of personal, rather than public or monumental art. Here the book's focus lies on artists born after the Second World War. It explores how **"a post-Holocaust generation of artists [is] supposed to 'remember' events they never experienced directly"** (p. 1). The artists who are his subject have entered a world we commonly call poststructuralist or postmodern, absorbing thereby a state of mind that no longer subscribes to grand narratives or to the "redemptory" function of art, as did, for instance, such classic modernists as T. S. Eliot, James Joyce, Thomas Mann, or Virginia Woolf. This more recent generation of writers, sculptors, photographers, architects, and mixed-media artists wishes to create memorials that do not bring a sense of closure or catharsis to those who experience them, and that function, in its very open-endedness, as anti-redemptory, by offering memory not as celebration or solace, but as a prod to critical reflection. In this regard, Young has been influenced by historian Saul Friedlander, whose aesthetics focus not on the thing represented but on the very problems involved in representing it -- **on a history that resists closure and sustains uncertainty** (p. 6). How, after all, do you memorialize the shooting, gassing, and starving to death of millions of people, particularly when most of the victims were buried anonymously in pits, or turned into ashes in crematoria? What, in fact, is it that memorial artists can strive to represent: **the industrialized production processes of death, [Retour du fantasme industriel, qui a la vie dure ]** the absence of millions of once-living human beings, the eradication of Central European Yiddish culture, the anonymity of the slaughter? How do you represent absence? How loss? Each chapter is concerned with an artist who struggles with these and other related issues. I shall discuss a few of these chapters to give readers a flavor of this challenging book.

Young starts by discussing Art Spiegelman's graphic fictionalized autobiography *Maus*, one of the most celebrated Holocaust narratives by a post-World War II writer. *Maus*, the only "literary" work covered by Young, apparently qualifies for inclusion because of its pictorial nature. The issue that Young stresses here concerns the extent to which the "introduction of the survivors' memory into an otherwise rational historiography [will] **add a destabilizing strain** to this narrative" (p. 12). Most readers of *Maus* will have at least a rudimentary knowledge of "documented" facts about the Holocaust. That being the case -- and since *Maus* is not a work of history -- the book's true subject lies less in its narrating the "facts" about the Holocaust than in the intersection of Artie's need to know about his parents' past and his father Vladek's **need to create a heroic tale about himself**. In either case, the unfolding narrative becomes crucial to each character's sense of who he is. Young reinforces his anti-redemptory thesis when he suggests that "the **commixture** of image and narrative allows the artist to ... write the stories of the dead without filling in their absence" (p. 31). The **meta-text** of *Maus* thus becomes not what happened during the Judeocide but how we come to know whatever it is that we do know, and what it means to us -- in a personal way -- to make such a discovery. In this manner Spiegelman dramatizes the intersection of survivors' memories with the narratives that historians design through examining and analyzing documents. For Spiegelman, then, knowledge of the Holocaust lies primarily in the dialectic between testimony and witnessing.

The photographic work of David Lilienthal represents another means by which artists use constructed images to call up memory. Lilienthal capitalizes on the idea of "**Nazi chic**" by fetishizing images of soldiers in dark uniforms and shiny boots. He uses toys that have been constructed to respond to this phenomenon: dolls in the shape of Wehrmacht or SS troops carrying rifles or riding motorcycles, a toy Hitler in full-dress regalia with his arms folded before him as though reviewing soldiers, a toy watchtower like those constructed at concentration or death camps. These are toys similar to the ones that children can buy. Lilienthal poses them in various ways; then he photographs them through filters, blurring the images to reduce their distinctness, but not so much that we cannot immediately recognize what they represent. These eerie photos evoke ghostly images of the past as if they were part of a horror movie or "toy story." But since they are based on toys that Lilienthal purchased "under the counter" in a Vienna toy store, the photographs also comment on the function of art and memory within a commodity culture. Can memories be confected the same way that we create children's playthings? In another set of unforgettable images, Lilienthal has assembled nude dolls of both men and women. They are full-bodied and sensual; **some of them are marching to the "showers,"** and others have been manipulated to make it seem that they are being shot by the uniformed toy *Einsatzgruppen* who are also in the photograph. The effect of seeing healthy nakedness in this context rather than the emaciated corpses we are accustomed to, is also eerie. Within the intentionally blurred photographs, these naked dolls seem positively erotic. They raise the question of how much our interest in the detailed accounts of atrocity is really **close to pornographic**. But perhaps the most haunting picture reproduced in this chapter is a black-and-white photo of young German soldiers looking at photographs of a civilian massacre in which they took part a few days earlier. Are these images in some way more "real" than the actual atrocity? Do they represent the actuality of the experience? Is the need to represent the experience as important, then, as actually having it?

Another American photographer, Shimon Attie, has created installations on actual sites in European countries such as Germany and Denmark and Holland, where Jews used to live but do so no longer. Attie projects old photographs, such as images of people long dead or of stores long disappeared, onto the present sites, evoking an absence of individuals and enterprises that were destroyed during the Holocaust. He also projects such photographs on to empty spaces. In each case the evocation of absence becomes a form of presence, a memorial to previous existence but also **to present non-existence**. [*On pourrait appeler ces âneries une "thanatoponie" et en faire une discipline propre de l'art moderne qui rapporterait gros...* ]

A number of mostly German artists attempting to come to terms with their country's past -- many of whom were competitors for developing a national "memorial to the murdered Jews of Europe" -- have developed a variety of ways to represent and evoke the missing, murdered Jews. In spite of their differences, all these artists practice anti-redemptory art in never allowing their work to suggest closure or bring easy solace to either viewers or participants. Such projects include Renata Stih and Frieder Schnock's proposal for the "**non-monument**" of a red city bus with the destination of Ravensbruck as well as other buses for concentration camps throughout central Europe, and, especially, Jochen Gerz's "Monument Against War and Fascism and for Peace," which consists of a tall monolith in Harburg that

invited people to sign their names or write graffiti on it. Over the years the monument was steadily lowered as soon as the signatures filled the space that people could reach from the ground. The monolith was installed in 1986 and "disappeared" in 1993. Initially it forced an occasion for remembrance on the memory tourists who signed their names. Now in the space of its absence, it forces memory tourists to engage in a further act of remembering, this time without being able to write their names. For these artists, acts of memory take precedence over memories themselves, because to them memory exists only in the act of remembering. This, again, is what Young means by the anti-redemptory.

Perhaps the most striking of all such recent attempts is the now-completed extension to Berlin's Jewish Museum that was designed by Daniel Liebeskind, an American architect born in Lodz in 1946 and now living in Milan. A post-Holocaust Jew from a city that housed one of the largest ghettos, Liebeskind, after much controversy, has added a wing to the original Jewish Museum, which had ironically opened in January 1933, only one week **before** Hitler's installation as Reich Chancellor. It was important for the Museum addition not only to memorialize the Holocaust but also to take cognizance of Nazism's role in Jewish history. Liebeskind therefore designed the building extension externally to appear as a broken and distorted swastika. The museum's actual Holocaust memorial is a long hallway inside the building whose walls jut out at odd, disruptive angles that, along with its lighting placed high on the wall above a darkened floor, are intended to suggest a void. Visitors familiar with the U.S. Holocaust Memorial Museum will be struck by the contrast in the respective ways the two museums represent the horrors of the Third Reich. Unlike its American counterpart, Liebeskind's architectural form denies any chance for redemptory emotions. However, the collection within the Berlin Museum -- which was installed after Young's book was published -- does follow chronological order in focusing on a history of the Holocaust, much the same as does the U.S. Holocaust Memorial Museum. If historical chronology suggests the possibility of a redemption in time, then the Berlin Museum's Holocaust display works in a distinct tension against its architectural form.

In the book's final chapter Young relates his experience of serving as the only foreigner as well as **the only Jew** on the panel reviewing proposals for the national German "Memorial for the Murdered Jews of Europe." Here he not only analyzes the various major proposals that were submitted, but, even more, he discusses the many political, cultural, and otherwise partisan issues raised by individuals and groups throughout Germany in the course of negotiation. Because of the political issues as well as generic problems of deciding anything by committee (which, in this case as in most, could only recommend), this account does not give rise to searching analysis. Young does not do a critical enough job of analyzing why the process was so difficult and what might have made it work better. Reading this account suggests how miraculous it is that Maya Lin's splendid Vietnam Memorial was ever built in Washington, D.C.

Reviewed for H-Holocaust by Michael J. Hoffman  
<[mjhoffman@ucdavis.edu](mailto:mjhoffman@ucdavis.edu)>, English Department, University of California, Davis.

### §== Filmographie antirévisionniste.

#### *Auschwitz ou l'introuvable sens*

Andre Dartevelle, Micheline Leblud; Belgique; 1988; Couleur; prod. RTBF.

Avec: Olivier Mathieu, essayiste, "La menace révisionniste", Jean-Claude Pressac, chercheur, Paul Virilio, philosophe

#### *Holocauste: ce nouveau dogme du XXe siècle*

France; 1988; Couleur; 120 minutes. Documentaire sur le révisionnisme français montrant le Professeur Faurisson en Savoie en 1988 et à Berne en 1993, exposant ses théories.

#### *Pour que l'on oublie jamais; Never forget*

Joseph Sargent; Etats-Unis; 1991; Couleur; 89 min; VF

Fiction. Avec Léonard Nimoy, Dabney Coleman, Blythe Danner, Paul Hampton, Jason Presson.

Survivant des camps de concentration, Mel Mermelstein donne des conférences dans les écoles, pour parler de l'holocauste aux étudiants. Un jour, il reçoit un courrier d'un groupe révisionniste, lui demandant de fournir des preuves que l'holocauste a bel et bien existé. Dégoûté, Mel décide de traîner le groupe en justice, mais il lui est difficile de trouver un défenseur pour le représenter.

### ***Les camps de concentration nazis***

Marion et Henry R. Coty ; Video; 87minutes; VO fr. Documentaire.

Ce film, réalisé uniquement par d'anciens déportés, a voulu remplir une mission humaine et politique. En présentant la vérité nue, en montrant les horreurs exactement comme elles étaient, sans rien taire, il atteint son objectif, à l'heure où la peste noire réapparaît en Europe, où le révisionnisme tente de remettre en question la réalité. Ce document poignant décrit le degré de bassesse des SS qui dirigeaient des camps de concentration nazis. Réalisé en mémoire des disparus, ce film est une véritable leçon de vie, un hymne à la liberté de conscience, une lutte contre l'oubli.

### ***L'Espion qui vient de l'extrême droite***

Ludi Boeken, Annette Levy-Willard; France, Angleterre; 1984; C; 16 mm; 75minutes; Documentaire; Prod. Antenne 2, Channel 4.

Ray Hill, leader de l'extrême droite européenne, candidat aux élections anglaises, change de bord après vingt ans d'activisme dans les mouvements racistes et nationalistes. Mais avant de disparaître, il va refaire le tour de ses camarades en France, en Angleterre, en Allemagne, en Belgique, suivi à distance par l'équipe d'antenne 2. Ce film nous fait découvrir la face cachée de l'extrême droite, ce qui se dissimule derrière les livres de propagande raciste et la réécriture de l'Histoire. Grâce à Ray Hill, les caméras ont pu filmer les "planques" de l'Internationale de l'extrême droite, montrer les filières des trafics d'armes, les relations avec les organisations et pays d'Extrême Orient et, pour la première fois, les révisionnistes de l'Histoire, membre du Klu Klux Klan, néo-nazis du monde entier, qui se réunissent secrètement à Los Angeles. [***Bidon total. Ray Hill est un policier infiltré...*** ]

### ***Autopsie d'un mensonge***

Jacques Tarnero; France; 2000; Couleur; 35 mm; 100 min; ; Documentaire; Lili Prod.

On apprend comment la négation de la Shoah s'est muée en science; comment les thèses de Faurisson, dans les années 70, ont été prises en considération par les médias les plus sérieux, avant même la percée du Front National; comment le négationnisme a trouvé des ramifications dans l'ultra-gauche et chez certains militants de la cause palestinienne.

<<http://www.imaj.be/dossier.htm>>

§=**Nouveauté.** Carlo Mattogno, Jürgen Graf, *Treblinka: Vernichtungslager oder Durchgangslager?* A paraître en octobre 2002 chez Castle Hill, PO Box 118, Hastings TN34 2ZQ, Royaume Uni. ("Treblinka, camp d'extermination ou camp de transit ?" )

In dem in Ostpolen gelegenen Lager Treblinka sollen zwischen 1942 und 1943 zwischen 700.000 und 3 Mio. Menschen umgebracht worden sein. Als Mordwaffen werden behauptet: mobile oder stationäre Gaskammern; verzögernd oder sofort wirkendes Giftgas; ungelöschter Kalk; heißer Dampf; elektrischer Strom; Dieselabgase... Die Leichname der Opfer sollen auf Scheiterhaufen von der Höhe mehrstöckiger Häuser fast ohne Brennstoff spurlos verbrannt worden sein.

Mattogno und Graf analysieren dieses offizielle Treblinka-Bild bezüglich seiner Entstehung, Logik und technischen Machbarkeit, und weisen anhand vieler Dokumente nach, was Treblinka wirklich war: ein Durchgangslager.

Selbst alten Revisionismus-Hasen wird vieles in diesem Buch neu sein, und Graf's anregender Schreibstil garantiert Lesevergnügen. Aufmunternd sind die originellen Zeugenaussagen sowie die von Graf und Mattogno gekonnt entlarvten Absurditäten der etablierten Geschichtsschreibung.

432 S. pb, A5, Bibliogr., Dok., Index, pb., \$25.

Le livre est sorti et est disponible.

§=**Gross erreur.** Des camarades allemands, emportés par leur enthousiasme juvénile, reproduisent sur le Web une traduction allemande du fameux article paru dans *Programme Communiste*, "Auschwitz ou le grand alibi". Dans leur élan, ils en attribuent la paternité à Bordiga. A sa publication en 1961, l'article n'était pas signé. Les bordigistes pur jus savent que le texte n'est pas de Bordiga. Dans les milieux bordigistes italiens, on pense que le texte a été écrit pas un "camarade français", mais on ne veut pas

risquer de nom. Nous nous en tiendrons là. Nous pensons qu'il est erroné d'attribuer ce texte à Bordiga, qui en a écrit bien d'autres, et de fort intéressants.

<<http://www.sozialistische-klassiker.org/Bordiga/Bord01.html>>

§== **Deux clowns.** *Holocaust: A History*, by Deborah Dwork and Robert Jan van Pelt, W. W. Norton, 385 pages; Nonfiction. We daresay: if this is written by Dwork and Pelt, then, it is fiction.

Pour donner le niveau, voici une des questions que se pose Dwork:

"Why is it that hundreds of thousands of people are persuaded to get up every morning and go out and kill people?" Il ne reste qu'à tirer l'échelle.

On trouvera une interview de ces deux clowns dans le dernier *Salon* où l'on cause:

<<http://www.salon.com/books/int/2002/10/02/dwork/index.html>>

§== **Un piéteux d'histoire sainte. Un livre qui explique beaucoup de choses.**

*Post-Ugandan Zionism On Trial* (2 vols.), by S. B. Beit Zvi, Paperback - 650 pages (June 1, 1991). ISBN: 0962884308

Book Description : A study of the factors that caused **the mistakes made by the Zionist movement during the Holocaust**.

About the Author : The Holocaust researcher, S.B. Beit Zvi was born in Lita in 1906. He studied electricity engineering and worked as an engineer in Russia. On 1947 he has immigrated with his family to Israel. After his son, Zvi, fell in battle during the Israeli Independence war, he changed his last name to Beit Zvi.

During the end of the fifties, while being active on behalf of the Soviet Union Jewry he found out that the Israeli society, the Israeli authorities and the Zionist movement have followed a selfish approach which puts **the narrow interest of the struggle over the land of Israel above the importance of helping and rescuing** Diaspora Jews, whenever they felt these two interests are opposed.

This conclusion that the Reduced Zionism prefers the means over the goals, has motivated the author to investigate the roots of this narrow Zionist approach and its implementation by the leader of the Jewish population of Mandatory Palestine during the Holocaust.

The author has also studied the Holocaust's historiography written by the research authorities in Israel. He has found **an aimed tendentiousness in the history written** by these researchers. On 1977 after a long research of about 20 years, S.B. Beit Zvi has published his results in the Hebrew version of this book.

Right after its publication, the book has faced **a wall of ignoring and disregard from the Israeli academic establishment**. Only in the early nineties researches in Israel and in the whole world started to give the book the recognition it deserves and to adopt its thesis. The demand in the USA for the results of the research led the publication of the English version on 1991. Unfortunately, on July 1994 the author has passed away and did not live to see the distribution of the English version.

S.B. Beit-Zvi. *Post-Ugandan Zionism On Trial: A Study of the Factors that Caused the Mistakes Made by the Zionist Movement during the Holocaust*. Tel Aviv: Privately published, 1991. Translated (from Hebrew) by Ralph Mandel, 2 volumes. \$50.00 (paper),

Reviewed by Boaz Cohen, Bar Ilan University. Published by H-Holocaust (June, 2000)

## S. B. Beit Zvi's Work in a Socio-Historical Context

These volumes, translations into English of a 1977 Hebrew edition, were at center stage of the debate about Zionist leadership policy and actions in the "Yishuv" (Palestine) on rescue and aid to European Jewries during the Holocaust. Recently, Beit Zvi's theses re-emerged in a passionate Israeli "new historians" debate. Proponents claimed that his work had been ignored by the Israeli historical establishment because of his critical views of mainstream Zionism and its leadership. On the other hand, important Israeli historians claimed that the volumes and their theses had received attention and responses off-and-on since their publication and that the claim of indifference had more to do with political issues than with historiography.

*Post-Ugandan Zionism's* current importance can also be judged by the fact that this 1977 work is the subject of a 1999 article published by eminent Israeli historian Anita Shapira. (Shapira, incidentally,

labels the work a "cult book" of **groups in Israeli society intent on destroying the moral base of the Israeli state** by demonstrating that Zionists were disinterested in the fate of European Jewry.)

It is interesting to note that the work's actual point of departure is the author's distress at the inertia of the Israeli leadership and public vis-a-vis the plight of Russian Jewry in the 1950's. The irony is that this Zionist, nationalistically-oriented book should become part of the arsenal of post-Zionist academics in today's Israel.

#### **The structure of Beit Zvi's work**

The two volumes are divided into four parts. Part One, "The Information Debacle," consists of two chapters whose content is clear from their titles, "The Truth Suppressed" and "What the Leaders Knew." In Part Two, "The War on Territorialism," the author puts forth his main argument, explaining the policy and inactions of the Zionist leadership as a logical outcome of its Uganda crisis (c. 1903). Part Three, "Without a Compass," deals with rescue attempts during the Holocaust and the failure of the Zionist leadership to partake in them. Part Four, "History Writing and Lessons," takes a critical view of Israeli Holocaust historiography in the first two decades following the Holocaust. Special emphasis is given to moral judgments and the place of Jewish resistance as a means to redeem "Jewish honor".

#### **Beit Zvi's thesis**

Beit Zvi's thesis can be broken down into the following points:

(1) After the Uganda controversy (in which the Zionist Congress was riven apart by Herzl's motion of accepting Uganda as an interim haven for the Jewish nation), the Zionist movement adopted a "Palestino-centric" stance. The negation of the Diaspora (Heb., *Galut*, lit., "exile") made for a lack of empathy with respect to European Jewries, which explains the absence of a meaningful and intensive Zionist effort on their behalf;

(2) The Zionist stand against any rescue possibility other than Palestine led to the failure of the Evian Conference's (1938) decisions to promote the rescue of Jews to San Domingo. This can be explained only as a result of the Zionists' aforementioned "Palestino-centric" position;

(3) The Zionist leadership and Zionist newspapers in Palestine downplayed news concerning murders of Jews in Europe. As a result, there was no arousal of the public and no public pressure regarding these issues;

(4) **The Zionists used the Holocaust** to further the fulfillment of the Zionist ideal, i.e. the building of a Jewish State;

(5) The memory of the Holocaust was distorted by contrasting the Jewish masses going "as sheep to the slaughter" with ghetto fighters and partisans, described as entitled to honor.

On these points, Beit Zvi does not condemn the Zionist movement and its leadership for bad faith. Rather, he accuses it of not rising to the occasion. "The leadership sinned not by being unfaithful to its public, but in representing it instead of leading," (Vol. I, p. 2);

#### **Shirking responsibility - Post-Ugandan Zionism**

Dwelling on Zionist passivity during the Holocaust, Beit Zvi says, "Manifestly, something happened to the **Zionist tribe of the people of Israel, something that suppressed natural feelings** and overrode plain common sense." (Vol. I, p. 125) Beit Zvi explains Zionist inaction during the Holocaust as evolving from a despair regarding chances to rescue European Jewry. In explaining the problem of such an approach, Beit Zvi differentiates between a father and a friend. "When a son's life is in danger, his father does not cease to act." (Vol. I, p.150) Despite professional assessments that the situation is hopeless, the father will try to save his son by any help, but will "not cease thinking about the tangibility of the fatal result. He does not avoid thinking in terms of the post-tragedy period" (Vol. I, p. 150).

Beit Zvi claims that since the Uganda controversy, "the World Zionist Organization (WZO) was a friend and not a father" (Vol. I, p.151) of the Jewish people in Europe. Having had to make the hard choice between alleviating the suffering of the Jewish masses in Europe and fulfilling the dream of a Jewish entity in Palestine, the WZO fully opted for Palestine. This choice meant that the Zionist program in Palestine was accepted as the organization's sole objective. It is actually since the Uganda Controversy, says Beit Zvi, that the WZO has not seen itself as responsible for solving problems of the Jewish people in the Diaspora. (The inherent problem of this thesis is, of course, that Beit Zvi does not accept that Zionists saw Palestine as the only viable answer to the plight of the Jewish masses.)

### **The information debacle**

Secrecy, declares Beit Zvi, was "The paramount means without which destruction on the scale that was perpetrated would have been inconceivable." (Vol. I, p. 4) Beit Zvi contends that if information about the murder of the Jews had been brought to Allied and neutral publics, there would have been more willingness to aid Jews, and more rescue possibilities would have been opened. Beit Zvi views the WZO as the only agency capable of organizing and disseminating such information. He claims, however, that the WZO and its leadership "succeeded astonishingly well in not knowing about the situation of European Jewry". (Vol. I, p.2)

Beit Zvi conducted a thorough survey of newspapers, speeches and memoirs to demonstrate the suppression and downplaying of information arriving from occupied Europe and the lack of action thereto. He further demonstrates the inattention of the Zionist leadership to such information.

### **Zionists and the Evian Congress**

In his text and in an appended article (Vol. I, pp. 232-245), Beit Zvi challenges the Zionist historical assessment of Evian as "proof of the indifference and hypocrisy of the world towards the fate of the Jews". (Vol.I, p.199) The basic goal of the conference was to find havens for Jewish refugees elsewhere than in Palestine. Beit Zvi argues that the Zionist delegation went to Evian "not interested in the attainment of the goal the conference had set itself". (Vol. I, p.238) Beit Zvi sees this response in the matrix of the Uganda crisis. It was a result of that crisis, according to Beit Zvi, that **the Zionist movement abandoned its overall responsibility** to the Jewish People. From that time, the movement "would direct all its strength towards the goal of [the establishment of a national home for the Jewish People in Palestine]. In the future it would extend help to Jews only on condition that such activity was commensurate with its activities towards the attainment of Zionism's goal." (Vol. I, p.192)

### **Zionist and other rescue possibilities**

Part Three of Beit Zvi's work deals with Zionist attitudes towards rescue possibilities; amongst others, the refugee ships "Patria" and "Struma," the Bermuda Conference, and the "Goods for Blood" deal offered through Joël Brand. The issues dealt with in these chapters deal with the WZO not assuming "the task of conducting rescue policy". (Vol. II, p. 4) as a result of its "arbitrary and alienated attitude toward European Jewry". (Vol.II p. 6)

### **The writing of History**

Beit Zvi claims that the Israeli Holocaust Studies establishment has been shaped by the following guidelines (Vol. II, p.131):

- (1) The assumption that Jews in the Holocaust should have saved their honor and the honor of the Jewish People by engaging in armed/physical resistance. Apologetic explanations would be given for their going like sheep to the slaughter;
- (2) Ghetto-fighters and partisans saved the Jewish nation's honor and their actions were beyond criticism;
- (3) The Yishuv and the Zionist movement did not act correctly towards Jews during the Holocaust. The nations of the world stood idly by while Jews were murdered. They paid only lip service to the need for rescue and aid.

Beit Zvi says that memoirs or articles arguing views which conflict with the above have been **censored or suppressed**. He places special emphasis on the historiography of the Warsaw Ghetto uprising. Going through available memoirs, Beit Zvi shows that in terms of fighting, **the revolt was miniscule**: three days of sporadic active fighting while during the rest of the time the fighters hid in the bunkers until they were either found or escaped. The only serious fighting recorded by the German commander Stroop in his report and post-war testimony was at the Beitar stronghold at Muranowska Square. That these resistors were from the wrong political group led to the suppression of their story. The fact that most of these fighters died in the battle also helped push it into obscurity. Finally, Beit Zvi suggests that the competition for the laurels of the ghetto uprising among Zionist factions and between Zionists and Bundists and Communists permeates much of the historical writing on the event.

### **Epilogue**

Beit Zvi volumes were groundbreaking at the time of their publication. They formulated most of the questions pertinent to issues of Zionist leadership actions and inactions during the Holocaust. His was also the first work to draw a profile of Israeli Holocaust historiography and to question the predominance of armed resistance to it. In all, his work, although outdated and at times inaccurate, is

nonetheless thought-provoking and stimulating. It is also important for its place in Israeli historiographic and political debates and for its impact on issues of history and memory in Israeli society.

Again, many of Beit Zvi's arguments have been **refuted** in the last twenty years. Beit Zvi's analysis of the Evian Conference, for example, has been researched extensively and the so-called "Zionist" assessment shown to be correct. In a voluminous book, *Arrow in the Dark* (1999), Israeli researcher Tuvia Friling demonstrates that Ben-Gurion and the Zionist leadership far from shirked their responsibility to European Jews. And their main (and covert) efforts and rescue projects **existed side by side** with the formal pathetic efforts derided in Beit Zvi's book.

*On voit comment l'auteur du compte-rendu essaie d'émousser, in fine, la pointe perforante de cet ouvrage qui touche les sionistes (et il était lui-même sioniste) au défaut de la cuirasse.*

H-Holocaust, H-Net Reviews, June, 2000.

<<http://www.h-net.msu.edu/reviews/showrev.cgi?path=23814980364893>>

*Le livre est trouvable sur Amazon.com, mais il n'en reste que quelques exemplaires.*

### §== Bibliographie (Déni, négation et négationnisme) (AIRCRIGE, juin 2001)

*Pour une approche psychanalytique des notions*

MARIN, Horacio Raoul: "Un destin de la pulsion de mort", in *Topique*, numéro 24, Epi, Paris.

PENOT, Bernard: *Figures du déni*, Dunod, Paris, 1989.

LAPLANCHE, Jean & PONTALIS, Jean-Bertrand: articles "Déni" et "(Dé-)négation", in *Vocabulaire de la psychanalyse*, PUF, Paris, 1967 sq.

MISSEWARD, André et alii: *Le Négatif : figures et modalités*, Dunod, Paris, 1989.

ROUDINESCO, Elisabeth : article " Déni ", *Dictionnaire de la psychanalyse*, Seuil, Paris, 1998.

### *Approches psychanalytiques du négationnisme de la Shoah*

HOUBEINE-GRAVAUD A.-M (et coll.), "'Détail' Psychanalyse contre occultation", article publié par des psychanalystes s'insurgeant contre l'"occultation" de l'Histoire dans *Le Monde*, 9 octobre 1987, p.2.

MOSCOVITZ Jean-Jacques, " La Psychanalyse interprète-t-elle la destruction des Juifs d'Europe ? " in *Passages*, numéro 78, juillet-août 1996, p.32-34.

CHAVANEAU Emmanuel, "L'illusion d'une vie sans histoire", in *Négationnistes: les chiffonniers de l'histoire* (voir infra) p.199-228.

### *Études critiques sur le négationnisme de la Shoah en France*

BENSOUSSAN Georges, "Négationnisme et antisémitisme: récurrences et convergences des discours du rejet " in *Revue d'histoire de la Shoah* numéro 166, mai-août 1999.

BOCHUBERG Claude (Jacqueline Baldran, Luc Ferry, Heinz Wismann), *L'histoire bafouée ou la dérive relativiste*, Paris, L'Harmattan, 1992.

BRAYARD Florent, *Comment l'idée vint à M. Rassinier. Naissance du révisionnisme*, préface P. Vidal-Naquet, Paris, Fayard, collection "Pour une histoire du XXe siècle", 1996.

BRAYARD Florent (sous la direction de), *Le génocide des Juifs : entre procès et histoire 1943-2000*. Collectif, approche historico-juridique. Paris, Complexe, 2001.

BRIDONNEAU Pierre, *Oui, il faut parler des négationnistes : Roques, Faurisson, Garaudy*, Paris, éd. du Cerf, 1997.

FINKIELKRAUT Alain, *L'Avenir d'une négation*, Paris, éd. du Seuil, 1982.

FRESCO Nadine, "Les redresseurs de morts", in *Les Temps Modernes*, juin 1980, p. 2150-2211. N.B : cet article est disponible sur les "pages perso" de Michel Fingerhut (voir plus bas dans les sites internet).

FRESCO Nadine, "Parcours du ressentiment", in *Lignes* numéro2, 1988, p.29-72.

FRESCO Nadine, *Fabrication d'un antisémite* (biographie de Paul Rassinier), Paris, éd. du Seuil, coll. "la librairie du XXe siècle", 1999.

IGOUNET Valérie, *Histoire du négationnisme en France*, Paris, éd. du Seuil, coll. XXe, 2000.

JANOVER Louis, *Nuit et Brouillard du révisionnisme*, éd. Paris-Méditerranée, 1996.

KASPI André, "Un tabou a été levé", in *L'Arche* numéro 469, 1997.

LYOTARD François, *Le Différend*, Paris, éd. de Minuit, 1994.  
MICHEL Natacha (sous la direction de), *Paroles à la bouche du présent: le négationnisme, histoire ou politique ?*, Marseille, Al Dante, 1997.  
MILZA Pierre, "Le négationnisme en France", in *Relations Internationales*, numéro 65, 1991, p.9-22.  
*Négationnisme, le génocide continué*, numéro de la *Revue d'histoire de la Shoah* numéro 166, mai-août 1999 (contient, entre autres, l'article de Georges Bensoussan " Négationnisme et antisémitisme: récurrences et convergences des discours du rejet ").  
*Négationnistes : les chiffonniers de l'histoire*, collectif, Paris, éd. Goliath et Syllepse, 1997.  
RANCIÈRE Jacques, *La Mésentente*, Paris, Galilée, 1995.  
*Révision de l'histoire : totalitarisme, crimes et génocides nazis*, actes du colloque international organisé à l'initiative de la Fondation Auschwitz les 3-4-5 novembre 1988, dir. Yannis Thanassekos, Heinz Wismann, présence de J.-M Chaumont, Paris, éd. du Cerf, collection " Passages ", 1990.  
TAGUIEFF Pierre-André, *Les Protocoles des sages de Sion, faux et usages d'un faux*, Berg international.  
TAGUIEFF Pierre-André, " Sur l'antisémitisme " : pour une nécessaire rupture ", in *Lignes*, mai 1993.  
TAGUIEFF Pierre-André (sous la direction de) *L'Antisémitisme de plume : 1940-1944; études et documents*, ouvrage collectif (avec un article de Marc Knobel sur Montandon), Berg International, 1999.  
TARNERO Jacques, "Le négationnisme, ou le symptôme des temps pervers. Une énigme récurrente : le signe antijuif " in *Revue d'histoire de la Shoah* numéro 166, mai-août 1999.  
TARNERO Jacques, *Autopsie d'un mensonge* (film), 2000.  
VIDAL-NAQUET Pierre, *Les Assassins de la mémoire*, " Un Eichmann de papier " et autres essais sur le révisionnisme Paris, Points Seuil, 1995, La Découverte, 1987.  
WELLERS Georges, *La Solution finale et la mythomanie nazie*, Paris, Beate et Serge Klarsfeld éd., 1979.

*Sources : Pour une bibliographie des écrits révisionnistes et négationnistes, on se reportera à celle établie par Valérie IGOUNET dans Histoire du négationnisme en France*, Paris, éd. du Seuil, coll. XXe, 2000, p.661-675. De même pour ce qui concerne les études critiques et historiques sur l'extrême droite (p.671), l'extrême gauche (p. 672), le racisme et l'antisémitisme (p.674).

<<http://perso.wanadoo.fr/samanos/aircrige/parutions/biblio1.html>>

*A propos du dénommé Pierre Milza, fils de maçon italien émigré sous le fascisme qui paie sans risque les dettes idéologiques de son père, il faut noter qu'il vient de publier un livre où il fait ce que font les professeurs d'université, en général, à savoir pomper le travail des étudiants qu'ils ont eus en doctorat. C'est lui qui a chapeauté et sponsorisé le travail absolument débile sur le plan intellectuel mais riche des ratissages opérés par son étudiante à Aix, l'igounette farcie. Il publie donc un sempiternel L'Europe en chemise noire - Les extrêmes droites européennes de 1945 à aujourd'hui, chez Fayard, pour la modique somme de 22 Euros. Il y a un chapitre VI pourvu d'un titre puissamment original: "Faussaires de l'histoire: «révisionnistes» et négationnistes", qui pèse dans les 40 pages. On dirait un petit vomis remâché, dont l'information de troisième main est un peu rance car elle remonte à 10-15 ans. Où l'on voit que la tradition du labeur bien fait se perd même chez les maçons italiens.*

§==**Promotion des délateurs.** CNU Section 35, Structure et évolution de la Terre et des autres planètes. Par décision en date du 24 janvier 2001, le nommé Gérard Panczer a été inscrit par le CNU sur la liste des aptes au professorat. On n'allait pas oublier un tel luminaire qui s'était signalé, non pas tant par ses travaux de chimie, mais par de longues et continuelles dénonciations des révisionnistes, accompagnées de lettres de délation caractérisée. Bientôt, lui aussi, aura la Légion d'honneur. Sur une autre planète.

§==**Noble Nobel.** On sait que le Nobel de littérature a été donné à un spécialiste exclusiviste du zolo, Imre Kertesz. Dans les années 60 personne ne voulait publier ce genre de truc. Mais dans les années 80 le marché s'est ouvert. Voir:

"Who owns Auschwitz? (Interpretation and the Holocaust)," by Imre Kertesz and John MacKay, a critical essay in *The Yale Journal of Criticism*, Spring 2001, p. 267 sqq. On entend dire que Kertesz

méprise les "spécialistes zolo" qui parlent de ce qu'ils ne "peuvent pas comprendre". Ecrire sur l'indicible, que voilà un beau binss.

Ses bouquins ne semblent connus qu'en allemand. A lire la presse allemande, son histoire d'un gosse de quinze ans éberlués dans le camp à Auschwitz, on pense à "Wilkomirski"... un peu plus vieux...

Voici le grande prose qu'on trouve sur le site d'Actes Sud, l'éditeur français du "Hongrois" Kertesz:

Etre sans destin de Imre Kertész (Actes Sud )

<<http://www.lelibraire.com/imgnav/titautour.gif>>

Chronique de la vie d'un jeune juif dans un camp de la mort, ce livre reconstitue une forme de suspense : le lecteur connaît l'histoire, le narrateur, non.

Encore un livre sur les camps. Encore les trains, les coiffeurs, le tri, les chambres à gaz, le froid, la douleur, les coups, la faim immense, la vie en veilleuse, la boue. Encore quelqu'un qui va raconter. Imre Kertész choisit de le faire sans recul. Il raconte, sans préjuger de la suite. Et le lecteur constate avec effroi l'étendue de ses leures.

Il décrit ce qu'il voit. Les femmes qui se refont une beauté à l'arrivée du train. Le "double trait d'union ondulé" entre les mots Auschwitz et Birkenau. Le lever du soleil: "C'était beau et tout à fait intéressant. A la maison, à cette heure-là, je dormais encore". Les "prisonniers" ("j'étais curieux de connaître leurs crimes"). Les crématoriums, au loin : "(mes compagnons) se demandaient, à juste titre selon moi, si l'épidémie était importante au point de faire tant de morts".

Avant d'arriver là, Imre Kertész a eu 15 ans. Il a découvert les lèvres d'Annamaria pendant un bombardement. Son étoile jaune ne le gêne pas beaucoup, simplement il doit faire attention à ce qu'elle ne soit pas cachée par son revers ou son écharpe, car ce n'est pas réglementaire. Les adultes le laissent indifférent, et il n'a pas très bien su s'y prendre lorsque son père lui a dit au revoir à la veille de partir pour le "camp de travail". Aujourd'hui, c'est son tour de travailler. Une lettre officielle l'informe qu'il est "affecté à un emploi stable" dans une raffinerie. Il est heureux de percevoir un salaire et d'avoir droit à une carte d'identité, ce qui pour un juif est exceptionnel. Il pense qu'il est temps de sortir de l'enfance et qu'un peu de discipline lui fera le plus grand bien.

Un jour, sur le chemin du travail, un policier arrête le bus et fait descendre tous les juifs. Les compagnons de travail du jeune homme, le Maroquinier, le Fumeur, Joli-Coeur et les autres s'exécutent, dans une joyeuse ambiance. On rit, on se dore au soleil du printemps, en attendant qu'il se passe quelque chose. Sur le chemin de la gendarmerie, personne ne se pose de questions. A part un original -toujours plongé dans ses livres- qui quitte le groupe au coin d'une rue sans demander son reste. La troupe défile sous le regard silencieux ("cette curiosité hâtive, hésitante") des passants ("au début, cela m'amusait plutôt, mais avec le temps, je n'y ai plus vraiment prêté attention").

Le lendemain, dans les wagons, on est serrés, on a faim et soif, et les latrines se limitent à un seau. Le jeune homme ne s'émeut pas de cette précarité. Après tout, c'est la guerre. Rien ne l'inquiète. Il est heureux d'aller quelque part et pense en riant à la tête de ses proches qui l'attendent pour dîner. A Auschwitz, la vue des soldats allemands le rassure : "Pimpants et bien soignés au milieu de ce tohubohu, eux seuls étaient solides et respiraient la sérénité". Kertész ne sait pas ce qui l'attend. Pas le lecteur, qui découvre effaré un jeune homme naïf, qui ne sait pas encore qu'il n'est pas là pour travailler, mais pour mourir à la tâche. Reste les derniers mots du livre : Imre Kertész y tient beaucoup : "Là-bas aussi, parmi les cheminées, dans les intervalles de la souffrance, il y avait quelque chose qui ressemblait au bonheur. (...) Oui, c'est de cela, du bonheur des camps de concentration que je devrais parler la prochaine fois, quand on me posera des questions. Si jamais on m'en pose. Et si je ne l'ai pas moi-même oublié."

*Etre sans destin*, d'Imre Kertész, Traduit du hongrois par Natalia et Charles Zaremba, Actes Sud, 361 pages.

*Le Matricule des Anges* Numéro 023 - juin-juillet 1998.

Le premier ministre hongrois, Peter Medgyessy, a annoncé qu'on allait réformer la législation fiscale pour éviter à Kertesz de payer des impôts sur son prix Nobel; Le cas était déjà prévu pour les médaillés olympiques. Elie Wiesel, autre juif hongrois, c'est tous les jours qu'il touche un médaille d'or. Tax free.

+++++

Informations et commentaires tirés du site **aaargh**

<<http://aaargh-international.org>>

<[aaarghinternational@hotmail.com](mailto:aaarghinternational@hotmail.com)>